

ORASSCOPIE X
Revue Trimestrielle Eveil Congo
(Mars-Juin 2024)



Institut National Congolais des Recherches Scientifiques
(INCRS-CONGO)

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale N° JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 010/RDC-1137

ISBN **9786-206-696-193**

Site Web: EveilCongo.net



L'hymne de l'ORASSU

ORASSU l'éveil du géant,
La plume savante et holistique des recherches
pluridisciplinaires qui valorise nos talents.

Flambeau rayonnant de liberté d'écrire notre
propre histoire ; Grenier du savoir culturel,
scientifique et philosophique du temps présent
pour la conservation du mémoire individuel et
collectif de notre peuple.

Engagé dans l'unité des chercheurs pour la paix,
le Professionnalisme, l'Intégrité, la Créativité, le
travail en équipe dans le même objectif, la
responsabilité dirigée, le Respect dans la diversité
et l'Innovation dans la production des œuvres
d'esprit.

ORASSU, la défense de droit d'auteur,
ORASSU, la protection des sources,
ORASSU, La publication de nos travaux de fin de
cycle
ORASSU la culture d'excellence
ORASSU le choix de l'émergence
ORASSU l'encre du bonheur
ORASSU, la communication de résultat
La joie de l'écriture
Maintenant et
Pour toujours !



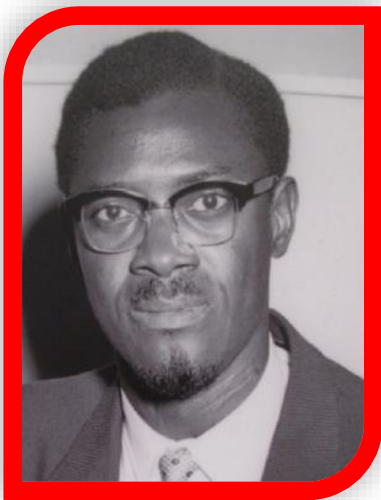
Editorial ORASSCOPIE X :

Chap. I. DES INTELLIGENCES CONGOLAISES S'INTERROGENT SUR LES 64 ANS D'INDEPEDANCE EN DRC

I. Dans quel contexte serait-il mort le premier ministre patrice E. Lumumba : la table de vérité nous éclaire !

Par PhD student. Ir. Sekimonyo Shamavu Christian

Le 28 juin 1960, serait la date décisive de l'assassinat du premier ministre congolais Patrice LUMUMBA à washington D.C. par la C.I.A. au cours d'une Réunion secrète, deux jours avant la proclamation de l'indépendance du Congo le 30 juin 1960¹.



Sir Allan Dulles suggère au président américain Eisenhower Dwight Edouard l'idée et le plan de l'assassinat du premier ministre Lumumba. Sir Allan Dulles était le Directeur civil de la C.I.A. au siège du central à l'Anglet en Virginie

/Washington D.C. /USA.

¹ Ludo De Witte, l'assassinat de Lumumba, Karthala, 200.

PhD student. Ir. Sekimonyo Shamavu Christian: is a student in the PhD Program in Leadership and Administration at Heritage Baptist College International (Utah State, Salt Lake City; USA) and Specialist in Energy Resources Management of African Great Lakes Countries (East African Rift) . He has a Master's degree in Science and Engineering with the distinction "Applied Methods and Techniques to Business Management" from the



University of Evry Val d'Essonne (Versailles; France) and an Engineering degree in Oil, Gas and Renewable Energy, specialty: Management and Economics of Petroleum Resources; from the University of Kinshasa (DRC) He is a lecturer in several universities and higher education institutions in the DRC. He is an internationally renowned author thanks to several of his witty works. He is Founding President of the Civil Society of Congolese Patriots (SOPAC) and Member of the Rotary Club International.

Sir Allan Dulles était spécialiste des coups tordus aux États-Unis et dans le monde pendant la deuxième guerre mondiale et la période de la guerre froide entre l'OTAN (USA) et le PACTE DE VARSOVIE (URSS). D'aucuns pensent que le C.I.A: (Central Intelligence Agency) avec Sir Allan Dulles, serait l'organisation de la destruction totale de la jeune démocratie Congolaise et du Premier Ministre élu démocratique Patrice Lumumba, de plusieurs élus nationalistes et panafricanistes de son temps.

La grande préoccupation exprimée au sujet de Lumumba par le président américain Eisenhower lors de la réunion du "CNS" Conseil National de Sécurité des USA du 28 juin 1960 : aurait Un seul point à l'ordre du jour : « *l'élimination honteuse de Lumumba et de la démocratie congolaise.* » Ainsi, serait décidé de l'élimination physique de Lumumba par la CIA. Le rapport Church de 1975 ne mentionne pas moins de trois tentatives d'assassinat de la CIA à cet égard. Nous renvoyons à ce rapport pour plus d'informations. L'une de ces trois tentatives, celle de l'agent QJ/WIN peut être identifiée comme l'apatride Moïse Maschkivitzan né à Anvers le 11 mai 1910. Il aurait été recruté par la CIA « après divers contacts en Belgique ». ²

**Par PHD Student. IR.
SEKIMONYO SHAMAVU CHRISTIAN**

² ENQUÊTE PARLEMENTAIRE Belge visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci, RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE BELGE PAR MM. Daniel BACQUELAINE, Ferdy WILLEMS ET MEE Marie-Thérèse COENEN, CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE Belgique, 16 novembre 2001, DOC 50 0312/006, pp.129-130; Cfr.

II. **SOMMES-NOUS VRAIMENT INDÉPENDANTS ?**

Par Prof. Justin MUDEKEREZA

Candidat à l'exercice présidentiel de 2023 en RDC, Dr. Justin Mudékereza est un Leader visionnaire, défenseur dévoué à participer au développement de notre pays la RDC. Professeur d'université et consultant privé supérieur en matière de développement, M. Justin Mudékereza est président et chef de la direction (CEO) d'Aspire pour le développement africain & Consulting, ADEC Ltd une société privée travaillant pour habilitier les organismes de développement, les



entrepreneurs et les institutions publiques pour le succès de leurs activités. Voir www.adeconsult.net Par son ADEC Ltd Justin fortement contribué à aider de nombreuses organisations et institutions à concevoir leurs documentations organisationnelles telles que les propositions de projets et / ou des propositions de subventions, les plans stratégiques, les rapports d'activité, rapports financiers, la constitution et la collecte de fonds en Afrique centrale et orientale depuis plus d'une décennie.

Voici ce que pense le Prof. Dr. Justin Mudékereza Phd, candidat aux élections présidentielles de décembre 2023, en RDC. Le Docteur Justin MUDEKEREZA PhD estime et reste convaincu que l'indépendance pour laquelle la République Démocratique du Congo s'était battue, à travers le héros national Patrice Emery LUMUMBA et compagnie, et qu'elle avait arraché de force aurait été saboté par les grandes puissances obscures qui avaient

mal digéré la lutte pour l'indépendance. Ceux qui avaient colonisé le pays auraient cherché des alliés stratégiques pour développer ensemble un plan commun de contrôle perpétuel des richesses et de balkanisation de notre pays, empêchant celui-ci à se développer. Estimant avoir perdu la bataille et non la guerre, ces puissances auraient conçu en commun un plan de rendre nulle l'indépendance pour laquelle le pays s'était battu. Le défi lancé contre la RDC est celui de voir comment elle se développera parce que tous les mécanismes sont mis en musique pour le lui empêcher, à travers les mécanismes stratégiques de la néo colonisation, en passant par les aides, les appuis, les politiques publiques des réformes piégées et piégeant le pays, les financements des ONGs dites de développement...

Plus de 60 ans durant, le Dr Justin Mudekerezwa PhD lance au peuple Congolais un devoir républicain d'évaluer les acquis et le sens du contenu de l'indépendance que le pays a obtenue.

Il s'agira d'analyser et voir ensemble si réellement le pays est indépendant, et s'il est, c'est sur quel plan. Est-ce que c'est sur le plan économique ? Si oui, comment alors que la balance commerciale est déficitaire suite aux importations de loin supérieures aux exportations ?

Ce qui suppose une faible production locale et une dépendance à outrance faisant appel à une économie extravertie. Bref, presque tout nous provient de l'extérieur malgré les multiples et riches potentialités en sol et sous-sol dont Dieu a daigné bénir la RDC. Cette situation révoltante appelle à une nouvelle prise de conscience dans une forte révolution positive et populaire exigeant un patriotisme et un nationalisme renouvelés.

L'Indépendance, est-ce que c'est sur le plan scientifique ? Si oui, comment au moment où la révolution scientifique n'est pas encore au rendez-vous ? Nos enfants

apprennent l'histoire des autres pays sans apprendre celle de leur pays. L'histoire de l'Égypte (le roi Pharaon, roi de double demeures...), la Mésopotamie (le Tigre et l'Euphrate...), l'empire du Mali (Soundiata Keita, Soumangourou Kanté... L'empire du Ghana (avec le Kaya Magané Cissé...), Napoléon Bonaparte, Albert 1er, Louis XIV, Louis le Chauve...

Consacrer tout un programme d'enseignement se focalisant à apprendre à nos enfants la cartographie de l'économie et de la géographie de l'Europe et celle de l'Amérique, de l'Asie... et leur apprendre que X ou Y pays est le premier producteur mondial du blé, du maïs ou de la banane sans leur apprendre à connaître leur propre pays qu'ils seront appelés à diriger n'est ni moins ni plus qu'un plan de désorientation mentale de l'élite congolaise afin qu'elle ne connaisse pas à fond son propre pays dans le simple but de réduire les possibilités de le développer parce qu'une fois développé, l'indépendance risquerait d'être effective.

Personne n'est contre la connaissance de l'histoire des autres, seulement que le Docteur Justin MUDEKEREZA PhD s'insurge tout simplement contre un enseignement qui n'apporte rien aux enfants du pays appelés pourtant à diriger un pays dont ils ne connaissent ni l'histoire, ni les potentialités difficiles même à localiser géographiquement à cause des programmes tendancieux d'éducation nationale et sans objectif. Le Dr Justin Mudekereza PhD estime qu'il est plus qu'urgent de repenser le système d'éducation afin de donner à nos enfants un enseignement par objectif susceptible de contribuer au développement effectif et durable du pays. Le Dr Justin Mudekereza PhD reste une source d'inspiration et un homme à consulter pour le développement de notre pays.

Par Prof. Dr. Justin MUDEKEREZA

III. QUELLES ELECTIONS PEUVENT-ELLES NOUS AMENER A RECONQUERIR NOTRE INDEPENDANCE

Par Professeur Alain ALISA JOB SAMBOKERA
UNIM-RDC

L'Auteur est Fils de Balanda Sambokera et Siri Mapenzi



Lupupu, Docteur en Pédagogie et Didactique des Disciplines, orientation Gouvernance électorale et sécurité à l'UPN est Officier Supérieur de la Police Nationale Congolaise au grade de Commissaire Supérieur principal et Professeur des Universités de la Région. Actuellement il assume plusieurs fonctions au vu de ses performances et de ses expériences. Il est

Commissaire Provincial Adjoint chargé de la Police Judiciaire du Nord Kivu. Conseiller et chef charge de section sécurité et ordre public au Cabinet du Gouverneur Militaire du Nord Kivu. Conseiller Stratégique et Coopération à la coordination nationale de la Reserve Armée et Défense en RDC. En sa qualité de professeur, soulignons qu'il est le vice-recteur et Promoteur de l'Université des Martyrs du Congo en charge de la recherche.

Grâce à la volonté politique au lendemain de l'indépendance, la RDC organisa ses premières élections crédibles et transparentes présidentielles et législatives multipartites ayant porté ses premiers dirigeants au pouvoir à savoir : Joseph Kasavubu comme Président de la République et Patrice-Emery Lumumba comme Premier ministre sous un régime parlementaire dont le responsable de l'action de l'état fut le Gouvernement. Avec ces élections, l'autorité de l'Etat et la souveraineté nationale étaient déjà confirmées dans une jeune démocratie. Cependant, tout a été remise en cause suite aux conciliabules intervenus lors de la reforme géostratégique des Nations Unies, une conception qui entraîna le pays dans une crise politique assortie de violences meurtrières à l'intérieur du pays. Ces erreurs peuvent être attribuées à l'immaturité politique des Acteurs en présence qui héritent d'un vide juridique et administratif auquel eux-mêmes n'étaient pas préparés au lobe de l'indépendance, d'une part. Et la puissance mondiale qui n'a pas voulu lâcher son hégémonie et contrôle des ressources minières de la RDC en continuant à fixer son regard cupide à la RDC, la mine d'or et de cuivre à exploiter d'autre part. Le syndrome cyclique de l'impréparation politique en République Démocratique du Congo tire ses origines de ce facteur. Suite à la redéfinition de la géostratégie, la communauté internationale s'opposa ainsi à l'émergence du nationalisme en RDC et opta pour le néocolonialisme. Ce qui précipita la déchéance du pouvoir de Joseph Kasavubu par son Chef du Gouvernement et des contradictions politiques naquirent, poussant les acteurs de la scène à recourir aux méthodes violentes. C'est dans ce climat que le Général Mobutu s'improvise, prend le pouvoir et soumet tout le monde au gré de la communauté internationale. Il impose son idéologie et sa vision de l'État sous un régime à idée et pensée uniques.

Le semblant de démocratie et de souveraineté disparaît jusqu'à l'éclatement de son parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR) au multipartisme proclamé bon gré mal gré en 1990. Après lui, disait-il, c'est le déluge. Laurent Désiré et son AFDL est passé vite, avec des empreintes d'un patriotisme aguerrit. Joseph son fils règne pendant 18 ans et pour la première fois de l'histoire congolaise, un président organiser des élections pour un passage civilisé du pouvoir et devint ainsi président honoraire et sénateur à vie. Aujourd'hui le destin souverain de la RDC est entre les mains de Son Excellence Felix Tshisekedi pour qui nous encourageons à maintenir l'unité et l'intégrité nationale de notre pays en dépit de multiples défis et menaces de guerre à l'Est.

Par Professeur Alain ALISA JOB SAMBOKERA

IV. Concerne : LETTRE OUVERTE ADRESSEE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT, COMMANDANT SUPREME ET GARANT DE LA NATION.

Par Professeur Louis AKILIMALI

UNIM-RDC

L'Auteur est PhD en Gestion des Projets (King of Kings University college Uganda/Kayunga. PhD en Leadership et Administration (Heritage Baptist International college, USA). À nos jours, Secrétaire Général Académique de l'Université des Martyrs du Congo "UNIM-RDC". A la fois Chargé de Développement et Partenariat du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRC-S) Nord-Kivu, il est Enseignant



dans des Universités au Pays et à l'étranger : (ISDR/Goma, ISDR/GL/ King of Kings University Collège, ISPE, ULPGL. Prof Louis est Consultant Indépendant en Développement Communautaire, Chercheur de renommée internationale avec plusieurs articles et ouvrages déjà publiés.

À son Excellence Monsieur le Président de la République, avec mes hommages les plus déferents, Excellence, Alors que nous célébrons la 64 ème anniversaire de notre indépendance, plus de 64 agglomérations dans les

territoires de Rutshuru, Masisi et Lubero sont sous contrôle des rebelles et M23/RDF.

Excellence,

Il vous souviendra que nous n'avons que ce pays la République Démocratique du Congo avec une seule nation. Il vous souviendra également qu'en décembre dernier, ils ont voté étant dans des camps des déplacés et d'autres n'ont pas eu la possibilité dans les entités jadis occupées par ces rebelles. Excellence, l'ère est grave et n'est pas vraiment tel que certains le pense. Bien-sûr que vous attendez la permission de deux chambres qui doivent se réunir en congrès selon la constitution, mais retenez que le rebelle ne croise pas ses bras! L'hypocrisie de nos pays voisins est au zénith et il faut bien agir. Je sais de quoi je parle, non parce que je suis de l'Est mais plutôt la maîtrise de l'Afrique de l'Est et leur mode opératoire. Les congolais attendent beaucoup de vous et plus particulièrement la paix en mettant fin à cette guerre nous imposée. Il en est de même pour tout congolais politiciens ou pas de prendre conscience que nous sommes en guerre et l'ennemi ne fait que progresser du jour le jour. Unissons-nous comme un seul homme, car ce qui nous divise est trop petit que ce qui doit nous unir. Excellence Monsieur le Président de la République, Les agglomérations suivantes sous contrôle des rebelles doivent être libérées :

- | | | |
|------------------|--------------|---------------|
| 1. Sarambwe | 9. Rumangabo | 17. Kitagoma |
| 2. Chanzu | 10. Matebe | 18. Mutabo |
| 3. Runyoni | 11. Rangira | 19. Buvuga |
| 4. Kabindi | 12. Rukoro | 20. Kiwanja |
| 5. Tamugenga | 13. Burayi | 21. Kitoboko |
| 6. Bunagana | 14. Kiringa | 22. Kahunga |
| 7. Tchengererero | 15. Kiruhura | 23. Mabenga |
| 8. Bakaya | 16. Karambi | 24. Maiyamoto |

25. Vitsumbi	43. Tongo	59. Kirolirwe
26. Rwindi	Hohe	60. Kako
27. Kibirizi	44. Tongo	61. Birambizo
28. Kikuku	Marangar	62. Bihambwe
29. Mirangi	a	63. Matanda
30. Butolongola	45. Rugari	64. Burungu
31. Lusogha	46. Kibumba	65. Kaniro
32. Birundule	47. Kayna	66. Kibabi
33. Miriki	48. Ngwenda	67. Kunigi
34. Kimaka	49. Kishishe	68.
35.	50. Nyanzale	Kabalekasha
Kanyabayonga	51. Katale,	69. Nyakajaga
36. Rubare	52. JTN,	70. Burora
37. Kalengera	53. Mweso	71. Lushebere,
38. Katale	54. Kitshanga	72. Bibwe,
39. Biruma	55. Mushaki	73. Nyakabingo
40. Buvunga	56. Kimoka	74. Kashuga
41. Kako	57. Rubaya	75. Katsiru
42. Shinda	58. Busumba	

Excellence Monsieur le Président de la République, toutes ces agglomérations ont été prises par les M23/RDF et leurs alliés précisément dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Niragongo et Lubero, une grande partie que le Rwanda.

Professeur Louis AKILIMALI,
Membre de l'UDPS/ Tshisekedi

V. 64ème ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DE LA RDC : LES DEPENDANTS DES MARTYRS APPELENT A LA RESILIENCE

Par Maguy MALAGANO OMARI
UNIM-RDC

L'Auteure est Doctorante (encours) en didactique des disciplines de l'économie Appliquée et Management des projets à l'UPN ; Master en Management de projet à l'Institut de Formation, d'Etude, de conseil et du service "IFEC" du Dakar/Sénégal ; Spécialiste de moyens de subsistance/Livelihoods basées sur le genre BVG/AES/HS, avec une licence spéciale à l'UPN. Présidente du Centre d'expertise des Femmes Dynamique au Congo



« CEFDYC ». Consultante Internationale en promotion de Moyens de subsistance, Genre et VBG/EAS/SH. Présidente de la Coalition Nationale des Femmes Leaders pour la Parité « CNFLP ». Coordinatrice du Centre des dépendants des Martyrs « UNIM ». Administrateur du Budget à l'Institut National de Travail Social « INTS ». Enseignante à l'Université des martyrs du Congo (UNIM-RDC) Maguy OMARI est une femme forte très engagée dans le monde de recherches scientifiques.

Les veuves et orphelins ainsi que tous les dépendants des militaires qui ont versé leur sang pour la RDC sont appelés à la résilience malgré situation qu'ils traversent.

Cet appel est de Maguy Malagano Omari, enseignante à l'Université des martyrs du Congo (UNIM) et coordinatrice du Centre pour les dépendants des martyrs. Elle l'a dit à l'occasion de la 64ème commémoration de l'indépendance de la RDC le 30 juin 2024.

Au cours d'une interview exclusive nous accordée, Maguy Malagano Omari s'est attelée sur la résilience des dépendants des Martyrs, une façon pour elle aussi de susciter la conscience des autorités ainsi que des tous les partenaires à tous les niveaux de prendre en charge ces derniers pour les permettre de sortir des différents chocs entretenus par la disparition de leurs tuteurs.

“Comme vous le savez, la résilience c'est un mécanisme d'adaptation face à une situation. C'est donc une capacité à surmonter les vicissitudes et les chocs de la vie. Alors les familles de ces personnes qui ont accepté de mourir pour le pays, les militaires FARDC ainsi que les Wazalendo doivent être pris en charge pour évoluer “ a-t-elle martelé.

Poursuivant, Maguy Omari estime que la guerre dans la province du Nord Kivu et dans la partie Est de la RDC a de l'impact négatif sur la vie des orphelins surtout les filles ainsi que les veuves des vaillants militaires qui, pourtant tombent sur le champ d'honneur pour la patrie. Par ailleurs, elle déplore le fait que la plupart des enfants de la rue dans la ville de Goma sont des orphelins laissés par les militaires, c'est pourquoi pour la résilience effective de ces derniers, la coordinatrice du Centre pour les dépendants des martyrs a recommandé ce qui suit:

- que soit créer un centre de psychosocial et santé mentale pour la détraumatisation des dépendants des martyrs ainsi que ceux-là qui reviennent vivants de la ligne de front ;
- la prise en charge de ces derniers ;
- que les filles et les femmes des militaires soient intégrées dans les services de renseignement;

– que ces dépendants, surtout les filles et les femmes intègrent l’armée pour servir le pays sous le drapeau.

Par Maguy MALAGANO OMARI
UNIM-RDC

VI. TABLEAU SYNTHÉTIQUE DE LA NATION A L'INTENTION DES PATRIOTES ANTIBALKANS CONGOLAIS³ APRÈS 64 ANS D'INDÉPENDANCE DE NOTRE PAYS LA RDC

Par Zenobita MAGANGA

Femme Patriote Congolaise, Elue au Conseil National du Mouvement de la Paix et Membre du Bureau National France Paris, Zenobita préside le Mouvement Antibalkanisation Congolais « MAC » en sigle pour la lutte contre la balkanisation de la RDCongo. Femme engagée pour la défense des opprimés, des veuves et des orphelins, Zenobita plaide pour le retour effectif de la paix en République Démocratique du Congo. Femme Forte et



Courageuse, Zenobita dénonce les injustices, l'impunité et inégalités sociales en RDC grâce à ses travaux de recherche.

Chers Congolaises et congolais, bonjour ! Faudrait-il dire bonne fête d'indépendance ou souhaiter nos condoléances à nos compatriotes congolais de l'Est en situation extrêmement difficile suite à la guerre par procuration que nous impose le Rwanda ? Chers compatriotes, L'heure est grave.

³ Ceux qui refusent la balkanisation de la Rép.Dém. du Congo.

64 ans après l'indépendance de notre pays, j'ai horreur de nous inviter à fêter car, on ne fête pas quand sa maison brule. Nous dédions plutôt cette journée d'indépendance à la réflexion citoyenne afin de se poser des questions fondamentales : 64 ans après où sommes-nous et où allons-nous sur le plan sécuritaire et du social du peuple congolais ?⁴

Qu'avons-nous fait pour la sécurité, l'intégrité territoriale de notre nation ainsi que son développement ? Depuis des décennies notre pays sombre alors que nous sommes plus de 100.000.000 habitants. Nous avons frisé l'incapacité de donner une stabilité à notre peuple, incapables d'emmener au pouvoir des femmes et des hommes doués du patriotisme et intègres qui ont des convictions, de l'amour pour notre pays.

Le pays mérite des personnes à la vision positive à long terme pour notre avenir et celui de la génération future pour le bien-être de la jeunesse qui est abandonnée à son propre sort. Sachez que la RDC est sous occupation étrangère qui pille nos richesses et fait l'Holocauste à notre peuple. Hier c'était à BAMBO, KISHISHE, MABALAKO, OICHA au moment où je vous parle, un massacre se passe dans le KANYABAYONGA par l'armée de l'AFC, M23 RDF et NALU. Cette occupation fait de la RDC, une victime en voie de balkanisation ayant une population massacrée, des femmes violées, mutilées, bref un peuple sans défense victime de la complicité des autorités qui le dirige sous la bénédiction de la communauté internationale. Où sont ces dirigeants congolais ? Où sont les parlementaires ? Dans une situation alarmante, ces dirigeants se partagent le contribuable congolais avec le slogan " mboka ekufa Kala"

⁴ Question de Charles ONANA, ces tueurs tutsis au cœur de la tragédie congolaise, Editions Duboiris, Paris, juillet 2020, p.77).

; " bokufa kuna n'a bēni etali biso te, toomela, tolya likambo oyo etali biso te".

Si j'étais le Président de la République, voici ce qu'aurait été mon message pour le 30 juin 1960- 30 juin 2024. Mes chers compatriotes, en ce jour solennel, nous nous devons de commémorer l'événement le plus crucial de l'année. Nous pouvons nous féliciter de nos réussites car nous avons tout cassé comme promis ! Nous avons évincé les colons,

Nous avons anéanti l'Union Minière du Haut Katanga,

Nous avons fait tomber la Miba,

Nous avons anéanti Air Congo,

Nous avons réintroduit le tribalisme, considéré comme un trésor culturel,

Le cannibalisme est de nouveau mentionné dans certains menus,

La théorie de "Père et de Mère" a été adoptée, ainsi les métis sont marginalisés et bientôt expulsés,

Les routes nationales ne sont que des chemins cahoteux,

Le chemin de fer est réduit à un simple sentier de fer humoristique,

La SNCC est une ombre d'elle-même,

L'éducation, bien que gratuite, est décriée comme une abrutissement scolaire,

Les soins médicaux sont peu à peu remplacés par nos traditions médicales pour le plus grand bonheur de nos médecins traditionnels,

La lèpre, sur le point de disparaître, renaît en force,

Utexafrica est devenue un quartier privilégié réservé aux nantis et aux riches,

Solbena a fermé en cédant la place aux produits chinois,

Zaïre-étain a été accordée à mon frère,

À défaut de l'Allemagne de l'Afrique, Limete est désormais le Vatican de la RDC.

Et pour parfaire le tout, seuls les fidèles du régime sont autorisés à piller les fonds publics sans être inquiétés par la justice. Les opposants sont persécutés nuit et jour, et les portes des prisons leur sont grandes ouvertes.

Et pour conclure, j'ai le plaisir de vous annoncer les chaleureuses félicitations de la Belgique et du roi des Belges, pour nos performances. C'est donc avec une fierté incommensurable, en tant que Chef de l'Etat, que je vous suis gré en vous présentant ce magnifique tableau de 64 années de mégestion pour célébrer cette journée. Vive la République Démocratique du Congo, vive Limete. A cela s'ajoute l'incidence de la pauvreté qui est en moyenne à 80% et un taux de chômage de la jeunesse élevé à 84%. Vous n'aurez pas droit à un boulot dans les institutions étatiques ou à un salaire décent si vous n'êtes pas de cette tribu qui rouille l'économie de la nation congolaise par des voyages inutiles et la transgression de l'unité nationale.

Concernant les tueries sponsorisées par le Rwanda, l'Ouganda et leurs maîtres occidentaux qui financent des milices meurtrières, n'ont pas l'intention de s'arrêter hélas! Parce qu'ils ont mis un # sur Twitter. Il est incompréhensible pour moi qu'une population de plus de 100 millions d'habitants, qui a déjà payé un prix énorme sous l'esclavage et la colonisation, ne soit pas capable de concevoir des politiques courageuses, patriotiques, intègres, qui vont protéger les intérêts du peuple congolais et surtout sécuriser les populations. Je ne peux pas comprendre qu'un géant comme le Congo se fasse martyriser par un "petit" pays comme le Rwanda.

Je ne peux pas comprendre comment le Congo permette que sur son propre territoire, des sociétés minières chinoises, américaines et autres, puissent interdire aux dirigeants d'accéder à leurs sites, et dont leurs services de sécurité sont parfois même mieux

équipés que l'armée congolaise 64 ans après l'indépendance! La responsabilité est partagée. Si on ne se respecte pas nous-mêmes, pourquoi les autres vont-ils le faire à notre place ? Si on ne se protège pas nous-mêmes, pourquoi les autres vont-ils le faire pour nous ? Contraignons ceux qui sont là au pouvoir à faire ce qu'il faut pour notre souveraineté. Oui, C'est possible si le peuple s'impose comme une force de persuasion face à nos dirigeants qui auront plus peur de nous que de leurs Patrons et complices étrangers.

La peur doit changer de camps ! Peuple mokonzi, to telema pona likambo ya mabele pe tobengana monguna! Jeunesse Congolaise, l'avenir du pays est entre nos mains! Ils ont peur de notre soulèvement.

Pour notre survie, notre sécurité, organisons-nous dans nos provinces, villes, communes et quartiers....

Les mamans congolaises, vous êtes le pilier et l'inspiration de nos enfants, Venez nous rejoindre pour recouvrer la souveraineté de notre nation la RDC

Vive la jeunesse congolaise !

Vive les femmes congolaises !

Au service de la nation.

Par Zenobita MAGANGA Jeanine

Patriote Résistante

Elue au Conseil National du Mouvement de la Paix et

Membre du Bureau National France Paris

VII. L'INDEPENDANCE DE LA RDCONGO EST, AVANT TOUT, UN MOMENT D'UNE PROFONDE MEDITATION ET DE QUESTIONNEMENT.

Par Master KAMBALE MATHE Jean de Dieu

KAMBALE Mathe Jean de Dieu est Master2 en Philosophie et Enseignant de la Philosophie aux Universités de la RD Congo.



Engagé dans la production d'un savoir thérapeutique aux problèmes de l'être congolais et africain qui doit sortir de son silence pour la prise de parole, l'expression de l'unité en soi et de la considération de l'altérité. Amoureux de la science œuvre pour l'ouverture au monde de recherches scientifiques via l'Ordre des

Prestataires Chefs de travaux et Assistants des Universités ORASSU au sein duquel il joue un rôle important de Directeur de liaison des chercheurs de la Revue Eveil Congo/ORASSU avec les grandes bibliothèques de la sous-région de Grand Lac. (Congo, Rwanda et Kenya). Disponible pour partager sa connaissance philosophico-théologique en enseignant aux autres universités Laïcs de la place à travers la RD Congo. De tempérament calme et réfléchi, Master Jean de Dieu veut nous amener à réfléchir sur la souffrance, une herméneutique du mal et chercher comment l'éradiquer.

L'Est de la République Démocratique du Congo crie de souffrance des affres de guerre pendant trois décennies, mais son cri de souffrance rencontre toujours le silence du monde.

Cette situation est inacceptable et incite à la révolte et nous oblige d'inviter tous et chacun de mettre en cause sa responsabilité pour entrevoir les possibilités de sortie de ce qui paraît être l'impasse insurmontable d'un silence coupable du monde et qui sème l'absurde partout.

L'indépendance, telle que pensée par les Pères fondateurs de notre Nation était un grand projet d'une grande destinée séquestrée par les ennemis de la paix qui jadis étaient quasiment extérieurs. Il se remarque, non sans consternation, un profond creuset entre la grandeur de ce projet et la réalité ignoble où est enfoncée la Nation Congolaise. Devons-nous nous installer dans ce défaitisme ? Revoir l'éducation, c'est vrai, nonobstant, on tiendra en considération qu'une bonne partie de nos dirigeants ont été formés dans d'autres systèmes éducatifs et malheureusement ils ne font aucune différence par rapport à ceux-là formés au pays.

On devrait aussi chercher d'autres causes des maux qui gangrènent la Nation Congolaise. La soif effrénée de l'argent facile, la mort quasi totale de la gouvernance, très mauvaise politique économique, l'impunité, la paresse notoire à la fonction publique, la corruption généralisée, etc., pour ne citer que cela. Somme toute, le mal congolais est très profond.

Par Master KAMBALE MATHE JEAN DE DIEU

VIII. 64 ANS D'INDEPENDANCE OU PASSAGE DU COLONIALISME AU NEO-COLONIALISME

Par CT Master John-Modest MUTAYONGWA



L'Auteur est Enseignant des Universités et Chercheur passionné de philosophie, communicologue et écrivain ; Expert en résolution des conflits. Directeur du Centre de Renforcement de Capacité des Leaderships dans le Grand-Lac « CERCLEGL », un cadre dans les recherches pluridisciplinaires du système LMD dans la Région de Grand Lac. Directeur du Mouvement Littéraire du Kivu « MLKI » pour revaloriser l'héritage de la littérature du Kivu et apprendre à la communauté Kivucienne comment gérer, résoudre et transformer les conflits autrement. Coordinateur National de l'Ordre des Prestataires Chefs de Travaux et Assistants des Universités « ORASSU » basé en RDCONGO, Goma. John-Modest est aussi Rédacteur en Chef à la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « Eveil Congo » comme souffle de l'esprit qui pense et réinvente la société congolaise en consortium avec l'Université des Martyrs du Congo UNIM-RDC. Optimiste et Réaliste, John-Modest est déterminé à contribuer au changement positif de la communauté congolaise. Rédacteur EveilCongo/ORASSU.

Le colonialisme est une politique d'occupation et d'exploitation économique, politique ou sociale d'un territoire par un État étranger. Le néocolonialisme désigne une situation de dépendance d'un État envers un autre. Cette dépendance n'est pas officielle, comme c'est le cas entre une colonie et une métropole. Le colonialisme comme Système qui préconise l'établissement et le développement des pays dépendants constitue comme sources de richesse et de puissance pour la nation colonisatrice.

La RDC comme colonie belge, a avant et pendant l'indépendance subit le peuplement des nombreux colons installés à l'intérieur du pays pour faire travailler l'homme noir sous pression à défaut de résultat, on devait l'emprunter la main. C'était la colonisation à surveillance directe de l'homme noir par l'homme blanc et c'est le colonialisme.⁵ Tandis que le néocolonialisme est un terme utilisé pour dénoncer le maintien ou le retour du colonialisme, c'est-à-dire de la volonté de domination coloniale, après l'indépendance, éventuellement dans des formes détournées ou discrètes. Après l'indépendance, Les mêmes colons continuent à exploiter les hommes noirs (congolais) pour faciliter le trafic de matières premières, à distance, ici le nombre de colons sur terrain y est plus faible, une colonisation indirecte. Et c'est le néocolonialisme.⁶

En accordant l'indépendance à la RDC, la Belgique n'a fait qu'un passage du mode de colonisation varié, de la colonisation directe (colonialisme) à la colonisation indirecte, à distance (néo-colonialisme).

⁵ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Colonialisme>, visité le 28 juin 2024 à 0h 30.

⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9ocolonialisme>, visité le 28 Juin à 0h 32.

En tout état de cause ce passage révèle que l'homme congolais est encore sous le joug de l'homme blanc et que la véritable indépendance reste à conquérir.

Après les interventions des uns et des autres, nous sommes arrivés à une conclusion selon laquelle, il ya urgence de repenser notre indépendance en prenant notre quotidien en indice de mise en cause de l'indépendance chaotique et de mascarade l'expression de la nouvelle domination de guerre et de la mort. Grace à la table de vérité, nous considérons les 64 ans comme des années de purification au-delà de quarante ans qu'ont survécu les fils d'Israël dans le désert pour les croyants chrétiens.

Autour de la question, les intelligences congolaises vivants en RDC et dans la diaspora viennent d'interroger sur le pourquoi de cette dureté dans ce qu'on qualifie de passage du colonialisme au néocolonialisme et nous venons d'entendre chacun dans sa conception et vision de l'indépendance. Nous avons donné une libre tribune afin que chacun émette son opinion et la prouve. Certes, après lecture des uns et des autres, nous pouvons confirmer que la véritable indépendance pour la RDC reste à conquérir en redonnant au peuple congolais son pouvoir d'achat et sa souveraineté par la sauvegarde de l'intégrité nationale. Cet ainsi, que l'éditorial à la copie savante, pluridisciplinaire émancipatrice des connaissances holistiques depuis la RDCongo vers l'Afrique et le monde prend fin en invitant d'autres chercheurs à pourvoir réfléchir sur des pistes des solutions idoines pour vivre réellement notre indépendance grâce aux institutions démocratiquement établies en RDC.

Par CT Master John-Modest MUTAYONGWA

Rédacteur EveilCongo/ORASSU

Chap. II. RDC: QUELLES ELECTIONS PEUVENT-ELLES NOUS AMENER A RECONQUERIR NOTRE INDEPENDANCE

Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

0.1. Contexte de l'étude

La République Démocratique du Congo est l'un des rares pays à avoir connu des transitions politiques exceptionnelles et agitées depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale. En effet, au lendemain de l'indépendance, la RDC organisait ses premières élections présidentielles et législatives multipartites ayant porté ses premiers dirigeants au pouvoir à savoir : Joseph Kasavubu comme Président de la



République et Patrice-Emery Lumumba comme Premier ministre sous un régime parlementaire dont le responsable de l'action de l'état fut le Gouvernement. C'est dans ce contexte que l'autorité du Président de la République est remise en cause suite aux conciliabules intervenus lors de sa conception, ce qui entraîna le pays dans une crise politique assortie de violences meurtrières à l'intérieur du pays. Ces erreurs peuvent être attribuées à l'immaturité politique des acteurs en présence qui

héritent d'un vide juridique et administratif auquel eux-mêmes n'étaient pas préparés.

Le syndrome cyclique de l'impréparation politique en République Démocratique du Congo tire ses origines de ce facteur. Suite à la redéfinition de la géostratégie, la communauté internationale s'oppose à l'émergence du nationalisme en RDC. Ce qui précipita la déchéance du pouvoir de Joseph Kasavubu par son Chef du Gouvernement et des contradictions politiques naquirent, poussant les acteurs de la scène à recourir aux méthodes violentes. Dans ce climat, le Général Mobutu s'improvise, prend le pouvoir et soumet tout le monde au gré de la communauté internationale. Il impose son idéologie et sa vision de l'État sous un régime à idée et pensée uniques. Le semblant de démocratie et de souveraineté disparaît jusqu'à l'éclatement de son parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR) au multipartisme proclamé bon gré mal gré en 1990. Vers les années 90, alors que la violence politique fait sa loi, Mobutu craque et institue la pluralité politique. Une transition est amorcée à l'issue de la conférence nationale souveraine dont les objectifs furent notamment l'instauration de la liberté politique, la pluralité et la participation inclusive à la gestion des affaires publiques et enfin, l'organisation des élections législatives plurielles et présidentielles.

Une fois encore, suite aux contradictions entre parties en présence, lesquelles obéissaient aux velléités conspiratives des puissances extérieures, sept ans durant, des élections n'auront pas lieu et en revanche, une rébellion éclata à l'est du pays dans un contexte politique tendu en RDC et dans une situation régionale conflictuelle, ce qui fit chuter le régime de transition en place à Kinshasa, et ouvrit la voie à une autre transition de 1997. En effet, Laurent Désiré Kabila au pouvoir,

procède par l'instauration de ce qu'on a connu sous forme d'une démocratie directe, dans le but de mettre fin à la crise de légitimité des dirigeants des institutions du pays. C'est encore par cette méthode que les acteurs politiques en RDC qualifient cette procédure de dictatoriale, étant donné que la transition se poursuit malgré le changement de régime. Une autre rébellion surgit et revendique l'instauration de la démocratie. Une guerre fratricide s'engagea et donna naissance à plusieurs fractions dont le but selon elles est de rétablir la démocratie par les élections.

Laurent Désiré Kabila est alors assassiné en 2001. Succédé par Joseph Kabila, ce dernier fait recours au rapprochement avec les forces belligérantes dans un contexte de désintégration totale de la RDC repartie en sous-états. C'est dans ce cadre précis qu'une autre transition supplémentaire se met en place sur les cendres de deux autres dont les résultats furent les mêmes. Le pays est engagé sur la voie de négociations entre belligérants, et au terme de longues négociations, les parties se mettent d'accord sur une nouvelle transition sur base de compromis contenus dans une charte dite : « Accord global et inclusif de Sun City » dont le l'objectif principal est notamment l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes, à l'issue d'une périlleuse transition émaillée de conflits et de violences.

Ainsi, en vertu de ladite charte, autrement dite « Constitution de la transition » seront envisagées des élections référendaires en décembre 2006 pour adopter une Constitution devant réglementer l'acquisition du pouvoir et son exercice, la restructuration des institutions et la mise en place d'un cadre électoral consensuel afin de doter le pays d'institutions légitimes et légales et ainsi réglementer l'exercice de la liberté et de la souveraineté démocratique. Ainsi est ouverte la voie à l'organisation

des élections législatives et présidentielles plurielles, inclusives, libres, transparentes et participatives.

D'où la mise en place d'un cadre de régulation du processus électoral en RDC dénommé Commission électorale nationale indépendante (CENI) convenu par consensus dans la nouvelle constitution. Raison pour laquelle notre démarche sur ce sujet nous amène à questionner le processus électoral en RDC, sur base de la problématique résultant de celui-ci.

La République Démocratique du Congo a organisé ses premières et ses deuxièmes élections générales dans un contexte particulier, post-conflit. Il y a eu, comme candidat à la magistrature suprême, des acteurs issus de différentes rebellions, tandis que d'autres avaient une longue carrière politique d'opposition désespérée, ce qui, du coup, leur faisait un goût acharné du pouvoir. Parmi les postulants, nul n'était prêt à perdre ni à céder le gâteau. Il est évident qu'avec l'accompagnement déterminant du Comité International d'Appui à la Transition (CIAT) institué par le Conseil de sécurité des Nations-Unies pour appuyer la transition du gouvernement congolais de 1+4, les violons ne se sont pas accordés pour autant.

Dans ce contexte de guerre où aucun des acteurs en présence n'avait la maîtrise du système électoral mis en place par la nouvelle constitution adoptée par référendum, les motivations politiques diverses des protagonistes demeurent divergentes et revanchards. Et le CIAT, quoique doté du pouvoir, resta notamment divisé sur le choix de celui qui doit présider aux destinées de la RDC, d'où la définition du cadre électoral normatif controversé de par son contenu qui visiblement ne répondait plus aux besoins et aux exigences des animateurs de la transition post-conflit.

Les élections en République Démocratique du Congo sont réglementées notamment par la Constitution du 06 décembre 2006.

Le cadre défini par la précédente loi repose sur la transparence, la liberté et la pluralité politique entre les acteurs en présence. Ce cadre faisant partie d'un arsenal juridique impose aux partis politiques une ligne de conduite et des méthodes de rapprochement en cas de revendications politiques liées aux élections. C'est notamment la voie de contestation légale, et le recours auprès des instances compétentes, notamment la Cour constitutionnelle mise en place en tant que dernier essor de recours à ce sujet. La loi électorale du 09 mars 2006 prévoit quant à elle, des dispositions pertinentes répréhensibles à tout comportement antidémocratique pouvant d'une part troubler l'ordre public, et d'autre part, pouvant porter atteinte à la paix et la sécurité publique. C'est ainsi qu'il est mis en place une police électorale chargée de l'encadrement et du maintien de l'ordre en période électorale. Ce département est doté d'une formation spécifique en matière de sécurité électorale et doit en toute impartialité agir en vue d'assurer la paix et la sécurité publiques. La Constitution ainsi que la loi portant organisation et fonctionnement des partis et associations politiques en République Démocratique du Congo réglementent le fonctionnement des partis politiques.

Cependant, il s'est observé de manière factuelle que l'exercice des activités politiques en RDC s'est accompagné d'activités répréhensibles et de violences portant atteinte à la paix et la stabilité publiques. Cela est notamment dû à l'impréparation des acteurs et à l'absence des instruments juridiques contraignants délimitant les libertés publiques et réprimant les dérapages liés à l'exercice des libertés politiques. La loi 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des

élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales prévoit notamment que la participation des partis à l'exercice du pouvoir public passe par l'obtention des suffrages suffisants au seuil requis pour chaque parti. Ceci génère cependant des frustrations au sein des organisations politiques dont les possibilités financières limitent leur pouvoir de compatir, étant donné les limites érigées par la loi et ce, au détriment de leurs bases électorales respectives. Les frustrations nées de pareilles dispositions légales engendrent l'élan de recours à la violence aux fins téméraires d'assouvir leurs besoins. C'est pourquoi l'assouplissement du cadre normatif électoral en République Démocratique du Congo est requis pour dégager la voie devant permettre d'organiser des élections plurielles et participatives.

Il ressort en outre que pour des raisons pécuniaires dont la caution est prédéfinie au prorata de l'équilibre entre candidats en compétition aux élections mais, compte tenu de la précarité du social des membres des partis politiques en présence, il ressort que les normes excluent *de facto* les acteurs ne réunissant pas les moyens nécessaires exigés. En conséquence, ces derniers font recours à tout moyen nécessaire devant leur permettre d'accéder au chapitre. À ceci s'ajoute la limite du niveau d'études des candidats potentiels malgré leur popularité et leur savoir-faire. C'est pourquoi le besoin d'introduire des réformes au système électoral congolais s'avère urgent.

Instituée par l'Accord global et inclusif de Sun City pour gérer le système électoral congolais post-transition, la Commission électorale indépendante a été confiée à la société civile congolaise afin de garantir son indépendance et son impartialité, en vue d'ainsi assurer que les élections soient crédibles, libres et transparentes. C'est à ce titre

qu'elle a échappé au contrôle et à l'influence de l'État conformément à l'accord l'instituant.

À cet effet, ladite commission cessait d'être un organe de l'État pour devenir plutôt une institution d'appui à la démocratie. Cependant, au lendemain de la tenue des élections, la CEI, arbitre entre les protagonistes ne devrait assurer aucune autre activité, étant donné qu'en réalité, la nouvelle constitution érige les élections en une matière de souveraineté et d'indépendance.

D'où, l'État étant rétabli dans ses prérogatives régaliennes, devrait dès lors institutionnaliser la Commission électorale indépendante en la rattachant au Ministère de l'intérieur, afin de se conformer aux normes d'un État.

Bien qu'en 2012, la CEI ait été muée en CENI, il sied de constater que cet instrument né des cendres des accords va cependant garder son ossature et son organigramme, sans pour autant changer ni modifier son dispositif. On se retrouve donc simplement en face de la même CEI mais avec des animateurs différents et avec une autre appellation. Ce qui suscitera de nouveau le même spectre d'entendement des acteurs politiques de la transition. Partant, les mêmes conflits demeurent et les mêmes méthodologies de pression resurgissent et conduisent aux mêmes résultats. Ce qui provoqua malheureusement des violences électorales.

Il y a lieu d'affirmer que le processus démocratique en Afrique en général et en RDC en particulier a mis fin à l'autoritarisme constitutionnelle. En effet, il a introduit dans le pays une nouvelle dynamique, celle de l'émergence des systèmes politiques fondés sur de nouveaux principes : le pluralisme, l'alternance et l'état de droit. Face aux violences électorales, la responsabilité des services de sécurité, la qualité, l'efficacité et l'efficience de leur prestation durant un processus électoral

constituent un atout majeur non négligeable pour assurer et maintenir la paix et la sécurité avant, pendant et après les élections.

Ceci veut dire que leur implication durant toutes les phases des élections doit être prise au sérieux, car revêtant d'un rôle multiforme et variable selon les circonstances. Tout calcul fait, les services de sécurité doivent être en mesure d'assurer de façon républicaine la sécurité de l'ensemble du processus électoral compte tenu de leur responsabilité. La réussite du processus électoral est à ce prix pour que les services de sécurité ne soient pas pris à partie.

0.2. Etat de la question

Au niveau de cette section, il s'agit d'indiquer la pertinence de l'objet d'étude en fonction de ce qui est connu sur le plan scientifique à travers la théorie et les études antérieures consultées. Nous visons donc à savoir dans quelle mesure notre étude a des similitudes avec celles faites par nos prédécesseurs et par la suite, montrer en quoi la nôtre se démarque de celles-ci.

Dans un article intitulé : « Francophonie et résolution des conflits en Afrique », Atangana (2011) affirme que la Francophonie est bel et bien un acteur de la prévention des conflits. Il montre que la prévention et la gestion des conflits ne sont pas l'apanage de la Francophonie, mais qu'elle s'inscrit dans le même sillage que la plupart d'organisations internationales à l'instar de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), l'Union africaine (UA), de l'Union Européenne (UE), l'Organisation de sécurité et de coopération économique (OSCE), l'Association des nations du Sud-est asiatique (ASEAN) et l'Organisation des Etats Américains (OEA).

Par ailleurs, il s'attèle à définir ce qu'il faut entendre par prévention. Il la définit comme étant « l'ensemble des mesures et institutions destinées à empêcher, ou du

moins à limiter la réalisation d'un risque, la production d'un dommage, l'accomplissement d'actes nuisibles en s'efforçant d'en supprimer les causes et les moyens. »

Bien plus, il montre que pour cette organisation, l'option de la prévention est la plus souhaitée et la plus à même d'aboutir à la résolution des conflits en Afrique.

En rappelant le fondement de son action qui se structure autour de la charte, des déclarations de Bamako (2000) et de Saint-Boniface (2006), l'auteur présente les aspects préconisés par l'OIF pour aboutir à une prévention efficace. C'est ainsi qu'il expose les deux dimensions de la prévention qui sont la dimension normative et la dimension institutionnelle.

Concernant la dimension normative, l'auteur la décline à travers la promotion de la paix qui peut être perçue par les différentes rencontres de haut niveau entre dirigeants francophones lors des sommets qui souhaitent renforcer les capacités des Etats francophones en matière de maintien de la paix dans différentes situations. Il fait aussi allusion aux séminaires organisés par la Francophonie dans différentes sous-régions d'Afrique. Toujours dans la dimension normative, il évoque la question de la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit. À son avis, de même que le soutient l'OIF, c'est la démocratie qui est le meilleur garant de la paix. Ici est empruntée la logique d'Emmanuel Kant à travers sa théorie de la paix démocratique. Ainsi pour cette organisation, démocratiser les Etats est une quête, voire un leitmotiv affiché et formalisé dans ses textes de référence que sont notamment la charte ainsi que les différentes déclarations (Bamako et Saint-Boniface).

Dans un second temps, l'auteur montre que la Francophonie fait aussi la prévention des conflits de façon institutionnelle à travers l'accompagnement du processus de démocratisation de l'Afrique en passant par l'assistance électorale et l'observation électorale.

En ce qui concerne l'assistance électorale, il estime que les missions électorales qu'il a déclinées en trois aspects constituent une modalité de domestication des violences pré et post électorales. Il s'agit de missions électorales qui peuvent prendre la forme des missions exploratoires ou encore celle des missions d'observation électorale. Ensuite on a des missions d'information qui tentent de contribuer au bon fonctionnement et au bon déroulement des élections présentes et futures. Enfin on a l'assistance électorale qui se fonde sur la Déclaration de Bucarest de 2006, confortée par la Déclaration de Bamako qui invite l'OIF à prendre des mesures appropriées pour assurer des élections libres, fiables et transparentes.

Pour ce qui est de l'observation électorale, la Francophonie met à disposition ses délégués pour assister au déroulement des élections. Par la suite ceux-ci établissent des rapports sur la qualité et la fiabilité de ces élections conformément aux dispositions de la Déclaration de Bamako.

En tout état de cause, cet article a le mérite de présenter les mécanismes par lesquels la Francophonie entend contribuer à la prévention des conflits dans ses États membres. Néanmoins, il se contente de donner une contribution purement juridique, étant donné que tout ce qui y est dit est du domaine du droit, c'est-à-dire, se rapportant et se limitant à ce qui devrait être. Or, à l'observation du cas pour la RDC, on devrait aller plus loin que la perspective juridique qui se manifeste par une multitude de déclarations d'intentions qui n'ont cependant pas suffi à empêcher la survenance du conflit postélectoral qui a eu lieu. Notre étude entend donc s'atteler à démontrer les différentes violences électorales ainsi que l'intervention de la Police.

Dans une recherche portant sur « le power sharing comme modalité de résolution des conflits postélectoraux en Afrique : cas des expériences de la Côte d'Ivoire et du Kenya », Abenelang (...) part d'une problématique générale consistant à savoir si le power-sharing en tant que modalité de résolution des conflits de plus en plus en vogue dans certains pays, était la panacée pour résoudre durablement les conflits post électoraux en Afrique.

Elle s'est employée à démontrer cette modalité en montrant au finish qu'au lieu de résoudre les conflits, il serait plutôt générateur de ceux-ci, car c'est en fait une porte ouverte aux contestations même fortuites et fantaisistes des résultats des élections, tout en sachant que finalement, on arriverait à rester au pouvoir.

Ce serait aussi, pense-t-elle, un moyen de légitimer la force au détriment du droit, au détriment de la démocratie. Elle préconise alors qu'une culture démocratique soit installée dans les pays africains afin qu'on puisse éviter les conflits comme celui qu'a connu la Côte d'Ivoire. Ce mémoire est intéressant, dans la mesure où la Côte d'Ivoire a bel et bien expérimenté le power-sharing car faut-il le rappeler, la dernière élection présidentielle avait pour objectif de sortir le pays d'une décennie de crises marquée par plusieurs rebondissements comme par exemple la division du pays en deux parties, chacune contrôlée par une armée différente. Le power-sharing était donc utilisé pour permettre de calmer les ardeurs de différents acteurs avant les élections qui devraient permettre de ramener la sérénité et la normalité politique dans ce pays rendu alors fragile.

Au final, on peut aisément se rendre à l'évidence du fait que cette modalité n'a pas pu ramener la paix dans ce pays qui a plutôt sombré dans un conflit post-électoral au lendemain des élections présidentielles, affirme l'auteur. Ce travail s'inscrit bien dans notre logique, car nous nous

interrogeons sur le fait que malgré toutes les mesures qui ont été prises, on en soit tout de même arrivé à des violences électorales que nous voulons analyser à travers cette étude.

Pour sa part, Hounkpe *et al.* (2010), dans une recherche portant sur « la note des forces de sécurité dans le processus électoral : cas de six pays de l'Afrique de l'ouest » sont arrivés à estimer que depuis la fin des années 1980, les pays de l'Afrique de l'Ouest ont décidé, sans exception, de libéraliser leurs systèmes politiques. En conséquence, selon ces auteurs, tous ont adopté des constitutions dignes des démocraties libérales vieilles et/ou établies avec, à la clé, le choix de l'élection comme mode de sélection des gouvernants. Ainsi, depuis le début des années 1990, plus d'une centaine d'élections plus ou moins compétitives ont été organisées dans la sous-région aussi bien pour l'élection des Chefs d'État, des parlementaires que des élus locaux.

Après une vingtaine d'années de pratique de ce mode de sélection des élus de la Nation, et en dépit des efforts consentis ici et là pour améliorer la qualité du processus électoral, les auteurs évoquent les difficultés et les insuffisances qui ne manquent pas. La sécurisation des élections, autrement dit la réduction des risques d'insécurité et d'instabilité liés aux élections, constitue l'un des aspects suivant lesquels beaucoup reste à faire dans la mesure où les élections demeurent encore l'une des sources de violences et de conflits dans les démocraties nouvelles de la sous-région.

Les auteurs montrent que les pays de la sous-région ont cherché des moyens de réduire les risques d'insécurité et de violences liés à l'organisation des élections mais celles-ci demeurent. Les solutions adoptées, comme il fallait s'y attendre, varient selon l'histoire politique et la tradition juridique de chaque pays. De la même manière, les performances des forces

de sécurité dans la sécurisation des élections varient d'un pays à l'autre et, ceci, suivant le contexte spécifique de chaque pays et les conditions créées pour la participation pertinente des forces de sécurité.

Leur étude envisageait de procéder à une analyse comparée de six pays de la sous-région ouest-africaine en matière de participation des forces de sécurité au processus électoral. Elle visait également, partant des observations faites dans les pays visités, à mettre en exergue les défis que pose la participation des forces de sécurité au processus électoral et, dès lors, suggérer les formes d'assistance dont les pays peuvent bénéficier de la part de la CEDEAO à ce sujet.

Par sa perspective comparative, l'étude a permis d'analyser non seulement les textes mais également les réalités en ce qui concerne le recours aux forces de sécurité pour assurer la sécurité des élections dans les pays visités. Aussi bien l'analyse des textes que l'observation de la réalité en matière d'implication des forces de sécurité dans le processus électoral dans les pays visités révèle à la fois des points de convergence et des points de divergence.

C'est pour cela qu'il ressort de l'étude que dans tous les pays étudiés, le cadre légal de gestion de la participation des forces de sécurité au processus électoral est aussi sommaire que vague. Il en découle également que les acteurs sont unanimes sur le fait que les hommes en uniforme sont nécessaires à la sécurité des élections, que seules les forces de sécurité devraient participer à la sécurisation des élections, et que ces dernières ne doivent en aucun cas être directement mêlées à la gestion effective du processus électoral.

De ce qui précède découle que des efforts restent à faire à des degrés divers selon les conditions de chaque pays, pour créer les conditions adéquates requises pour une participation pertinente des forces de sécurité à la

sécurisation des élections. Enfin, des observations sur le terrain attestent qu'il existe un déficit de confiance entre les forces de sécurité et les autres acteurs du processus électoral.

En outre, l'étude met en exergue des divergences en ce qui concerne la participation des forces de sécurité à la sécurité des élections. C'est ainsi, par exemple, que certains pays préparent mieux les forces de sécurité à leur participation aux élections que d'autres. Il en est de même du cadre institutionnel mis en place pour garantir la collaboration nécessaire entre les forces de sécurité et les autres acteurs clés du processus électoral. Cette étude confirme que des différences existent aussi dans les moyens mis en œuvre pour réduire le déficit de confiance entre les forces de sécurité et les autres acteurs du processus électoral.

Il sied de reconnaître que ladite étude ne s'est pas contentée de faire l'état des lieux de la participation des forces de sécurité au processus électoral en Afrique de l'Ouest et de dégager les similitudes et différences entre les pays visités. Sur base des expériences en cours ici et là et des observations faites sur le terrain, elle a dégagé les grands axes possibles d'amélioration du *statu quo* en ce qui concerne le recours aux forces de sécurité pour la sécurisation des élections en Afrique de l'Ouest. Il a, par conséquent, été suggéré des formes d'assistance que la CEDEAO peut apporter aux démocraties nouvelles de la Communauté afin de les aider à améliorer l'implication des forces de sécurité pour la sécurisation du processus électoral dans la sous-région ouest-africaine.

Partant de ce travail, il est donc impérieux de s'engager dans la lutte contre les violences électorales pour des élections paisibles et transparentes, la police devant jouer un rôle très capital à ce sujet. Ce travail s'inscrit dans la droite ligne de notre logique sur le plan du rôle de la police dans le processus électoral.

0.3. Problématique

L'élection comme mode de dévolution du pouvoir de l'État ne génère pas seulement des bienfaits, *aliis verbis*, il n'est pas sans risque pour la démocratie, surtout lorsque celle-ci est jeune. En effet, l'élection présente des caractéristiques propres qui peuvent faire d'elle, si elle n'est pas bien gérée, une source potentielle d'insécurité, de conflits, d'instabilité et de violences pour le système démocratique dans son ensemble. De ce fait, elle nécessite les apports des uns et des autres.

La violence électorale subvertit les normes de base en matière d'élections démocratiques. Elle débouche parfois sur la violence contre les candidats, les militants, les journalistes, les électeurs, les responsables électoraux et les observateurs tant nationaux, régionaux qu'internationaux, au point de risquer d'influencer le choix des électeurs et supprimer la légitimité du vote.

Dans beaucoup de contextes, la violence électorale joue un rôle central dans l'intégrité des élections. Bien plus, les acteurs locaux, nationaux et internationaux cherchent-ils non seulement à déterminer les causes et les mécanismes de déclenchement de la violence, mais aussi évaluer les stratégies et les méthodes qui peuvent permettre de réduire la violence et d'encourager la paix.

Pendant près de trois décennies, des observateurs locaux non partisans du monde entier ont risqué leur vie pour promouvoir la responsabilisation des institutions démocratiques et développer la confiance dans le processus électoral grâce à des informations et des évaluations exactes et impartiales (USAID).

Les mécanismes efficaces de prévention et d'atténuation des conflits peuvent prendre différentes formes selon les sociétés.

Dans la démocratie consolidée, les institutions judiciaires bénéficient souvent de la confiance des citoyens et ont les capacités d'assurer la médiation ou de régler des conflits de manière efficace et efficiente.

Le cadre juridique étant composé de dispositions constitutionnelles, de règlements et de procédures régissant le système électoral, la constitution des institutions et des organes électoraux et la mise en œuvre des activités électorales doit être inclusif, équitable, concis et incontestable. Il est alors un jalon vers des élections crédibles et sans violences.

Les agences du secteur de la sécurité ont pour mandat d'assurer la sécurité des acteurs, des événements, du matériel et des informations électorales durant tout le cycle électoral. Pour ce faire, les agences du secteur de sécurité suivent des règles générales d'engagement. Nonobstant, dans la pratique, eu égard à la dynamique spécifique de mobilisation sociopolitique et des conflits pendant les élections, ces dernières s'appuient sur des dispositions juridiques spécifiques liées à leurs fonctions électorales. Ces dispositions définissent les responsabilités et les règles d'engagement en matière de sécurisation des acteurs électoraux (IDEA, 2013).

Depuis la fin de la guerre froide intervenue symboliquement par la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, les conflits sont passés, pour la plupart, du caractère interétatique à celui intra-étatique. Depuis lors, il y a lieu de constater que l'Afrique connaît une multitude de conflits intra-étatiques qui sont, pour une grande majorité, liés aux questions d'identité, de contrôle des ressources, mais surtout du fait du pouvoir politique. S'il faut rester sur le cas des conflits dont la cause est politique, il faut retenir que ces conflits sont très souvent le fait des élections.

En fait, jamais les élections n'ont été aussi violemment contestées que dans les deux dernières décennies. Les années où les élections sont organisées en constituent autant d'illustrations avec le cas de quelques pays africains.

Gorée (2015) indexe les élections comme source de violences politiques. Il soutient qu'en Afrique, il est devenu une coutume de ne pas arriver à terme d'un processus électoral sans violences. L'Institut aborde dans sa rédaction, la question de violence électorale avec prétention d'éclairer les différents aspects, en cherchant à analyser les causes des violences, leurs conséquences, mais aussi les mécanismes pouvant permettre de les résoudre ou de les atténuer.

Dans l'analyse des sources possibles des violences et d'insécurité pendant la mise en œuvre du processus électoral, la perception qu'a la population du rôle des forces de sécurité est certainement l'un des facteurs à prendre en compte, notamment dans certains contextes où le rôle joué par ces forces soit dans un passé récent, soit encore à l'heure actuelle, n'est particulièrement ni flatteur ni élogieux. De ce fait, cette situation crée une atmosphère de méfiance entre les citoyens et les forces de sécurité. L'une des conséquences est l'existence des relations complexes, compliquées et frileuses entre ces dernières et les autres acteurs clés du processus électoral, sans oublier les citoyens.

Cette suspicion systématique et réciproque entre les populations et la police complique sérieusement l'implication de ces dernières dans le processus électoral, vu qu'elles sont perçues comme plutôt biaisées en faveur du pouvoir en place par la plupart des acteurs clés du processus. Cet état de choses provoque souvent des violences dures (Alioune, 2010).

Dans le cas de la RDC, on est arrivé à une crise qui a débouché sur un affrontement armé entre différents camps, entre sympathisants de l'opposition et ceux de la majorité. Il en a résulté mort d'hommes pour la partie civile et policière, des arrestations des manifestants pour des raisons jugées de « préventives » ... Ces violences ayant caractérisé la période préélectorale, électorale et postélectorale ont eu lieu dans différentes provinces et ont été le fait de différentes forces politiques en présence, aussi bien que de l'opposition que de la majorité au pouvoir, et même le fait de plusieurs individus (MJDH, 2011).

Etant donné que les élections constituent un moment d'ajustement politique, de prise de résolutions en vue d'une réduction de l'extraversion de l'Etat et une réorientation vers des politiques susceptibles de mieux répondre aux aspirations du peuple, la surveillance minutieuse de chaque opération électorale durant toutes les phases du processus électoral s'avère d'une importance on ne peut plus que nécessaire. Les autorités judiciaires, les services de renseignement, les candidats, les témoins des partis politiques, les observateurs, les médias, de même que la police comme acteur principal, doivent faire preuve d'un comportement d'alerte pour le bon déroulement du processus électoral et ainsi éviter la possibilité d'un processus sans violence à grande échelle.

Le manque de professionnalisme de certains agents du service de sécurité, le non équipement de ces derniers sur tous les plans, c'est-à-dire l'absence d'une formation intégrale liée à leurs devoirs, constituent une réelle menace à la sécurisation d'un cycle électoral. Baliwa (2019) alerte les autorités policières quant à la prudence dont il convient de faire montre durant ce processus par rapport aux turbulences pré-électorales manifestées par différents acteurs politiques à la suite du report des élections, surtout présidentielles.

Il affirme que la Police Nationale Congolaise doit rester républicaine et au service du peuple congolais, et non au service des propriétaires du pouvoir, combattant pour défendre les intérêts de ces derniers parfois égoïstes.

L'éducation aux valeurs est une composante essentielle pour le service de sécurité, du fait que ce sont elles qui déterminent, dans une large mesure, les normes, les attitudes et les conduites, leur intérêt pour l'action de sécurisation de la population qui est primordiale. Tant que l'organe chargé de faire cette action tend non seulement à instruire, mais aussi à éduquer, les valeurs doivent nécessairement occuper une place de choix. Les valeurs sociales, individuelles et professionnelles (patience, intégrité, autodiscipline, partage, coopération, tolérance) doivent aider à la croissance et par des exercices éducatifs, favoriser au maximum afin de préparer une Police professionnellement à même d'affronter les défis auxquels elle fait face.

En conséquence, si le souci sociopolitique de la police demeure la protection des civils et non leur déstabilisation, la mise en niveau de cette dernière pour qu'elle arrive à faire ce que l'on attend d'elle pour diverses situations et spécialement celle du processus électoral s'impose et reste le soubassement d'une paix durable dans la communauté en général et dans le cycle électoral en particulier.

Devant tous ces faits évoqués, le questionnement auquel cette étude vise à répondre est celui de savoir :

- Comment se décline la nature des violences électorales en RDC ?
- Quels sont les facteurs et/ou les acteurs à la base de ces violences électorales en RDC ?
- Comment la Police Nationale Congolaise s'est-elle comportée en tant qu'agent de la sécurisation des élections ?

- Que faire pour organiser et sécuriser, dans la durée et de manière efficace, le processus électoral en RDC ?

0.4. Objectifs du travail

À la lumière des problèmes soulevés, ce travail poursuit les objectifs suivants :

- Déterminer la nature des violences électorales en RDC ;
- Identifier les facteurs et/ou les acteurs à la base de celles-ci ;
- Décrire le comportement de la Police Nationale Congolaise durant le processus électoral ;
- Formuler les bases de la construction des curricula pour l'éducation électorale en RDC.

0.5. Hypothèses de recherche

Partant du questionnement sus évoqué en rapport avec les violences électorales en République Démocratique du Congo et particulièrement au Nord-Kivu et à Kinshasa, il est insinué que :

- Les accrochages entre les militants des partis politiques, des mouvements citoyens et la masse populaire avec la PNC, la vandalisation des biens publics (véhicules et bureaux de la PNC) et privés, l'usage des armes à feu par les manifestants, la barricade des routes et rues principales des villes, le lynchage des policiers par la population aurait caractérisé les processus électoraux en RDC.
- Les violences ainsi observées auraient été instiguées par les acteurs politiques formels et informels. Il s'agit d'acteurs institutionnels, résistant à la volonté populaire de renouveler la classe politique dirigeante. Ensuite, les acteurs informels qui sont des chefs des groupes armés

locaux ainsi que ceux des groupes armés étrangers actifs sur le territoire congolais. Enfin, les nouveaux acteurs, décidés à intégrer et restructurer la classe politique, mais butés à la résistance d'anciens acteurs, mobilisant les forces de l'ordre et/ou les groupes armés à leurs fins politiques.

- Les forces de sécurité, la PNC entres autres, auraient joué un rôle double et paradoxal dans la survenue des violences électorales. D'une part, elles faisaient le guet pour assurer sa crédulité et transparence du processus électoral. D'autre part, elle en aurait assuré le gâchis, par sa volte-face au profit d'une cause politicienne.
- Étant donné que les facteurs en jeu dans la survenue des violences électorales touchent aux aspects comportementaux (ou de mentalité) de la population, mais aussi tributaires d'un contexte sécuritaire déjà volatile susceptible d'entraîner des rivalités entre concurrents-candidats, partis politiques et acteurs sociaux et politiques. Il serait alors souhaitable d'organiser non seulement des campagnes structurées, régulières et cohérentes d'éducation électorale au profit de la population mais surtout d'intégrer de manière transversale cette notion (éducation électorale) dans les différents curriculums de formation à tous les niveaux de la scolarité.

0.6. Choix et intérêt du sujet

0.6.1. Choix du sujet

Si nous avons préféré un sujet de ce genre, cela a été dicté par l'expérience que nous avons dans le secteur de sécurité comme Colonel de la PNC d'une part, et d'autre part, par la persistance des violences préélectorales, électorales et postélectorales pour chaque

cycle. En effet, étant passionné de la sécurité de la population, nous avons été acteur direct dans la sécurisation du processus électoral en RDC en général et au Nord-Kivu en particulier. Ce qui nous a permis d'observer les attitudes et comportements des uns et des autres (opposition, majorité, mouvements citoyens et masse populaire).

0.6.2. Intérêt du sujet

Cette recherche poursuit un triple intérêt : personnel, social et scientifique. Du point de vue personnel, elle nous a permis de comprendre le rôle de la PNC dans un contexte de violences électorales dans une province qui traverse déjà une situation instable depuis bientôt trois décennies.

Sur le plan social, ce sujet constitue un outil d'appui à la politique publique en matière de sécurisation des processus électoraux dans les pays en voie de développement comme la RDC. Cet outil est aussi un moyen pour la prévention ou l'atténuation desdites violences.

Par rapport à l'intérêt scientifique, ce travail est à la croisée des sciences pédagogiques (la didactique, la psychologie et l'éducation électorales) et politiques et administratives, particulièrement la démocratie et la sociologie électorale. Sa contribution se situe au niveau de l'enrichissement de la gamme théorique de ces disciplines complémentaires et est susceptible de comprendre, en vue d'apporter des éléments d'explication aux rôles à jouer par différents acteurs et à tous les niveaux de participation sociale dans le but de garantir la réussite du processus électoral sans violences. Il servira donc les futurs chercheurs intéressés à la problématique électorale, surtout dans la zone instable telle que le Nord-Kivu.

0.7. Méthodologie sommaire

En vue de mener à bon escient notre étude en fonction des objectifs poursuivis par cette étude, nous avons fait recours à la méthode d'enquête appuyée par la technique documentaire, l'observation systématique et l'analyse de contenu.

Le choix de cette méthode et des techniques indiquées se justifie par notre souci de décrire les comportements de différents acteurs engagés directement ou indirectement dans le processus électoral, pour chercher à comprendre les tenants et les aboutissants des actions de violences constatées durant le cycle électoral et ce, en vue d'être en mesure de proposer des solutions d'atténuation ou d'évitement des violences électorales.

0.8. Délimitation du sujet

Nos recherches ont été menées auprès de différentes structures chargées de l'organisation et de la sécurisation du processus électoral au Nord-Kivu et à Kinshasa, c'est-à-dire la CENI et les services de sécurité, notamment la Police Nationale Congolaise dont nous avons consulté les documents produits.

La période d'étude retenue est celle de 2006, 2011 et 2018 comme étant les périodes durant lesquelles les élections ont été organisées en RDC.

0.9. Difficultés rencontrées

Comme dans toutes recherches scientifiques, les embûches ne manquent jamais. En ce sens, nous avons fait face aux difficultés suivantes :

- la rareté, mieux, l'insuffisance de documentation et d'archives riches au niveau des services de sécurité et de bibliothèques.
- l'interdiction de publier ou d'accéder à certaines informations dans le but de préserver le principe de la confidentialité tant à la CENI qu'au niveau de différents services de sécurité.

- la réticence de certaines personnes à répondre aux questions leur posées.

0.10. Subdivision du travail

En dehors de l'introduction et la conclusion, notre article comprend quatre parties. La première est consacré à l'aperçu général sur le cadre électoral en RDC et la définition de quelques concepts clés. La deuxième s'intéresse à la présentation des milieux d'étude et à l'aperçu sur le processus électoral. La troisième aborde les résultats relatifs aux faits cherchés en matière de violences électorales au Nord-Kivu et à Kinshasa. Enfin, le quatrième énumère les paramètres des violences électorales en République Démocratique du Congo et l'impératif de la formation électorale des acteurs sociaux, politiques et sécuritaires.

BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels et rapports

- *Journal officiel de la RDC, Constitution de la République Démocratique du Congo, modifiée par la loi N°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, 52ème année, Kinshasa, 05 février 2011, N° spécial 17.*
- *CENI RDC, Guide de procédures des opérations de déceptions et traitement des candidatures, 2017.*
- *CENI RDC, Manuel de formation des MCI, 2016.*
- *CENI RDC, Manuel de formation des agents de repérage, 2015.*
- *Colloque sur les élections en Afrique : Meilleures pratiques et collaborations transectorielle. Accra, Ghana, 11-14 novembre 2009, Rapport final.*

- *Electoral Commission Forum et Electoral Institute of Southem Africa, Principe de Gestion, de Surveillance et d'Observation des Elections dans les Pays de la SADC. Tels qu'adoptés le 06 novembre 2003 au Centre de Conférence de l'Hôtel Kopanong Benoni, Johannesburg, 2004.*
- *IDEA International, La réforme de la loi électorale en Afrique. Aperçu du rôle et des approches d'engagement des OGE.*
- *Indice de Démocratie d'Economie Group, classement 2019.*
- *Institut des Stratégies pour les Développement Durable, Le processus électoral en République Démocratique du Congo, quel comportement citoyen ?, Manuel d'éducation civique n° 04, juillet, 2006.*
- *International IDEA, International Electoral Standards.*
- *Mobutu roi du Zaïre, film documentaire de Thierry Michel, 1999.*
- *Module de gestion logistique de Nations Unies.*
- *NANGAA YUBELUO, Contribution de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) au Dialogue politique Inclusif en RDC, septembre 2006.*
- *Organisation de la francophonie (OIF), Audit du fichier électoral de la RDC du 06 au 26 mai 2018. Conclusions et recommandations préliminaires.*
- *Rapport de la Fondation Westminster sur les élections de 2006 en RDC.*
- *SADC et EISA, Principes de Gestion, de Surveillance et d'Observation des Elections dans les Pays de la SADC.*
- *Ordonnance législative N°25/554 du 06 novembre 1959 relative au droit de vote et d'éligibilité.*

Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

Chap. III. PROMOUVOIR L'INSTITUT TECHNIQUE MEDICAL DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA, CAS DE L'ITM/MINOVA DE 2019-2020.

Par : **Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent**

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

L'Auteur est Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent, licencié en Sciences Infirmières,



orientation Enseignement et Administration en Soins Infirmiers. En 2018-2019, il obtint un Diplôme de Graduât en Sciences Infirmières, orientation Hospitalière. 2013-2014, il eut un Diplôme d'Etat en Technique Sociale à l'Institut Chanyi/Minova et en édition 2005-2006 : Obtention d'un Certificat d'Etudes Primaires à l'E.P BUHAMBA-

Nyarubuye/Minova. Autres formations :

En 2013: formation sur les enquêtes nutritionnelles dans les zones de santé de MINOVA et BUNYAKIRI. En 2019: formation dans la gestion des dispensaires et pharmacies. Il a des compétences humanitaires entre autres : le sens de l'organisation ; De planification et des priorités, Capacité de s'adapter, Une bonne capacité de communication, rigueur, Honnêteté, fiabilité et intégrité et impartialité ; Discrétion et

respect de la confidentialité, Le sens de relation, de la diplomatie et managériale (la gestion de compétence, potentiel du personnel, gestion de carrière, feedback, motivation au travail, analyse de l'environnement du travail et la connaissance). Capacité à travailler en équipe et résistance au stress.

ii. Résumé

Pour mener nos recherches, nous nous sommes posé la question suivante :

Quels sont les facteurs favorisant la faible fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA ? Pour répondre à cette question, nous avons vérifié les hypothèses selon lesquelles : Le coup des frais scolaires qualifiés élevés que les autres écoles secondaires devraient être à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Les années et rythme d'étude dans les instituts techniques médicaux font partie de la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Le manque d'information au sujet de l'institut technique médical serait le motif du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Le mauvais traitement des infirmiers du niveau A2 sur le plan salaire après ses études, le manque d'emploi seraient parmi les facteurs qui occasionnent la non-fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? La qualité des enseignants à l'institut technique médical de MINOVA serait à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale dans la zone de santé de MINOVA ? Les résultats à l'examen d'état à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base de son non utilisation dans la zone de santé de MINOVA ?

L'objectif global de ce travail porte sur : Vu que c'est un besoin de remonter la fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de

MINOVA, après mes descentes sur terrain ayant constaté une faible utilisation de l'institut technique médicale de MINOVA, l'objectif global de ce travail est de contribuer à l'amélioration de la santé de la population par la production des ressources humaines infirmières qualifiées et compétentes.

Spécifiquement, notre travail a pour objectif : De cette question d'objectif global, découlent les objectifs spécifiques selon lesquels : Lister tous les facteurs et causes à la base de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ; Etablir les stratégies pour remédier à cette situation qui menace non seulement l'enseignement des sciences de la santé aux ITM, mais aussi qui affaiblit de plus en plus les soins infirmiers dans la zone de santé de MINOVA. Proposer une piste de solution à la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA et y proposer nos recommandations.

Après nos constats et surtout notre stage d'enseignement à l'institut technique médical de MINOVA, nous avons constaté la sous occupation de certaines classes, une situation qui a très fort dérangé mes attitudes et cela a fait que je porte le choix à ce sujet pour : Avoir une idée sur la base de là sous occupation des salles de classes par les élèves de suite à la non fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA pendant que les écoles voisines enregistrent une pléthore d'élèves. Vérifier le niveau d'implication de l'état et des parents ainsi que des enseignants de l'institut technique médical en vue de l'utilisation normale et convenable de cette école dans la zone de santé de MINOVA. L'intérêt général de ce travail sera celui de disposer d'une école dans la zone de santé de MINOVA, une école qui est utilisée et dont ses services soient importants pour la communauté. Personnellement, sachant toute action compte dans la lutte indéterminable contre la faible

fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA, il serait d'honneur de nous y atteler pour élever le taux d'utilisation des services de l'ITM dans la zone de santé de MINOVA, ce fléau étant remarqué par le personnel de l'ITM/MINOVA, cela serai même mon intérêt personnel.

Scientifiquement, est d'avoir une institution d'enseignement en forme pour l'utilisation non seulement comme pépinière en titre de relève dans le monde scientifique sur tout en soins infirmier, mais aussi comme école d'application pour les enseignants spécialistes dans la pédagogie appliquée à l'enseignement des sciences de la santé. Après les enquêtes, nous avons trouvé les résultats suivants : En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire.

I. PROBLEMATIQUE

Dans le monde, l'utilisation des institutions de santé, plus particulièrement les instituts techniques médicales fait encore défaut et cela endommage les soins de santé en marquant la non qualification du personnel de soins. L'institut pasteur en partenariat avec l'OMS, développe des nombreux grands progrès internationaux en partenariat avec les grandes instances scientifiques internationales de recherche scientifique et d'enseignement de soins infirmiers il regroupe 32 instituts dans le monde.⁷ En Europe, les professions médicales s'intègrent soit par concours, soit sur un dossier, les différents centres de formation et écoles organisent de manière indépendante les cours d'intégration.

⁷ www.memoireonline.com: sur l'enseignement des sciences de santé. 1999

Dans ce continent, la profession d'infirmier fait rêver des nombreux jeunes, si tout commence par la PACES (première Année Commune aux Etudes de santé), les formations de santé laissent généralement présager des études très longues.

En Afrique, l'organisation des systèmes de santé et son enseignement remonte pour l'essentiel aux années 1920-1930 avec, dans les colonies françaises, une emprunte très marquée du service de santé des armées, au cœur du dispositif, l'hôpital jouait un rôle essentiel, puis autour s'organisait un réseau d'institution publique et privées de soins. Durant les premières décennies des indépendances, le model sanitaire colonial a été globalement reconduit. L'offre en soins en faveur des populations urbaines a été développée et les grands centres hospitaliers ont joué un rôle très important tout en mobilisant l'essentiel des ressources. Au Sénégal, par exemple, pendant le 5 premiers plans de développement, de 1961 à 1981, la partie des investissements consacrés aux hôpitaux a été de 51 à 60% du budget de la santé publique. Au Ghana, un tiers des dépenses publiques de santé profite aux instituts d'enseignement de science de santé plus particulièrement suite aux maux qu'est victime ce pays. ⁸Au Rwanda, le taux de fréquentation des institutions de santé été massive avant 1994, après cette période, la fréquentation est tombée en baisse suite à l'insécurité qui a déclenché dans le pays caractérisé par l'imposition d'intégrer l'armée, les exiles non justifiés et la course au pouvoir par la politique, c'est dans le début 2000 ans que les sciences de santé sont prises en compte par le gouvernement par la formation des cadres sanitaires de ce pays.

En RDC, l'ordonnance loi N°14/077 du 05/12/2014 portant sur les dispositions particulières relatives aux

⁸ ISANDENGERA ABINTEGENKE.ISTM/GOMA.TFC.Inédit.2011

écoles et instituts d'enseignement médical de niveau secondaire.

Le président de la république, sur proposition du ministère de l'enseignement primaire et secondaire, le conseil des ministres ordonne les écoles et instituts d'enseignement médical soit intégré dans les humanités techniques et professionnelles de l'enseignement secondaire et doit organiser les sections suivantes : infirmiers, accoucheuse, assistant pharmacie, techniciens de laboratoire,... les écoles et instituts d'enseignement médical sont soumis à une double tutelle : la tutelle administrative et la tutelle technique.

La formation initiale des infirmiers de niveau secondaire technique en RDC, tout comme dans des nombreux autres contextes, n'est pas adéquate aux besoins en santé du pays. Ceci est lié à la fois à l'ancienneté des réformes qui n'ont pas encore intégrés les concepts de soins de santé primaire et de décentralisation de soins. Mais également à l'absence d'une vraie réflexion pédagogique sur l'adéquation de la formation aux réalités de terrains. Ce pendant l'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité des soins dans le cadre de SSP. C'est dans contextes, c'est l'infirmier de niveau A2 correspondant au niveau de formation technique secondaire. La formation A2 est dispensée dans les instituts techniques médicaux dont plus de 350 écoles sont actuellement mécanisées dans le pays tandis que les formations en enseignement infirmier supérieur (niveau A1) sont suivies dans les instituts supérieurs.⁹

Au Sud-Kivu, à l'est du pays, au sein de l'hôpital de PANZI, l'ITM PANZI qui depuis 1999 a été connecté à

⁹ D.KOMBA et YVES C. « référentiel des compétences infirmières en RDC dans le cadre de renforcement des ressources humaines en santé », 2003/3 Vol 18

l'hôpital, elle a été créée sur base des réflexions avec accord entre les autorités de la CEPAC et l'inspection provinciale de la santé, région de S-K, vu le besoin des paramédicaux dans cette entité, caractérisée par une absence des soins infirmiers de qualité, en 2003, les autorités de cette institution ont remarqué une hausse de taux d'inscription des élèves surtout en sciences infirmières et laboratoire, un geste très et longtemps entendu par non seulement l'hôpital pour améliorer l'efficacité des soins infirmiers, mais aussi par la population pour la réponse aux différents problèmes de santé.

Dans le territoire de KALEHE, l'enseignement des sciences de santé reste un grand problème pour le fait qu'il se remarque une prolifération des institutions d'enseignement de science de la santé mais ne disposent pas un personnel qualifié en didactique et méthodologie appliquée à l'enseignement des sciences de santé, certains n'ont même pas des locaux remplissant les critères de la réforme et il se remarque une faible utilisation des ITM dans ce territoire. Dans la zone de santé de MINOVA, la fréquentation de l'institut technique médical connaît un ralentissement pendant que les autres instituts des humanités organisant d'autres options que les sciences de santé connaissent et reçoivent des milliers des élèves. Cette faible utilisation de cette école jouera rôle important dans la baisse de la main d'œuvre et négativerait l'action infirmière dans les structures de santé motivant la présence d'une ressource humaine non qualifiée, ce qui explique une défaillance des soins infirmiers. Le manque ou la carence des infirmiers dans cette juridiction sanitaire constitue un problème de santé, et surtout la prise en charge infirmière par rapport à l'accroissement de la population. Cette question demeure inquiétante et continue à attirer l'attention des plusieurs chercheurs soucieux de contribuer à l'amélioration de la

qualité d'enseignement des sciences de santé et la fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA.

II. QUESTION DE RECHERCHE

Quels sont les facteurs favorisant la faible fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA ? Le coût des frais scolaires qualifiés élevés que les autres écoles seraient à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Les années et rythme d'étude dans les instituts techniques médicaux feraient partie de la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Le manque d'information au sujet de l'institut technique médical serait le motif du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Le mauvais traitement des infirmiers du niveau A2 sur le plan salaire après ses études serait parmi les facteurs qui occasionnent la non-fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. La sous information au sujet de l'ITM pour la population de la zone de santé de MINOVA ferait également partie des causes de la faible utilisation de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. La disponibilité, l'ancienneté et la qualité des enseignants à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale dans la zone de santé de MINOVA. Les résultats à l'examen d'état pour le classe de la 4^{ème} A2 à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base de son non utilisation dans la zone de santé de MINOVA.

III. OBJECTIDE RECHERCHE

Vu que c'est un besoin de remonter la fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA, après nos descentes sur terrain ayant constaté une faible utilisation de l'institut

technique médicale de MINOVA, l'objectif général de ce travail est de contribuer à l'amélioration de la santé de la population par la production des ressources humaines infirmières qualifiées et compétentes. De cette question d'objectif global, découlent les objectifs spécifiques selon lesquels : Lister tous les facteurs et causes à la base de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Etablir les stratégies pour remédier à cette situation qui menace non seulement l'enseignement des sciences de la santé aux ITM, mais aussi qui affaiblit de plus en plus les soins infirmiers dans la zone de santé de MINOVA. Proposer une piste de solution au non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA et y proposer mes recommandations.

IV. PLACE DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ECOLES D'AUJOUR'HUI

Les courants actuels en pédagogie, inspirés des pédagogies dites alternatives, telles celle de CELESTIN FREINET et de MARIA MONTESSORI ainsi que des méthodes de l'apprentissage du constructivisme de LEV VYGOSTSKI, tendent de plus en plus à demander des élèves des productions concrètes plutôt que de mémoriser un certain contenu. Par exemple, on demandera aux élèves d'être capables de résoudre des problèmes mathématiques appliqués à des situations concrètes ou bien on leur demandera de réaliser des propres productions réelles publiables « journal de classe.»

Naturellement, dans ce type de pédagogie, où l'élève (étudiant) est de plus en plus amené rechercher les informations par lui-même, l'enseignant joue un rôle d'accompagnement afin de faciliter les apprentissages.¹⁰ D'abord, la conception de l'apprentissage véhiculée dans

¹⁰ BENOIT RAVCENT(Dir), Caroline VERZAT et LOUISE VIZLENEUVE : accompagner les apprenants, quels rôles par l'enseignant ? BRUXELLE, DE BOECK.coll. « Pédagogie en développement ». 2010. 563. P2

le programme de formation de l'école QUEBECUOISE s'inscrit la perspective socio constructive et situe ainsi l'élève au centre du processus d'apprentissage. De telles perspectives modifient le rôle traditionnel du maître, De transmetteur des savoirs, il devient davantage un guide qui accompagne l'élève dans la construction de ses savoirs.

V. REACTIONS NEFASTES PEDAGOGIQUEMENT

Face à cette évolution (décrite précédant) ; nous pouvons rencontrer dans les classes deux principales réactions néfastes pédagogiquement. Il existe une certaine réticence au changement où des enseignants et professeurs en restent aux méthodes classiques par lesquelles ils ont appris et « qui ont fait leurs preuves ». De plus, une pédagogie basée sur l'enseignement semble à premier vue, beaucoup plus économique en temps et énergie pour l'enseignement est incapable d'appliquer ces connaissances, on réalise qu'il n'y a pas ici d'économie de temps et d'énergie. L'autre réaction néfaste consiste à rejeter tout simplement et de ne miser que sur des productions d'élèves et sur la découverte par eux-mêmes. Il est simplement utopique de croire que cela puisse être possible dans toute situations, soit parce que les objectifs d'apprentissage visés ne s'y prêtent pas facilement (comment un élève pourrait apprendre par lui-même la règle d'accord du participe passé), ou simplement parce que cette approche demanderait beaucoup trop de temps, d'énergie et de moyens (comme demander aux élèves de construire le tableau périodique au complet, par des manipulations chimiques).¹¹

¹¹ « La formation à l'enseignement ». 11 Janvier 2017 (consulté le 11/01/2017/P66

VI. RESSOURCES HUMAINES ET ENSEIGNEMENT

Face aux problèmes auxquels l'humanité est confrontée, il est nécessaire de mobiliser toutes les ressources intellectuelles disponibles afin de trouver des solutions. Les élèves et étudiants doivent développer les comportements nécessaires pour une construction collective de savoir. Amis les élèves et étudiants peuvent être habilités à construire collectivement en dehors des cours. Les attitudes à adopter sont les suivantes : Etre conscient qu'on est porteur des ressources. Etre conscient qu'il est nécessaire d'accroître son potentiel afin de gagner en attractivité dans son groupe. Etre conscient qu'il est possible d'augmenter son savoir en communiquant. Etre conscient qu'il est possible d'augmenter son savoir en le partageant avec autrui. Capacité à identifier les ressources d'autres membres du groupe et de les mettre à la disposition du groupe. Capacité de chercher un processus de transformation en savoir au sens d'un groupe. Capacité de mettre en rapport ceux qui offrent des ressources et ceux qui en cherchent. Capacité d'organiser une réflexion collective.

VII. LE CO-ENSEIGNEMENT

Le Co-enseignement ou enseignement partagé, permet à deux enseignants de partager la responsabilité d'un cours, en étant (ou non) présents dans la classe en même temps. Ces deux enseignements peuvent se compléter en classe du fait de leurs différents bagages académiques et /ou de leurs spécialités diverses. Différentes formes de Co-enseignement ont été identifiées par COOK et FRIEND en 1995.

L'enseignement partagé peut permettre aux enseignants d'apprendre mutuellement, en développant leurs compétences ou leurs savoirs.¹²

VIII. ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MADICALES

Les prestataires sanitaires (médecins, infirmiers, dentistes, techniciens de laboratoire,) et les autres de famille enseignent souvent les techniques relatives aux interventions dans leurs cliniques, en milieu universitaire ou dans un hôpital. Ce n'est pas une tâche facile au beau milieu d'horaire chargé et de diverses contraintes de temps. Les médecins affiliés à une université à un hôpital (qui travaillent comme hospitalisés ou à l'urgence) peuvent avoir accès à des aides pédagogiques ou à d'autres formes structurées d'enseignement, toutefois, les médecins de familles communautaires ne disposants souvent pas de ces ressources pour enseigner les techniques relatives aux interventions médicales. Parallèlement, les résidents en médecine familiale sont peu exposés aux interventions en raison du milieu surchargé des cliniques, de la formation structurée limitée au sujet des interventions dans les programmes de résidences et du peu de contact avec les patients en raison de la plus courte durée des hospitalisations. Ces facteurs contribuent au manque de confiance des résidents en médecine familiale en leurs habilités pour exécuter des interventions techniques.

¹² « L'enseignement partagé comme source de développement professionnel », JEANNIN LOUIS. 2017 carnet de recherche sur la formation.

IX. L'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES CHANGE ET EVOLUE

La formation technique était traditionnellement une activité tenue pour acquisition en médecine familiale, sans qu'il n'y ait de contexte formel d'enseignement ni de méthodes structurées. La façon classique d'enseigner la technique médicale était d'en voir une, d'en faire une et d'en enseigner une, mais des études plus récentes ont démontré qu'il faut des méthodes plus complètes de formation psychomotrice, pour transmettre les compétences.¹³ La méthode traditionnelle est inadéquate parce qu'elle n'insiste que sur la partie technique de l'intervention, évite les éléments cognitifs de l'enseignement des procédures, n'offre pas d'occasion d'apprentissage didactique préparatoires à l'intervention et ne permet pas suffisamment d'observation du rendement de l'apprenant. Les milieux actuels de la pratique et de l'enseignement de la technique médicale préconisent des méthodes pédagogiques plus robustes et adéquates pour inculquer les compétences psychomotrices. On exige aux médecins, infirmiers et autres personnes du domaine médical d'offrir des soins complets aux patients, y compris l'exécution d'intervention techniques.

Par conséquent, la démonstration de la maîtrise d'une liste d'intervention de base compte parmi les exigences du collège des médecins et autres institutions d'étude des sciences médicales pour obtenir des diplômes afin d'assurer des soins complets dans toute la communauté.

¹³ GRANT CHARON TP, procédures d'enseignement des sciences de santé. BMJ.2008. P31

En plus d'enseigner les compétences techniques l'enseignement des interventions devrait inclure une composante cognitive, une rétroaction adéquate et un processus d'évaluation des apprenants, et devrait préserver une approche centrée sur le patient. Il est reconnu que les techniques d'interventions devraient être enseignées selon un cadre structuré. Cet enseignement va se concentrer sur des propositions des cadres et des méthodes didactiques et comporte 6 étapes, à savoir : Apprendre les techniques. Observer les techniques enseignées. Pratiquer ce que l'on a appris. Prouver ce que l'on a été enseigné. Exécuter les techniques et Maintenir la science médicale.

A. APPRENDRE

Cette étape est aussi connu sous le nom de conceptualisation cognitive, dans cette partie de la formation, l'apprenant ne devrait pas seulement comprendre les étapes techniques pour exécuter l'intervention, mais aussi la raison d'être de celle-ci, il s'agit d'apprendre les indications, les contre-indications, les complications possibles, les risques et les avantages de l'interventions, ainsi que les options de recharge.¹⁴ Même si cette étape semble simple, elle est souvent négligée. Sans ces connaissances, l'apprenant ne sera pas en mesure d'expliquer correctement l'intervention au patient, ni d'obtenir un consentement éclairé adéquat. De plus, sans ce savoir des décisions thérapeutiques erronées peuvent être prises. Une séance didactique offerte par des programmes adaptés peut révéler l'approche idéale pour compléter cette partie de l'apprentissage. Si telles séances ont été présentées aux apprenants, les enseignants des techniques médicales

¹⁴ GARCIA-RODRIGUEZ JA, Donnon T. : introduction sur l'alternative de l'approche sur l'enseignement de la santé. Fam. Ed 2016, 48(5) : 15-20

pourront aisément miser sur ces connaissances acquises. Dans le cas contraires, l'enseignant doit veiller à ce que les apprenants maîtrisent se savoir avant d'être en contact avec les patients.

X. TECHNIQUES DE REISSITE POUR L'ETAPE : APPRENDRE

Assurer-vous que les apprenants lisent à propos de la technique à exécuter : Il est utile d'avoir à la clinique des brochures qui expliquent les interventions, mais il est aussi pratique de disposer de résumés à l'avance qui peuvent être lus rapidement durant le temps à la clinique. Des documents pourraient comprendre des fiches sommaires, des descriptions techniques, des formulaires complets de consentement éclairés, et des questionnaires dont peuvent se servir les élèves pour entamer des conversations pour informer les patients. Assurez-vous que les apprenants vérifient à l'avance la plage horaire du rendez-vous de l'enseignement pour qu'ils se préparent avant l'enseignement.

XI. RESSOURCES D'ENSEIGNEMENT

Il existe des ressources pour l'enseignement technique médical : Des répertoires en ligne de formation médicale comme MED-Ed PORTAL. Des ressources didactiques pour diverses interventions (enseignement en classe pédagogie directe).

B. OBSERVER (DEUXIEUME ETAPE)

Cette étape comporte de démontrer l'intervention pour inculquer des connaissances techniques, pour ce faire, l'enseignant peut utiliser des vidéos, ou encore montrer lui-même la technique lorsque l'apprenant n'a pas suivi des séances en classe au préalable. Dans l'un ou l'autre cas, la démonstration doit préciser les techniques correctes et incorrectes afin qu'elles soient bien

comprises, les vidéos didactiques complètes, fondées sur les principes de la conception matérielle d'enseignement en ligne, sont meilleures que les simples vidéos de démonstration accessibles sur internet. Si vous faite la démonstration, efforcez-vous de bien faire une distinction entre chaque étape. Donnez simultanément des explications pour préciser les différentes parties de la technique. N'oubliez pas d'utiliser une terminologie adaptée au niveau de la formation de l'apprenant. Ex : pour en élève néophyte en la matière, éviter le JARGON technique tel que : par ce que la plaie est sous tension, ne faites que trois points de suture verticaux en matelas, loin-loin, proche-proche, pour assurer la fermeture.

C. SE PRATIQUER (TROISIEME ETAPE)

Les habilités psychomoteurs sont acquis à cette étape, idéalement, cette étape devrait se faire avant le contact avec le patient, mais elle se déroule souvent avec un vrai patient, si l'apprenant n'a pas suivi de séance, la méthode idéale pour cette étape est la simulation, qui peut se faire à la clinique. Il est important de donner de la rétroaction durant cette partie de la formation, la rétroaction directe et immédiate est la plus efficace. Des nombreuses études ont démontré qu'une rétroaction experte améliore l'expérience de l'apprenant et entraine un meilleur rendement.

XII. TECHNIQUE D'ENSEIGNEMENT POUR L'ETAPE : SE PRATIQUER

Prenez le temps d'obtenir du matériel de simulation et de l'avoir en tout temps sous la main à la clinique. Il y a des instruments aisément disponibles dont vous pouvez vous servir. Ex : des fils ou des lacets pour pratiquer des sutures chirurgicales, du tissu pour pratiquer le surjet. Vous pouvez vous procurer des ensembles de simulation et de simples modèles de

démonstration anatomiques pour des interventions spéciales. (EX : insertion d'un fil stérilet.) auprès des fabricants. Vous pouvez obtenir des dispositifs de démonstration données par des sociétés, des bienfaisances (EX : modèle de sein ou de prostate). Utiliser différents types des fruits comme objectif de simulation (papaye pour intervention gynécologiques, banane pour résections d'ongles d'orteils, orange pour biopsie par ponction, brosse et exérèse.). Emprunter des appareils de simulation auprès de programmes post doctoraux ou de fabricants. (Modèle et membres pour des injections articulaires). N'oubliez pas de tenir compte des différents styles d'enseignement des apprenants et de leurs habiletés naturelles, ainsi que des difficultés inhérentes à l'apprentissage de techniques. Ex : il se pourrait que l'apprenant doit être du même côté que vous de la table chirurgicale pour comprendre les étapes parce que 10% de la population apprend par orientation spatiale et mémoire musculaire (approche kinesthésique).

D. POUVER (QUATRIEME ETAPE)

Il importe de mettre à l'épreuve la compréhension qu'a l'apprenant de l'intervention. Avant de l'exécuter, l'élève devra être capable d'en verbaliser et d'en décrire les différentes étapes. Il est utile de vérifier la compréhension par la question.

E. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : PROUVER

Voici l'exemple de questions qui servent à prouver la compréhension qu'a l'apprenant des divers aspects de l'intervention. Les connaissances de base : quels sont les points de repère anatomiques pour l'injection à l'épaule que vous apprêtez à faire ? Eléments techniques précis : quel est le numéro de la lame du scopel utilisée pour cette intervention ? Interaction avec le patient : de quelles solutions d rechange, au lieu de procédé à cette intervention, allez-vous discuter avec le patient ?

F. EXECITER (CINQUIEME ETAPE)

Cette étape comprend l'exécution de l'intervention par l'apprenant dans le milieu de la pratique, avec le patient. Au cours d'une discussion avec le résident, avant l'intervention, l'enseignant peut évaluer dans quelle mesure l'élève comprend l'intervention, et ensuite se concentrer sur l'enseignement en fonction des besoins particuliers. L'enseignant doit déterminer plusieurs éléments : S'il faudra faire encore la démonstration de l'intervention aux apprenants, S'il faut permettre aux élèves d'assister à la technique, Si on peut permettre à l'apprenant d'exécuter certaines parties de l'intervention, S'il faut seulement prêter assistance à l'apprenant pendant qu'il exécute l'intervention, parce qu'il est plus difficile de corriger une mauvaise technique une fois qu'elle a été apprise, il faut toujours observer attentivement l'élève afin qu'il n'apprenne pas incorrectement la technique.¹⁵

G. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : EXECUTER

Il faut toujours exprimer des commentaires positifs ou encourageants à propos de l'intervention pour accroître la motivation. Ex : l'ablation de ce kyste sébacé vous pose un défi précis, parce que pour bien le faire, il ne faut pas briser la capsule.

H. MAINTENIR (SIXIEME ETAPE)

Il est très important d'enseigner aux apprenants qu'il est nécessaire de maintenir les compétences acquises ou de suivre une formation additionnelle pour des nouvelles interventions qui font parties des nouvelles normes de soins. Ex : injection des toxines botuliniques pour la migraine, dermatoscopie.

¹⁵ GRANTCHAROP TP, REZNICK : procédure sanitaire.BMS.2017.31-36

I. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : MAINTENIR

Donnez les enseignements aux apprenants concernant les ressources de simulation accessibles pour maintenir les compétences techniques. Ex : conférences avec ateliers pratiques comme forum en médecine sociale, médecine familiale, assemblées scientifiques annuelles, formation médicale continue des prestataires. L'enseignement des techniques d'intervention médicales est une composante de la formation de pratique de soin en famille et à hier. Il faut utiliser une méthode didactique structurée et exhaustive pour la formation afin qu'elle inculque l'éventail des habiletés nécessaires pour répondre aux normes actuelles de la médecine.

XIII. PROCEDURES DE L'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES

Pour une meilleure mise en œuvre, l'enseignant des sciences de santé pourra suivre la schématisation suivante : La démonstration de la maîtrise des techniques des diverses interventions médicales compte parmi les exigences des institutions d'enseignement par des infirmiers ou médecins de tel ou tel école pour l'obtention d'un diplôme après les enseignements afin d'assurer des soins complets dans toutes les communautés du pays. La formation aux interventions devrait inclure une composante cognitive, des habiletés techniques spécifiques, une rétroaction adéquate et un processus d'évaluation des apprenants, et préserver une approche centrée sur le patient. Les techniques d'intervention devraient être enseignées selon un cadre structuré, le modèle d'enseignement en 6 étapes : apprendre, observer, se pratiquer, prouver, exécuter et maintenir, représente une méthode d'enseignement structurée qui est exhaustive et permet d'acquérir l'orientation d'habileté nécessaires pour exécuter les techniques conformément aux normes

actuelles de la médecine. Il existe des nombreuses ressources d'éducation médicale en ligne dont peuvent se servir les prestataires sanitaires dans n'importe quel environnement durant l'enseignement au quotidien des techniques d'interventions.¹⁶

XIV. LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES DE SANTE ET AUTRES FORMES

Pour un enseignant titulaire d'un cours dans une institution d'enseignement médical en grand auditoire ou classe, les problèmes se posent en triple niveau : Celui de la gestion administrative du cours : distribution des documents de travail en début du cours, identification des apprenants. Celui de l'activité d'enseignement proprement dite. Celui de l'évaluation de l'apprentissage des élèves : la limitation des possibilités d'évaluation formatives, difficultés de mise en pied d'une évaluation sommative valide, temps consacré à la correction des examens, interrogations, devoirs, ...

GIBBS, pour sa part identifie dans son analyse 8 problèmes récurrents pour enseigner en grands groupes : Les étudiants éprouvent des difficultés à bien cerner en quoi consiste un cours, ce qu'il faut apprendre, quels sont les buts de certains travaux et des activités d'évaluation (manque de clarté dans le but).

Les apprenants n'ont pas des repères pour savoir s'ils travaillent suffisamment, s'ils comprennent vraiment les concepts donnés au cours (manque d'informations sur leurs propre progrès). Ils ne savent pas s'ils perçoivent qu'ils ont certaines difficultés à comprendre et ignorent comment s'améliorer (manque des conseils). Les apprenants ne lisent que le texte proposé dans le support de la lecture. (Le plus souvent le syllabus).

¹⁶ JUAN ANTONIO : procédure d'enseignement médical.2016

Les apprenants ont des difficultés pour soutenir des activités d'étude autonome car, même s'ils doivent réaliser des travaux individuels ou de groupe, ils sont le plus souvent livrés à eux-mêmes et ne reçoivent pas le soutien adéquat s'ils en ont besoin. Les étudiants ont peu de possibilités de discussion entre eux ou avec l'enseignant. Les apprenants sont considérés comme une masse homogène (difficulté de gérer la diversité des étudiants). Les étudiants sont difficiles à motiver, ils sont passifs et non engagé, « noyés dans la masse. ¹⁷

XV. LES CONDITIONS AUTHENTIQUES D'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES

Nous avons déjà vu quelques problèmes d'enseignement qui ne permettent pas un enseignement de qualité en sciences médicales, surtout en groupe qui ne favorisent que le développement d'un niveau superficiel de connaissances des apprenants. Certaines caractéristiques sont essentielles si nous souhaitons que nos situations d'enseignement soient propices à la construction des connaissances, nous devons réunir certaines conditions selon les ordres ci-après : Une des conditions importantes pour favoriser une formation en profondeur réside dans la pertinence de la situation pour l'apprenant et dans la perception par celui-ci du contexte dans lequel l'enseignement se déroule (situation d'enseignement contextualisé).

L'étudiant soit placé face à des situations complexes et variées. La présence d'un tiers comme « système de support » à l'acquisition des connaissances. (Interaction combinés avec l'enseignement et les autres apprenants devraient être valorisé).

¹⁷ TRARDIF J « pour un enseignement stratégique, MONTREAL : les éditions logiques. 1997

La dernière condition est que les étudiants sachent pourquoi et quand utiliser leurs connaissances. Il est aussi nécessaire de rester attentif aux conditions affectives et motivationnelles dans lesquelles se déroule l'apprentissage. Etant donné qu'un scientifique ne mène une enquête que sur base d'une série d'hypothèses émanant de son observation comme voie conductrice, la réalité des données recueillies sur terrain qui infirmeraient ou confirmeraient nos réponses anticipatives ne se vérifient qu'après présenté dans les tableaux ci-haut. En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire. Comparativement à l'étude de DURU-BALLAT et VAN ZANTE sur l'influence des parent ayant étudiés ou non sur la vie scolaire des enfants : le rapport personnel des parents à l'école joue un rôle essentiel dans leur implication « les parents sont aussi passé par l'école et que soit ils y ont réussi et cette réussite relative les poussent à idéaliser le passé scolaire en attendant, la position sociale acquise aidant (faire la leçon) l'enseignant, soit ils y ont échoué et n'ont dès lors aucune envie d'y tourner s'entendre(faire la leçon) à nouveau, et culpabiliser quant à l'éventuel échec scolaire de leur enfant . Pour les parents qui n'ont pas étudié, l'école est synonyme d'échec, renvoie à un passé douloureux ce qu'ils ont des réticences à envoyer leurs enfants dans un lieu de sous traitement, et certains parents qui avaient étudié, n'ayant pas réussi à obtenir une position meilleure socialement grâce à l'école, ils ne peuvent plus tenir de sérieux dans la scolarité de ses enfants.

A la fin il a conclu en disant : un parent qui n'a pas étudié n'aura toujours pas le goût de soutenir un besoin lié la scolarité. En faisant recours aux résultats de Mr EKONDA LULA, dans son travail de fin de cycle TFC, en 2019 à L'ISTM MBUJIMAYI sur la faible fréquentation des institutions d'enseignement sanitaire dans le district de KATENDE, il a constaté que la majorité des parents qui n'envisageaient pas envoyer ses enfants suivre les enseignements médicaux sont ceux qui n'ont pas étudié avec un taux de 53% de ses enquêtés.

XVI. CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail portant sur « analyse des facteurs favorisant la faible fréquentation de l'ITM dans la zone de santé de MINOVA, Cas de L'ITM/MINOVA de l'année scolaire 2019 à 2020. » La faible fréquentation de l'ITM constitue un problème de santé publique, elle prend de l'ampleur dans cette école publique celle-ci étant considérée comme pépinière dans l'amélioration de la prise en charge infirmière.

Après les enquêtes, nous avons trouvé les résultats suivants : En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire. Faisant suite au tableau N°6, indiquant que de 96 parents enquêtés soit 100%, que 41 de nos enquêtés soit 43% sont cultivateurs, 33 soit 34% sont éleveurs, 8 soit 8% sont commerçants, 2 sont sans profession soit 2% et 1 seule est cultivateur journalier soit 1%. En analysant ces résultats, nous constatons que les cultivateurs regorgent un taux élevé des parents enquêtés qui scolarisent, tenant compte de nos terres qui deviennent de plus en plus non

reproductives, ces parents auront difficile de prendre en charge ses enfants. Au regard du tableau N°7 relatif à la répartition des enquêtés selon le revenu mensuel, il se constate que 39 de nos enquêtés soit 41% ont un revenu mensuel de 1 à 10\$/mois, 35 soit 36% ont un revenu de 10 à 50\$/mois, 16 soit 17% vivent d'un revenu mensuel de 50 à 100\$ et 6 soit 6% ont un revenu de 100 à 500\$. Nous constatons que les parents qui sont dépourvus des moyens vivant avec un revenu de 10\$/mois sont ceux qui ont plus d'enfants qui étudient. Cela affecterait l'utilisation des écoles surtout l'ITM. Le tableau N°8 par contre, indique que de 96 parents enquêtés soit 100%, que 56 de nos enquêtés soit 58% sont des parents ayant 4 et 5 enfants au secondaires, 28 soit 29% ont 1 à 3 enfants et 12 soit 13% sont des parents qui ont 6 à 10 enfants à l'école secondaires.

Par rapport au tableau N°9, relatif à la connaissance des parents au sujet de l'ITM, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, que 78 de nos enquêtés soit 82% ont un jour entendu parlé de l'ITM, et 17 soit 18% n'ont jamais entendu quelques choses au sujet de l'ITM/MINOVA. Le tableau N°10 traite sur la répartition des parents qui scolarisent à l'ITM, il se constate que de 96 parents enquêtés soit 100%, 65 de nos enquêtés soit 68% sont des parents qui ne scolarisent pas à l'ITM et 31 soit 32% ont des enfants à l'ITM. En rapport avec le tableau N°11 qui démontre les raisons des parents sur leur non scolarisation à l'ITM, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 49 de nos enquêtés soit 51% ne scolarisent pas à l'ITM car les frais scolaires sont chers, 21 soit 22% car l'école n'est pas bien construite, 16 soit 17% par ce que le cursus scolaire est très long par rapport aux autres écoles (4ans), et 10 soit 10% ne scolarisent pas à l'ITM parce que les infirmiers après les études ne sont pas bien traités.

Du tableau N°12, relatif à la répartition des propositions pour les parents de payer les frais scolaires, nous constatons que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 48 de nos enquêtés soit 50% proposent d'adopter la gratuité pour que l'ITM soit utilisé, 22 soit 23% envisagent payer de 10 à 15\$, 18 soit 19% proposent payer au rythme des autres écoles de la cité et 8 soit 8% proposent payer les frais scolaires à volonté pour que l'ITM soit normalement utilisé. Le tableau N°14 traitant sur l'appréciation de la qualité de la formation des enfants à l'ITM, il se remarque que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 78 de nos enquêtés soit 81% sont satisfait de la formation que bénéficient ses enfants à l'ITM, 16 soit 17% disent qu'il faut améliorer et 2 soit 2% disent qu'ils ne sont pas satisfaits. En rapport avec le tableau N°15 relatif à l'envie d'envoyer d'autres enfants à l'ITM après avoir apprécié la qualité de la formation dans cette école, nous avons constaté sur 96 des parents enquêtés soit 100%, 81 des parents qui y scolarisent soit 84% envisagent envoyer d'autres enfants et 15 soit 16% ne prétendent pas y envoyer encore des enfants.

Le tableau N°18, relatif au point de vu des parents selon lequel il faut baisser les frais scolaires, nous constatons que sur 96 parents enquêtés, 77 de nos enquêtés soit 80% veulent que les frais scolaires soit mis en basse, et 19 soit 20 ne sont pas pour. Le tableau N°19, qui traite sur le point de vue selon lequel l'ITM doit disposer des enseignants permanent, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 56 de nos enquêtés soit 58% sont d'accord avec cette idée et 40 soit 42% ne sont pas pour. Le tableau N°22, relatif à la répartition des enseignants selon les titres académiques, de ce tableau nous constatons que sur 16 enseignants de l'ITM soit 100%, 8 de nos enquêtés sont gradués soit 50% ; 06 soit 38% sont licenciés et 2 soit 13% sont diplômés A2. En rapport avec le tableau N°23 relatif au

domaine de qualification des enseignants à l'ITM, nous avons constaté que sur 16 enseignants soit 100%, 2 de nos enquêtés soit 13% sont du domaine d'enseignement et administration en soins infirmier ? 4 soit 25% ont infirmiers hospitaliers, 3 soit 19% sont de santé publique, 1 soit 6% est du domaine d'anglais, 4 soit 25% sont des médecins, et 2 soit 13% sont techniciens de développement rural.

Il ressort de tableau N°24, relatif aux causes de la sous-utilisation de l'ITM selon les enseignants, nous avons constatés que sur 16 enseignants soit 100%, 5 de nos enquêtés soit 31% pensent que la sous information au sujet de l'ITM et l'inadaptation au rythme d'organisation de l'école, 7 soit 44 pensent que c'est de l'indigence de nos parents, 2 soit 13% le manque d'intérêt des élèves, 1 soit 6% pensent que c'est la monotonie de section qui en est la cause et 1 soit 6% la mauvaise gestion des élèves.

Comparativement aux constants de l'OND HUMAN RIGHTS WATCH, du MARS 2019, dans le monde entier plus de 120 millions d'enfants et adolescents ne vont pas à l'école faute de l'insuffisance financière et la pauvreté liées aux crises économiques à l'échelle mondial.

Au vu du tableau N°26 relatif au point de vue des enseignants selon lequel il faut améliorer les conditions de travail et d'apprentissage à l'ITM, nous avons constaté que de 16 enseignants enquêtés, 13 soit 81% sont pour et 3 soit 19% sont contre cette opinion.

Le tableau N°27, relatif au point de vue des enseignants selon lequel il faut engager un personnel permanent et améliorer les conditions financières des agents à l'ITM, nous avons remarqué que la totalité donc 16 soit 100% des enseignants veulent que les conditions financières soient améliorées et qu'il faut engager un personnel permanent à l'ITM. Ces résultats montrent que le salaire des enseignants à l'ITM devrait être revu surtout que le

principe HOMO-ECONOMOS en déontologie stipule que : le salaire est la seule raison du travail.

Le tableau N°28, relatif à la répartition des élèves le sexe, il ressort que 41 soit 53% sont de sexe masculin et 36 soit 46% son de sexe féminin de la population scolaire de l'ITM pour l'année 2021. Les résultats du tableau N°31 relatif à la répartition des causes d'abandons des élèves et la non fréquentation de l'ITM selon les élèves, nous avons remarqué que sur le 100% des élèves soit 78, 50 de nos enquêtés soit 64% affirment que les élèves abandonnent faute de moyen, 5 soit 6% n'ont pas supporté les conditions d'étude, 21 soit 27% le manque d'enseignant et 2 soit 3% ont abandonné car ils changent la section.

Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent

Chap. IV. ACCES DE LA FEMME AUX CREDITS FINANCIERS A GOMA : ANALYSE DE LA VARIABILITE DE TAUX D'INTERET ET DE BENEFICES LIES AUX ACTIVITES GENERATRICE DE REVENU (AGR)

Par **Maguy MALAGANO OMARI**,
Doctorante en Didactique des disciplines
Spécialité : Economie appliquées / Management des
projets, à l'Université Pédagogique Nationale (UPN).

INTRODUCTION



L'autonomisation économique des femmes en République Démocratique du Congo (RDC) ainsi que participer à la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, en soutenant les initiatives entrepreneuriales portées par les femmes constitue le socle d'un monde plus égalitaire. Le monde se remet doucement d'une crise économique et financière depuis 2002¹⁸ causée par l'accès facile au crédit et le nombre excessif de prêts. Les dettes, micro-dettes ou autres peuvent avoir des

¹⁸Loi fixant les règles relatives à l'activité de la micro finance en république démocratique du Congo à son article 11-13

répercussions néfastes sur les populations pauvres mais également plus riches de ce monde. Les micro-épargnes peuvent permettre une réponse durable à la pauvreté.

Le microcrédit est reconnu, à juste titre, comme un moyen de réduire la pauvreté dans le monde, il y a de nombreuses raisons de se réjouir des prêts bien plus intéressants que ceux proposés auparavant par les usuriers accordés à des millions de personnes. Beaucoup de femmes et d'hommes défavorisés ont pu démarrer des petites entreprises prospères et sortir de la pauvreté. Récemment plusieurs études ont montré certains de ces emprunteurs défavorisés qui se retrouvaient englués dans de spirales sans fin, criblés de dettes envers les institutions de microfinance.

En Afrique comme ailleurs, la croyance aux succès du microcrédit s'est surtout propagée avec la technique de communication du story telling. Dans la diffusion d'histoires d'emprunteurs (en général d'emprunteuses) qui augmenteraient leur bien-être grâce à de petits prêts; non seulement ils, et surtout elles, accroîtraient leurs revenus de façon notoire, réaliseraient de petits investissements productifs additionnels, mais aussi amélioreraient leur habitat, leur accès à l'eau et à l'énergie, scolariseraient d'avantage leurs enfants, pourraient mieux se soigner, s'opposeraient avec succès par exemple à l'alcoolisme et à la violence (des hommes), gagneraient une autonomie d'action et de déplacement, etc. Les succès financiers de certaines organisations, souvent appuyés par l'idée que les femmes remboursent mieux que les hommes, sont donnés à penser comme la preuve d'un effet positif incontestable de ces petits prêts pour leurs bénéficiaires¹⁹.

¹⁹Webmaster

L'image du microcrédit ainsi médiatisée, et même longtemps validée par certains travaux académiques, ainsi que les espoirs placés en lui par les pouvoirs publics et les coopérations bilatérales et multilatérales et les fondations et organisations non gouvernementales ont généralement été fondés sur des dogmes éconômistes quant aux causes de la pauvreté. Celle-ci est assimilée à une faiblesse temporaire ou permanente du revenu provoquant des insuffisances de consommation et d'investissement ; elle n'est pas pensée en termes de discriminations sociales et culturelles²⁰.

Depuis plus de deux décennies, la République Démocratique du Congo connaît une crise sociale, politique et économique généralisée suite aux guerres et à l'instabilité politique et socio-économique. Pour faire face à la dégradation de la situation sociale et économique de la femme et promouvoir l'égalité du genre et le respect des droits de la femme, le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant a mis sur pieds un « Service National Femme et Développement » chargé d'implanter des centres de promotion de la femme (CPF), dénommés par la suite « Maisons de la Femme » dans toutes les provinces du pays pour améliorer le statut de la femme par l'information, la formation, l'organisation et la gestion des microprojets pour l'allègement des travaux de ménage²¹. L'Association Professionnelle des Établissements de Micro finance du Congo (APEMF), créée en 2002, veille à consolider le secteur et, à ce titre,

²⁰ Le Rapport 2012 réalisé par Résulta sous le titre *État de la Campagne du Sommet sur le microcrédit* (Maes & Reed, 2012),

²¹ <https://www.microfinancegateway.org/fr/pays/republique-du-congo>
Plan stratégique du ministère National du Genre, famille et Enfants Pag2

participe aux réflexions et à la formulation de la politique nationale de micro finance, travailler au renforcement de la transparence du secteur et facilite la concertation entre les institutions.

En Province du Nord Kivu en général et dans la ville de Goma en particulier, des « institutions de micro finance, IMF » proprement dites se sont développées depuis les années 1990, d'abord dans l'informel, puis, depuis 2003, dans le secteur formel. Ces deux types d'agents représentent les institutions financières dites « de proximité » de la RDC, c'est-dire celles qui visent à assurer l'autopromotion économique et sociale des populations à faibles revenus. Elles constituent ce qu'on appelle le « Système Financier Décentralisé ».

D'après la banque commerciale du Congo par rapport à la distribution par secteur d'activité, il ressort de ces données que 66% des crédits sont alloués au secteur commercial, 16% à l'agriculture et 18% aux autres secteurs. Et, l'approche « Gender » montre que les femmes bénéficient de 69% contre 39% pour les hommes²².

Cela se justifie notamment par le fait que les femmes bénéficient de plus de crédibilité de la part des IMF car il est démontré que i) elles sont les plus impliquées dans les micro-activités, ii) elles remboursent mieux que les hommes, ii) elles ont la « vision familiale par rapport à la prise de conscience de la charge du ménage », contrairement aux hommes plus égoïstes. Autrement dit, les IMF considèrent qu'un crédit accordé à une femme

²² Rapport annuel de banque commerciale 2017.Pge76

aura plus d'impact sur la pauvreté que celui accordé à un homme²³.

Du côté des principes économiques pour une maximisation des recettes d'une part. D'autres parts, du côté des consommateurs surtout les femmes pour une amélioration de leurs conditions de vie, on enregistre une ignorance, la non amélioration suite à la non adaptation de l'échéance du crédit à l'activité de consommateur, le non accompagnement en mentorat lors de la mise en œuvre des activités, la disparition des épargnes des membres dans certains IMF, Coopec et Banque contribue à l'appauvrissement de la population de la RDC en général et de la province du Nord Kivu en particulier. Pour ceux des ONG : porte leur contribution au renforcement des capacités, avant la dotation des microcrédits y compris le suivi d'accompagnement en coaching.

Dès lors, ces institutions ne rempliraient plus leur mission originale, c'est-à-dire de permettre aux pauvres de sortir de leur situation de précarité. D'où la tendance aujourd'hui de développer également des instruments de mesure des performances sociales de ces institutions en complément de ceux habituellement utilisés pour mesurer leurs performances financières;

Étant donné que la micro finance est toujours adaptée aux besoins, c'est pourquoi elle innove en permanence : ce sont des services d'assurance (), ces sont aussi les services de transferts de fonds utilisés par les migrants et aux pauvres... Cela a suscité de se focaliser sur cette étude en vue de l'obtention de diplôme de Master du fait que en dépit de toutes les détérioration des tissus socio-économique de la population suite à une insécurité

²³ Rapport sur l'état de la campagne 2007 du sommet sur le micro crédit : Peu d'argent un grand changement; les femmes et la micro finance, sous le haut patronage du bureau international du Genève, Page 3.

requérante, kidnapping; les violences de toutes formes, mais cette catégorie de la population a l'accès difficile aux crédits, ne possède pas des gages car la plupart de la population vit en dessous du seuil de 1 dollars par jour , vit en location,²⁴

En dépit de toutes ces difficultés d'ignorance aussi, perte d'épargnes dans les IMF, le taux d'intérêt trop élevé, la multiplicité des taxes, la distance à traverser la douane et le manque d'avantage par les banques rwandaises qui sont supposées être sûres et sécurisées.) Souvent les démunis s'en profitent de se réfugier en Uganda... Toutes ces difficultés précitées, contribuent à la non amélioration aux ménages des consommateurs des différents produits qu'offertes par les IMF, les banques et les ONG. En ce sens, le choix de ce sujet a été influencé dans le souci de sonder la mesure dans laquelle les microcrédits peuvent être un outil efficace du rendement pour une augmentation des revenus des clients et bénéficiaires, dans la ville de Goma et ses environs. Tout lecteur, même non averti, pourrait ainsi trouver dans cette rédaction les informations nécessaires à la compréhension de la micro finance en général et du micro crédit, du rôle de celui-ci dans l'accroissement des activités rurales et urbaines. Les dirigeants des IMF, Banque et ONG pourraient aussi en tirer un vrai profit scientifique susceptible d'apporter une amélioration dans leur travail. Les ONG de leur part dans le cadre de la résilience pour une réinsertion socio-économique des personnes marginalisées, démunies, des déplacées, des retournées de guerres, les femmes chefs de ménages, victimes de violence sexuelle et les SGBV sont appuyées techniquement, matériellement et financièrement (dotation des micro crédits rotatif en caution solidaire) par les Organisations locales de la

²⁴Selon le résultat de l'enquête de MICS/RDC 2010

société civile, les organisations internationales, les agences de système des nation Unies en vue de permettre une auto promotion et autonomisation pour un maintien de la paix et le leadership féminin²⁵. La présente étude veut répondre aux deux questions complémentaires : Y-a-t-il des variabilités entre les taux d'intérêt des institutions de micro finances, des banques et les Organisations Non Gouvernementales se trouvant à Goma ? les bénéfices observés chez les femmes engagées dans les AGR varient-ils selon les institutions qui octroi des crédits ?

METHODE

Type d'étude. L'étude a été empirique, de nature transversale et analytique sur base de l'objectif adopté *ad hoc*, à partir duquel nous avons collecté les données et procédé à la mise en évidence des opinions des filles et femmes envers le taux d'intérêt au sein des institutions d'octroi des crédits. Le recrutement des participantes s'est effectué dans la ville de Goma au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo. Cette ville a été choisie car, elle regroupe des proportions inquiétantes de cas de pauvreté observées chez les femmes durant ces deux dernières années suite à des cycles de la fragilité sécuritaire^[8].

Population d'étude. Étaient incluses à l'étude, toutes les filles et femmes en âge de 18 à 50 ans engagées dans les AGR et qui acceptaient de participer à l'enquête. Ont été exclues, toutes les filles et femmes qui avaient un déficit cognitif significatif, sans occupation active des AGR et ne vivant pas durant les trois mois avant la période de l'étude, dans la ville de Goma. L'échantillonnage était consécutif, non probabiliste. Nous avons procédé à un échantillonnage par convenance, en l'absence des

²⁵ Plan stratégique ministère du Genre Famille et enfant, province du Nord Kivu, Pg.78

données disponibles des filles et femmes impliquées aux AGR dans cette ville ciblée par l'étude.

Outil de collecte des données. Un questionnaire a été élaboré et comprenait deux principales parties. La première partie concernait les paramètres sociodémographiques des participantes notamment l'âge, le niveau d'instruction atteint et l'état civil. La seconde partie évaluait les opinions des filles et femmes envers le taux d'intérêt et les bénéfices requis des AGR.

Le questionnaire était composé des items dichotomiques et d'autres sous formes d'échelle d'accord de type Likert à quatre points de « *pas d'accord ou souvent* » à « *très d'accord ou très souvent* ». Afin de faciliter la collecte des données, le questionnaire a été incorporé sur la tablette à travers le Kobocollect.

Procédure de collecte des données. La collecte des données s'est faite durant le mois d'octobre 2019 à travers les enquêtrices composées des diplômées en sciences économiques ou commerciales. Avant l'administration du questionnaire, une séance avec les enquêtrices a été organisée afin de s'assurer de la même compréhension des questions et des attitudes à adopter lors des enquêtes. Après avoir expliqué l'objet et le but de l'étude, le questionnaire était remis ou lu à la participante qui manifestait le consentement éclairé. Au total, 225 questionnaires ont été administré auprès des filles et des femmes engagées dans les AGR.

Analyses statistiques. Les données étaient saisies et analysées avec le logiciel SPSS (Statistical Package Social Sciences) version 20. Les variables qualitatives étaient exprimées sous formes des fréquences et de pourcentages. Par contre, les variables quantitatives sous formes des moyennes et des écart type. Les effets de la variabilité entre les différents taux d'intérêt et les bénéfices obtenus ont été estimée à travers la technique de l'analyse de variance (ANOVA) à plan simple.

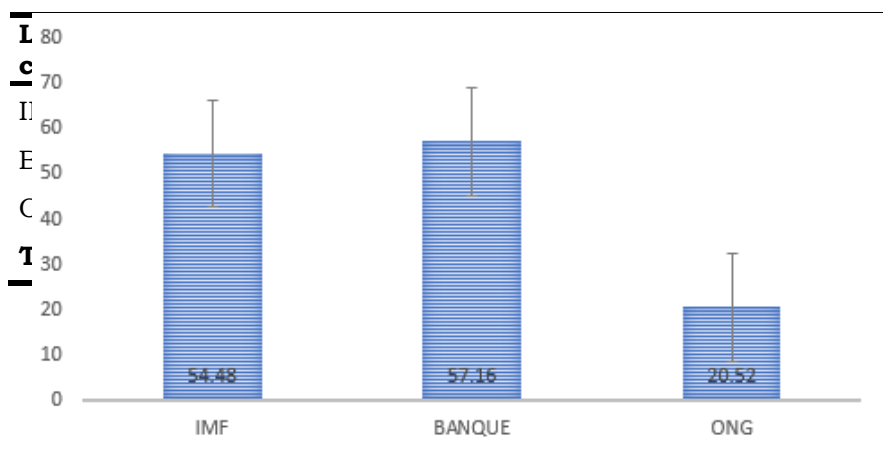
Le niveau de signification statistique a été fixé à une valeur $p < 0,05$. **Considération éthique.** Avant la collecte des données, nous avons tenu compte des dimensions à la fois administratives et éthique de la recherche. D'abord, l'autorisation du comité d'éthique a été obtenue, en suite, des autorités administratives du lieu de recherche notamment, les responsables de groupements (formels et informels) socio-économiques des filles et femmes (AGR) qui du reste, ont approuvé le protocole de recherche. Enfin, lors de la collecte des données, le consentement éclairé de chaque enquêté était un des préalables. La confidentialité a été respectée car, le questionnaire garantissait les données personnelles des enquêtés.

RESULTATS DE L'ETUDE

Rappelons-le, le premier objectif exploratoire était de vérifier les effets des institutions d'octroi de crédit sur les bénéfices obtenus par les femmes de la ville de Goma. Les résultats du Tableau1 sous-tendent que le bénéfice moyen observé de l'ensemble de l'échantillon est 44.05\$ par semaine auprès des femmes qui sont engagées à des AGR. Ce score moyen suggère que les femmes de Goma ayant participé à l'enquête sont caractérisées par un bénéfice moins de 10\$ par jour. En analysant les scores moyens selon les institutions d'octroi de crédit (IMF, Banque et ONG), nous remarquons que les moyennes varient entre 20.52 et 57.16 et les écarts-types entre 13.07 et 34.6.

Tableau 1 : Les moyennes et les écarts types des bénéfices obtenus selon les institutions d'octroi de crédit à Goma

Afin de vérifier la présence de différences



significatives entre les différentes les bénéfices hebdomadaires moyens selon les institutions d'octroi des crédits, une analyse de variance (ANOVA) à plan simple est effectuée repris à la figure 1. L'analyse révèle qu'il existe au moins une différence significative quant bénéfices moyens des femmes selon les instutions d'octroi de crédits, $F(2,222) = 43.21$, $p = .01$. Les résultats permettent de conclure que les femmes qui ont obtenu des fonds des différentes banques de Goma ont plus de bénéfices (57.16\$) celles ayant tiré les fonds à l'IMF (54.48\$) et celles pour qui, les ONG ont fourni l'octroi de crédit (20.52\$).

Figure 1 : Variabilité des bénéfices moyens hebdomadaires chez 225 filles et femmes engagées dans les AGR à Goma

Le second objectif était de vérifier les effets des institutions d'octroi de crédit sur les taux d'intérêt chez les femmes de la ville de Goma. Les résultats du Tableau 2 indiquent que le taux d'intérêt moyen observé de l'ensemble de l'échantillon est 1.79\$ par semaine. Ce taux d'intérêt moyen suggère que les femmes de Goma ayant participé à l'enquête sont caractérisées par une pression d'intérêt par jour qui est moins contraignante. En analysant les taux d'intérêt moyen selon les institutions d'octroi de crédit (IMF, Banque et ONG), les résultats suggèrent que les moyennes varient entre 1.41 et 2.05 et les écarts-types entre .23 et .50.

Tableau 2 : Les moyennes et les écarts types de taux d'intérêt obtenus selon les institutions d'octroi de crédit à Goma

L'institution d'octroi de crédit	n	Moyenne	Ecart- type
IMF	75	1.89	.31
BANQUE	75	2.05	.23
ONG	75	1.41	.50
Total	225	1.79	.45

Est-ce les taux d'intérêt moyen présentent -ils des différences significatives selon les institutions d'octroi des crédits ? A cet effet, une analyse de variance (ANOVA) à plan simple est effectuée repris à la Figure 2. L'analyse révèle qu'il existe au moins une différence significative quant au taux d'intérêt moyens selon les institutions d'octroi de crédits, $F(2,222) = 63.43$, $p = .01$. Les résultats illustrent que les femmes qui ont obtenu des fonds des différentes banques de Goma ont plus un taux d'intérêt élevé (2.05\$) que celles ayant tiré les fonds à l'IMF (1.89\$) et celles pour qui, les ONG ont fourni l'octroi de crédit (1.41\$).

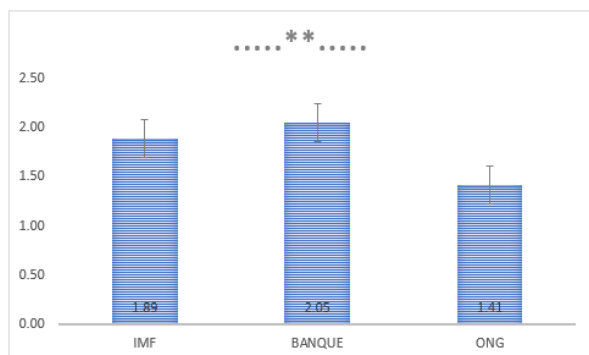


Figure 2 : Variabilité de taux moyens d'intérêt des institutions d'octroi de crédits pour les AGR chez 225 filles et femmes à Goma.

CONCLUSION

En guise de conclusion, rappelons que nous avons mené une étude portant sur l'étude comparative des micro crédits octroyés par les institutions des micro finances, banques et organisations non gouvernementales sur l'amélioration des revenus des leurs clients et bénéficiaires cas de la ville de Goma et ses environs de 2013-2017.

Nous nous sommes intéressés aux clients ou bénéficiaires des crédits au sein des institutions de micro

finance, au sein des banques et au sein des organisations non gouvernementales étant donné que ce sont les trois institutions qui octroient les crédits à leurs clients en ville de Goma. Notre recherche a été menée au courant du premier semestre de l'année 2019.

Pour bien mener cette recherche, la question suivante a été au cœur de notre préoccupation:

Parmi les institutions de micro finances, les banques et les organisations non gouvernementales se trouvant dans la Ville de Goma, et ses environs lesquelles de ces trois à l'efficacité et le rendement positif dans l'amélioration des revenus à la population cible?

L'analyse des données et interprétation des résultats nous ont permis d'aboutir aux résultats ci-après :

Nous avons remarqué que la fréquence de demande des bénéficiaires de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05). Nous avons trouvé que les fréquences de demande de crédit sont plus élevés pour les bénéficiaires des IMF, suivi de ceux des banques et enfin ceux des ONG.

Nous avons remarqué la fréquence de demande des bénéficiaires de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05). Nous avons remarqué que l'augmentation du revenu des bénéficiaires ou clients dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons trouvé que ce sont les bénéficiaires de crédit au sein des banques qui voient leurs revenus augmenter après l'obtention du crédit, suivi des IMF et enfin ceux des ONG, tout cela dépend des critères pré établit de la sélection avant l'octroi ;

Nous avons remarqué que l'augmentation du revenu des bénéficiaires dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons trouvé que ce sont les bénéficiaires de crédit au sein des banques qui ont vu leur situation de leur revenus'améliorer, suivi de ceux des IMF et des ONG, doù l'hypothèse est infirmé car la méthodologie de la banque aide à bien sélectionner les clients pour moins de risque entre les deux parties prenantes.

Les conditions d'accessibilité au crédit sont plus restrictives dans les banques que dans les IMF et dans les ONG. Même si ces conditions sont aussi restrictives dans les IMF mais elles ne sont pas rigoureuses comme dans les banques.

Par contre, l'accessibilité au crédit dans les ONG est moins restrictive.

Les bénéficiaires des crédits au sein des banques ont plus de chance de voir leurs revenus augmentés par rapport à ceux des ONG étant donné que dans les banques les procédures de sélection sont plus rigoureuses. Seuls les bénéficiaires ayant des activités financièrement performantes sont sélectionnés.

Nous avons trouvé que le niveau de satisfaction des besoins des bénéficiaires de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons constaté que sont les bénéficiaires de crédit au sein des banques qui ont un niveau de satisfaction élevé que ceux des IMF et des ONG.

Nous avons trouvé que le niveau d'appréciation des conditions d'obtention de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Il apparaît que ce sont les bénéficiaires de crédit au sein des ONG ont plus apprécié les conditions d'obtention de crédit, suivi de ceux des IMF et enfin ceux des banques.

Nous avons remarqué que le niveau d'appréciation du taux d'intérêt dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons trouvé que ce sont le taux d'intérêt est très élevé dans les IMF par rapport aux banques et aux ONG.

Nous avons trouvé que le niveau d'appréciation du délai de remboursement dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Il apparaît que ce sont le délai de remboursement des crédits est court dans les ONG, suivi des banques et enfin des IMF.

Nous avons remarqué que le niveau d'appréciation du taux d'intérêt dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Il apparaît que ce sont l/e délai de remboursement des crédits est court dans les ONG, suivi des banques et enfin des IMF.

Nous avons trouvé que l'avis des bénéficiaires de crédit sur le montant reçu dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons remarqué que ce sont les bénéficiaires des crédits au sein des banques ont un avis satisfaisant du montant reçu plus que de ceux des IMF et enfin ceux des ONG.

Nous avons constaté que le niveau d'appréciation du comportement dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons remarqué que ce sont le délai de remboursement des crédits est court dans les ONG, suivi des banques et enfin des IMF.

Nous avons trouvé que la réponse aux besoins des bénéficiaires de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Le tableau 40 nous a permis de constater que ce sont les institutions d'octroi de crédit qui répondent aux besoins des bénéficiaires des IMF plus que ceux des banques et enfin ceux des ONG.

Nous avons constaté que le changement observé dans les conditions de vie des bénéficiaires de crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons trouvé que ce sont le changement dans les conditions de vie s'est plus observé au près des bénéficiaires des crédits des IMF, suivi ceux des ONG et

enfin les banques semblent opter pour la présentation d'une garantie.

Dans les lignes précédentes, nous avons montré que ce sont les IMF qui octroient les microcrédits en faveur des bénéficiaires qui utilisent les montants reçus dans les activités génératrices des revenus, par contre les bénéficiaires des banques prennent des montants élevés qu'ils utilisent pour les grands investissements.

L'impact des crédits reçus sur les conditions de vie des bénéficiaires est plus perceptible chez les bénéficiaires des IMF que chez ceux des banques étant donné que les montants de crédit reçus par les bénéficiaires des IMF contribuent à la satisfaction de leurs besoins de première nécessité alors que les montants de crédit reçus par les bénéficiaires des banques sont affectés à des grands investissements. Nous avons été renseigné que les conditions à remplir pour bénéficier du crédit dépend de l'institution d'octroi de crédit étant donné que la probabilité associée à la valeur de Khi-deux (0,000) est inférieure à la valeur critique au seuil de 95% de confiance (0,05).

Nous avons constaté que ce sont l'épargne est la condition qui dominant pour les bénéficiaires des crédits auprès des banques, suivi des IMF et enfin les banques semblent opter pour la présentation d'une garantie

Nous avons constaté que les probabilités associées aux valeurs de la statistique de Fisher (D) qui sont toutes de 0,000 pour les variables bénéfiques hebdomadaires des bénéficiaires de crédit, le montant de prêt accordé, le taux d'intérêt et le délai de remboursement des crédits sont inférieures à la probabilité critique qui est de 0,05. Il apparaît donc qu'il existe une différence significative des bénéfices hebdomadaires des bénéficiaires de crédit au sein de ces trois structures, les montants de prêt accordés aux bénéficiaires, le taux d'intérêt et le délai de remboursement des prêts. Nous avons noté que les

revenus hebdomadaires des bénéficiaires des crédits sont différents suivant que les crédits ont été octroyés par les IMF, par les banques ou par les ONG. Nous avons remarquons que les revenus hebdomadaires moyens des bénéficiaires des crédits sont de 57,16\$ qui contractent les crédits dans les IMF alors que ces revenus sont de 54,48\$ pour ceux qui sont dans les IMF et de 20,52\$ pour ceux des ONG.

Nous avons constaté que les montants de prêt accordé aux bénéficiaires sont également différents suivant les structures. Les montants de prêt accordés sont en moyenne de 552,8\$ pour les banques alors que la moyenne des prêts accordés par les IMF est de 513,1\$. Par ailleurs, les montants de prêt accordé aux bénéficiaires sont de 230,47\$ en moyenne pour les ONG.

En outre, les taux d'intérêt sont également différents suivant les structures. Le taux d'intérêt moyen mensuel dégressif est 2% pour les IMF. Le taux d'intérêt est également de 2% également pour les banques. Par ailleurs le taux d'intérêt est inférieur dans les ONG par rapport aux IMF et aux banques. Il est de 1,4% dans les ONG.

Par ailleurs, les délais de remboursement des crédits sont également différents suivant les structures. Le délai de remboursement moyen est 10 semaines pour les banques avec un écart-type de 2 semaines. Il est par contre de 8 semaines pour les IMF avec un écart-type de 3 semaines. Par ailleurs le délai de remboursement est de 7 semaines dans les ONG avec un écart-type de 3 semaines.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- DUTAILLIS., G. P. (1981): « Les risques du crédit bancaire » édition banque
- EGGER Phillip, «Les Groupes Vulnérables» in *Formation et Micro - crédit*, ZAI/96/011, Paris, avril 1999, p 4 (en) (en) «_weatherbase Goma, Democratic Republic of the Congo_», sur *www.weatherbase.com*(consulté le 11 Novembre 2012), 37(4):1569-1614.
- EGGER Phillip, «Les Groupes Vulnérables» in *Formation et Micro - crédit*, ZAI/96/011, Paris, avril 1999, p 4,
- Enjiang, C. (2007), 'The demand for microcredit as a determinant for microfinance
- Goldberger, Arthur S. (1964). *Econometric Theory*, New York: John Wiley and Sons.
- Guerin, I., Movant-Roux, S., Roesch, M., Moisseron, J-Y., Ould-Ahmed, P. (2011), 'Analysis of the Determinants of the Demand for Financial Services in Rural Morocco'. Summary Report: Impact Analysis Series No. 6, Agence Française de Développement (AFD) and Rural Microfinance and Employment (RUME): Paris, France.
- KAMALAN., E. (2006): « Prévention de la défaillance et mécanisme de sécurisation des portefeuilles de crédit contre les risques d'impayé et de perte : le cas dans l'agence PADME de Cotonou » rapport de stage université Lyon-2 -France
- Kausar, A. (2013), Factors Affect Microcredits, Demand in Pakistan, *International Journal of Academic Research in Accounting, Finance and Management Sciences* 3(4):11-17.

- KOUSSINOU.S et DAHOUEENON. P (2006) « Gestion des risques dans les IMF : Cas du PADME-BENIN ». ENEAM. Cycle 1
- LEDGERWOOD.J (1999) « Manuel de micro finance : une perspective institutionnelle et financière » Banque mondiale ;
- M.KAYEYE Jean Marie pour son mémoire de licence Analyse des stratégies de reboisement des artères routières de la Ville de Goma sep 2018.Pge de 12-20.
- MIENZE Kiaku, Marie Madeleine, « Éducation de la femme comme priorité de développement en RDC », La contribution de la femme à la reconstruction de la RDC. Kinshasa, IDLP, 1999, pp. 28–36.
- Morduch, J. (1999), 'The Microfinance Promise', Journal of Economic Literature
- MOSSI Mota, Marie, « Violences faites à la femme en RDC : formes et expressions »,
- MUYALA Tayaye, Claudine, « Le gender face aux défis politiques de la reconstruction de la RDC », Le leadership politique féminin face aux enjeux de la reconstruction en RDC, Kinshasa, 2003, pp. 135–145.
- NGANGOUE, Nana Rosine, « Les femmes dans les processus de paix : de Lusaka à Prétoria,une présence en dent de scie », MONUC–Magazine, 12 (2004), p. 14.
- NGOMA Binda, P., Rôle de la femme et de la famille dans le développement. Argument pour la justice et l'égalité entre les sexes. Kinshasa, IFEP, 1999.
- SOKI FUANI Eyenga, Florentine, « Les élites féminines en quête de statut politique et économique », Elites et démocratie en RDC. Sous la direction de

SABAKINU Kivilu, Kinshasa, PUK, 2000, pp. 141–164

- Sen, A. K. (1981), *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* Oxford: Clarendon Press.
- YVES. B et COLLI. J « Dictionnaire économique et financier », édition 1975

II. RAPPORTS

- Banque Mondiale (1999), *Faire reculer la pauvreté en Afrique Subsaharienne*, Banque Mondiale, Washington, D.C.
- Département de Micro finance, Secrétariat Général de la Commission bancaire de l'Afrique centrale, Commission Bancaire de l'Afrique centrale (2002), *Recueil des textes relatifs à l'exercice des activités de micro finance*.
- Festival AmaniSource : Rapport du Bureau urbain des PME/ Ville de Goma,
- Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire (2005), *Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP)*, Brazzaville.
- Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire (2005), *Enquête Congolaise auprès des Ménages (ECOM)*, Brazzaville.
- MONUC–Magazine, 12 (2004), p. 9.
- Outreach – Evidence from China'. *Savings and Development* 31(3):307-334.
- PADME (2002-2006) : « Rapports d'activités annuelles 2002- 2006 », Bénin
- Rapport de Human Rights Watch

III. NOTES DES COURS

- FADO., B (2006) : Cours de consolidation et analyse financière bancaire (2007) en Banque et Finance des Marchés 2ème année ENEAM. Cycle 2
- HONVOU. H (1996) « La gestion des risques de crédits dans le réseau de la FECECAM-BENIN. Cas de la CLCAM de Porto-Novo ». INE Ccycle ;
- HOUNGUE .S (2003) « Gestion des risques bancaires liés aux crédits alloués au PME : Cas de la BOA ». ENEAM 2003. Cycle 1
- HOUNGUE .S (2003) « Gestion des risques bancaires liés aux crédits alloués au PME : Cas de la BOA ». ENEAM 2003. Cycle 1
- OKPEICHAN. M (1990) : « La gestion des risques liés à l'octroi de crédit bancaire ». INE. Cycle1
- PADME (2006) : « Étude de la désertion des clients » Cotonou –Bénin

IV. WEBOGRAPHIE

- www.bceao.int
- www.lamicrofinance.org/files
- www.google.fr

Par **Maguy MALAGANO OMARI**

Chap. V. DE LA COMPREHENSION GEO STRATEGIQUE DES ELECTIONS ET CADRE ÉLECTORAL EN RD CONGO

1.1. Définition des concepts

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de prime abord de clarifier l'entendement que nous avons des concepts clés dans le cadre de cette étude. À ce sujet, les concepts suivants ont été retenus : élection, processus électoral, démocratie, violence, parti politique, mouvement citoyen et police.



1.1.1. Élection

Étymologiquement, le terme « élection » provient du verbe latin « eligere » qui signifie choisir et de la substantive « élection » qui signifie (choix) (Larousse, 2017).

Ainsi, James Madison (sd), l'un des Pères fondateurs, pouvait écrire, à propos de la représentation, qu'elle permet d'épurer et d'élargir l'esprit public par l'intermédiaire d'un corps choisi des citoyens dont la sagesse consiste à discerner le véritable intérêt du pays par le patriotisme et l'amour de la justice. C'est pourquoi l'élection fait partie de la démocratie représentative contrairement à la démocratie tout court, lorsque les institutions reposent sur le suffrage comme mode de désignation des dirigeants politiques.

Néanmoins, il se constate, non sans amertume, que les dirigeants politiques de la RDC une fois élus, perdent la notion de la sagesse, du patriotisme, de l'amour, et de la redevabilité, considérant le peuple comme une marchandise électorale qu'ils ont acquise pour se positionner, ou tout simplement comme un marchepied.

1.1.2. Processus électoral

Le processus électoral désigne ordinairement l'ensemble des opérations nécessaires au bon déroulement des élections, qu'il s'agisse de la confection des listes électorales, de l'organisation de la campagne électorale, de différentes formalités de préparation au scrutin, de la tenue des bureaux de vote, de procédés de votation, de modalités de centralisation et de décompte des résultats, de la formation des officiers électoraux, de l'encadrement, du sondage d'opinion ou encore de l'observation internationale et nationale. C'est cet ensemble d'activités liées aux élections que nous appelons processus électoral.

1.1.3. Violences

Selon le Larousse (2017), les violences sont considérées comme une force dont on use contre le droit commun, contre les lois, ou contre les libertés publiques. Force dont on use dans les contestations sociales ou dans la répression des conflits sociaux. Lorsque ces violences sont faites pendant et au moment des élections, on les considère comme violences électorales. Ainsi, l'on peut avoir des violences physiques, morales, psychologiques, verbales...

La violence électorale est définie comme étant un acte (ou une menace) de correction, d'intimidation entraînant des dommages physiques, posé pour affecter le processus électoral (Ekambo, 2006). Ce sont des actes

(ou des menaces) posés dans le contexte de la compétition électorale.

Une autre définition stipule que les conflits et les violences électoraux désignent tout acte (ou menace) aveugle ou organisé posé pour intimider, infliger des blessures physiques, faire du chantage, ou insulter un acteur politique en cherchant à déterminer, à retarder ou, autrement dit, à influencer un processus électoral.

La violence électorale est également utilisée pour exprimer la frustration ou le mécontentement face à un processus électoral entaché de fraudes et d'irrégularités. Cette pratique de la violence devient particulièrement remarquable quand des frustrations préexistantes ou inexprimées, se mêlent dans un système de gouvernance inefficace et des promesses électorales non tenues.

1.1.3.1. Typologie des violences électorales

Au cours d'un processus électoral, les violences électorales qui peuvent y survenir sont généralement de différents ordres.

a. Violence électorale verbale et symbolique

La violence électorale verbale et symbolique est celle caractérisée par des propos indécents voire injurieux tenus par les acteurs politiques ou des militants à l'encontre de leurs adversaires politiques, ou l'organisation de manifestation pacifique dont le but est d'intimider les adversaires. Dans les cas du Sénégal, de la Guinée et du Togo, la violence électorale verbale et symbolique, qui se tient durant le processus électoral, porte en général sur le candidat adverse qu'on cherche à décrédibiliser aux yeux de l'opinion nationale. Dans les pays visés par cette étude, la violence électorale verbale et symbolique s'exprime à travers des slogans, des chansons... contre le candidat ou le parti adverse.

b. Violence électorale psychologique

La violence électorale psychologique est définie par le WANEP 17 comme étant la violence qui consiste à installer la peur dans l'esprit des adversaires politiques, de l'électorat, des observateurs, des fonctionnaires électoraux ou même des agents de sécurité (Gorée institute, 2015).

Dans le contexte de violence électorale psychologique, la sincérité du scrutin n'est pas assurée. En effet, de nombreux électeurs notamment les victimes de la violence électorale psychologique peuvent s'abstenir de se rendre aux urnes. Il en est de même des observateurs qui, pour des raisons d'insécurité, peuvent ne pas mener à bien leur travail. Ce qui pourrait influencer sur la fiabilité des résultats du vote ainsi que sur leur acceptation par les candidats vaincus et leurs militants.

c. Violences électorales physiques

La violence électorale physique peut être définie comme celle qui porte atteinte à l'intégrité physique des acteurs étatiques et des acteurs non étatiques (candidats, militants, populations, Etat, etc.). Cette violence électorale physique, qui est souvent le fait d'acteurs politiques, peut survenir tout au long du processus électoral et causer des pertes en vies humaines.

La violence électorale physique est caractérisée par l'usage de la force physique sur des candidats, des fonctionnaires électoraux, des observateurs électoraux, des agents de sécurité, des candidats ou sur toutes autres personnes, avant, pendant et après l'élection. N'importe qui pourrait employer la forme de violence physique contre autre personne et n'importe qui pourrait également être la victime de la violence physique électorale ».

d. Violence électorale structurelle

La violence électorale structurelle consiste à créer des cadres institutionnels ou juridiques visant des adversaires ou des individus dans le but de les priver de leurs droits civiques ou de les tenir éloignés de la sphère

politique. Ce type de violence électorale découle de manipulations de la loi constitutionnelle ou d'autres lois électorales pour exclure un adversaire de la compétition électorale.

1.1.3.2. Causes et/ou acteurs des violences électorales

a. Majorité au pouvoir

La décision du parti au pouvoir de réduire la procédure électorale de deux à un seul tour a été contestée par l'opposition. La pratique électorale antérieure en RDC consistait à avoir deux tours de scrutin si aucun des candidats à la présidentielle n'arrivait à obtenir plus de 50% de voix au premier tour.

Le dernier changement de la Constitution, appuyé par le parlement, donne une victoire immédiate au candidat qui obtient le plus de voix, même s'il a obtenu moins de 50% de voix à l'issue du scrutin. Cette décision a des implications sur le processus électoral parce que l'incapacité des candidats à remporter l'élection avec une simple majorité pourrait entraîner le report des élections.

Le 14 juillet 2006, les forces de sécurité ont blessé trois personnes en dispersant une manifestation pacifique organisée par les partisans du Mouvement des Patriotes Congolais (MPC) dans la ville de Goma, au Nord-Kivu. Elles ont, par ailleurs procédé à l'arrestation d'au moins huit personnes pour avoir participé à la manifestation. Le MPC avait averti les autorités à propos de la manifestation 24 heures à l'avance, comme l'exige la loi, ce qui soulève des questions quant à la raison d'une intervention des forces de sécurité.

À l'Est de la RDC, le 27 janvier 2011, la police et l'armée ont dispersé des manifestations organisées par deux groupes de jeunes qui collectaient des signatures pour faire une pétition en faveur de l'annulation de ce

changement de la Constitution (changement de deux tours au scrutin présidentiel). Les autorités congolaises avaient retardé la tenue de ces élections à plusieurs reprises depuis plus de deux ans, permettant au président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà de la limite de deux mandats consécutifs que lui imposait la constitution, limite qui avait été atteinte le 19 décembre 2016.

Le 28 décembre 2018, le gouvernement a expulsé l'ambassadeur de l'Union européenne (UE), Bart Ouvry, avec un préavis de 48 heures. Ceci a fait suite à la décision de l'UE, le 10 décembre, de proroger les sanctions prises à l'encontre de 14 responsables congolais de haut rang.

Au cours des quatre dernières années, c'est-à-dire depuis 2011, le gouvernement a systématiquement cherché à réduire au silence, réprimer et intimider l'opposition politique, les activistes des droits humains et pro-démocratie, les journalistes et les manifestants pacifiques. Plusieurs dirigeants renommés de l'opposition ont été empêchés de se présenter à l'élection présidentielle et de nombreux dirigeants et partisans de l'opposition et activistes pro-démocratie demeurent emprisonnés ou en exil.

La désignation d'Emmanuel Ramazani Shadary comme candidat du FCC, par le Président Joseph Kabila qui ne pouvait plus se représenter à la présidentielle a donné un gage pour une alternance au sommet de l'Etat et a détendu le climat politique.

b. Opposition parlementaire

La démocratie, c'est un exécutif appuyé sur la Nation et contrôlé par une opposition parlementaire. Le doyen Vedel place ainsi l'opposition parlementaire au cœur du jeu démocratique et de l'équilibre des pouvoirs. Outre sa fonction de représentation (celle d'une minorité

du corps électoral), la raison d'être de l'opposition parlementaire réside dans l'action de contrôler la majorité parlementaire/gouvernementale et de proposer des solutions politiques alternatives. En cela, elle a vocation à exercer un contre-pouvoir politique qui tire sa légitimité du suffrage populaire (Nabli, sd).

En RDC, cette fonction a souffert de la clochardisation et la forte minorisation de l'opposition parlementaire parfois incapable de faire face à la majorité au pouvoir. Malgré cela, quelques tentatives de blocage des votes de certaines lois ont été initiées, bien qu'elles n'aboutissent pas souvent suite à la faible unité des députés de l'opposition que Kabila avait déjà réussi à diviser. Un élu de Kinshasa (Germain Kambinga) a estimé qu'il n'y avait plus d'opposition en RDC car à l'Assemblée nationale, tous les groupes parlementaires avaient eu un ou plusieurs membres dans le gouvernement.

c. Partis politiques de l'opposition

Le 5 septembre 2011, une foule de sympathisants du Président Joseph Kabila ont attaqué environ 1.000 supporters d'Etienne Tshisekedi devant le siège du parti. Ces derniers avaient réagi en mettant du feu sur un bâtiment du PPRD, et ils brûlèrent sept voitures.

Dans une confrontation contre les manifestants en juillet 2011, les agents de police ont tué par balle un civil à Kinshasa. Au début de juillet 2011, des centaines de militants de l'opposition ont manifesté devant le bureau de la CENI en réaction aux allégations faisant état d'irrégularités dans le processus d'enrôlement des électeurs (International Crisis Group, 2011). Il s'agit de partis d'opposition tels que l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) dirigé par le vétéran de la politique RD Congolaise, Etienne Tshisekedi; et le tout nouveau parti UNC (Union pour la nation congolaise) sous

la direction de Vital Kamerhe, ancien directeur de campagne du Président Kabila en 2006.

Ces deux candidats de l'opposition sont considérés comme de sérieux concurrents même si l'opposition se trouve dans un piètre état, confrontée à des problèmes de capacités internes et à l'insuffisance de fonds pour préparer les partis et les campagnes électorales. Les trois principaux partis d'opposition, à savoir : l'UDPS, l'UNC et le MLC (Mouvement de libération du Congo) n'ont pas réussi à constituer un front commun suite aux contestations de leadership, aux dissensions internes et au fait qu'ils tirent leur appui dans les mêmes zones géographiques.

Il y a également des différends entre les divers partis politiques sur le rôle électoral et la composition de la CENI. Cette dynamique entre partis reflète les problèmes qui existent à l'intérieur même des partis politiques. Depuis le début de la période électorale, il y a de nombreux rapports faisant état de querelles internes et de défections des membres allant d'un parti à l'autre. Par exemple, il y a eu des dissensions internes entre l'aile Tshisekedi et l'aile Beltchika au sein de l'UDPS. Le MLC n'a pas pu organiser son congrès prévu en avril 2011 suite aux multiples défections et expulsions.

Tous les candidats aux élections suivantes se sont engagés à accepter les résultats des élections aussi longtemps qu'elles sont jugées libres et justes. Cependant, cela n'écarte pas la possibilité de violentes réactions, surtout à l'annonce des résultats dans les circonscriptions électorales. Par ailleurs, il y a la perception selon laquelle les élections seront naturellement entachées de fraudes à cause des irrégularités constatées lors de l'enrôlement des électeurs. Cet argument sert de base au déclenchement des violences liées aux élections.

À certains endroits, il y a eu des tentatives d'intimidation des électeurs pour qu'ils choisissent un candidat plutôt qu'un autre. À Mpati et dans des villages voisins du territoire de Masisi, en province du Nord-Kivu, des observateurs ont signalé qu'un homme fort local, Erasto Ntibaturama, avait contraint des électeurs à voter pour Kabila et pour son propre fils, Bahati Batunganya, alors candidat aux élections législatives, au compte du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), ancien groupe rebelle désormais inscrit comme parti politique.

Après la disqualification de certains candidats à la présidentielle, notamment Jean-Pierre Bemba, et l'empêchement de Moïse Katumbi de rentrer en RDC pour soumettre sa candidature, 7 partis et regroupements politiques de l'opposition ont signé le 12 novembre 2018 à Genève, un accord créant la plateforme électorale « Lamuka » et désignant Martin Fayulu comme candidat commun.

Moins de 24 heures après cette désignation, deux de ses signataires, à savoir l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) et l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) s'en sont retirés et ont subséquentement signé leur propre accord le 23 novembre 2018 à Nairobi, créant une plateforme électorale dénommée Cap pour le Changement (CACH), avec Félix Tshisekedi comme candidat commun.

d. Mouvements citoyens

Le 27 janvier 2011, la police et l'armée ont dispersé des manifestations organisées par deux groupes de jeunes qui collectaient des signatures pour faire une pétition en faveur de l'annulation de la révision de la Constitution. C'était dans les environs de Furu et Katwa à Butembo, au Nord-Kivu.

e. Acteurs internationaux

Les efforts diplomatiques pour pousser Kabila sur la voie de la transition devraient mêler pressions et incitations. En premier lieu, les dirigeants africains, et en particulier le gouvernement angolais, devraient continuer à faire savoir au président qu'il se retrouverait isolé sur le continent s'il briguait un troisième mandat.

Ensuite, les puissances occidentales devraient menacer d'infliger de nouvelles sanctions à l'entourage de Kabila et à ses intérêts financiers s'il se déclarait candidat aux élections, ou s'il manifestait l'intention de les reporter. Enfin, le président devrait être rassuré sur le fait qu'il peut partir en toute dignité et que sa sécurité sera garantie. Sous la pression internationale et nationale, les autorités congolaises ont adopté en novembre 2017 un calendrier électoral fixant la date des élections au 23 décembre 2018.

La communauté internationale a harcelé le régime Kabila jusqu'à l'amener à organiser les élections sans le soutien de cette première. Une pression énorme a été exercée sur le régime allant jusqu'aux sanctions internationales de certains caciques du régime tel que Emmanuel Ramazani Shadary alors dauphin de Joseph Kabila.

Ces sanctions consistent en un gel d'avoir et une interdiction de visa pour l'Union européenne (Espace Schengen). Tout cela a un effet psychologique non négligeable, sur le comportement des électeurs, surtout les indécis parmi les intellectuels qui, désormais, doivent décider d'apporter leur voix au candidat qui ne leur crée pas le doute : « À quoi bon voter pour un candidat qui n'a aucune assurance d'exercer pleinement son mandat du

fait des sanctions internationales et d'autres menaces potentielles de poursuite, notamment celles de la Cour pénale internationale? »

Les défenseurs des droits humains qui tentaient de suivre de près l'évolution de la situation en cette période préélectorale ont également fait l'objet de menaces qui faisaient augmenter le climat d'intimidation. Un groupe qui s'est baptisé Baobab 33 a envoyé des courriels à 10 défenseurs des droits de l'homme connus à Goma, les accusant de s'opposer au RCD, un ancien mouvement rebelle autrefois appuyé par le Rwanda et reconverti en parti politique. Ils ont fait savoir qu'ils ne « baisseraient jamais leurs couds pour qu'ils soient coupés » par des militants.

f. Actions populaires et violences électorales

Longtemps en souffrance suite à un social abandonné par le régime au pouvoir, la population congolaise en général et celle du Nord-Kivu et de Kinshasa en particulier, était devenue hostile au pouvoir.

Dans cette situation, elle était obligée de répondre aux appels à manifestations ou aux villes mortes des opposants. Des journées entières ont été caractérisées par des échauffourées opposant population et police urbaine. Des scènes de barricades des routes suivies de jets de projectiles entre policiers et manifestants ont causé dans les grandes villes du Nord-Kivu des dégâts énormes en termes de morts, de blessés par balles, d'arrestations, d'incendies de véhicules, de bureaux vandalisés, d'armes perdues...

Ces actions considérées comme des actes de triomphe de l'opposition sur le pouvoir ont fait le tour des médias, les uns criant à la victoire, les autres à l'échec.

g. Décisions politiques et violences électorales

Plusieurs manifestations n'étaient pas autorisées par le pouvoir qui n'hésitait pas à les réprimer malgré le principe constitutionnel qui consacre le droit à manifester après en avoir seulement informé l'autorité de la juridiction où la manifestation aura lieu. Dans cette condition, on observait un bras de fer entre ceux qui souhaitaient manifester et le pouvoir, chaque groupe campant sur sa position.

Dans ce bras de fer entre opposition et pouvoir, on a vu les mouvements citoyens tels que la LUCHA, FILIMBI et les partis d'opposition, invoquant le principe de l'équité et cherchant à se défaire des années de dictature, commettre des formes de violences comme des manifestations violentes dans les rues, des incidents criminels et destruction des biens (sous commissariats de police incendiés, armes emportées) pour répondre à la violence initiée par l'État.

1.1.4. Parti politique

Un parti politique est un groupe de personnes possédant des idées politiques communes et réunies en association. Il peut chercher à influencer le gouvernement en place en le soutenant si celui-ci en est issu, ou en s'y opposant. Il nomme également ses propres candidats aux différentes élections et en tentant d'obtenir des mandats politiques. Un parti politique peut aussi influencer l'opinion publique. Il peut être présent au parlement.

Plus généralement, la notion de parti politique possède deux définitions. La première, d'ordre idéologique, est presque synonyme de fraction : il s'agit, pour reprendre les termes de Benjamin Constant, d'une « réunion d'hommes qui professent la même doctrine politique ». La seconde, d'ordre institutionnel, le tient pour un élément essentiel du jeu démocratique : « elle consiste à saisir le parti politique en tant que forme

politique, structure d'organisation de la démocratie » (Ngasha, 1977).

1.1.5. Mouvements citoyens

Un mouvement citoyen n'est autre qu'un regroupement civique qui mobilise la population et implémente des actions collectives en vue de la défense de leurs intérêts communs, au-delà de toute considération d'ordre sectoriel. Cela veut dire que les activités menées par les mouvements citoyens ne sont pas partisans et répondent à la logique de soulever les aspirations de la communauté longtemps abandonnées par les dirigeants.

Alors que le mot démocratisation domine le discours scientifique, politique et culturel depuis les années 1990 après l'échec des partis-États issus de la guerre froide après les indépendances, ce processus visait à décentraliser et dépouiller l'État de certaines charges et fonctions publiques. Cela se traduit par l'ouverture de l'espace politique en proclamant le multipartisme et le pluralisme politique.

Le Président Mobutu Sese Seko fut contraint de lâcher sous pression interne et externe en s'exclamant : « comprenez mon émotion ! » En d'autres termes, de nouveaux acteurs devaient faire leur entrée dans la scène politique, et leurs voix ainsi que celles des organisations de la société civile devaient commencer à être entendues afin de participer activement à la gouvernance. En 2012, en plus de structures citoyennes déjà existantes, la LUCHA (Lutte pour le changement), un mouvement citoyen, est lancée à Goma comme une forme nouvelle d'organisations de la société civile et se propose de lutter, entre autres, pour le respect de la loi fondamentale.

1.1.6. Démocratie

Comme l'atteste Ndongo Samba Sylla²⁶, « *Demokratia* est composé de deux termes : *Demos* et *Kratos*. *Demos*, à l'origine, ce n'est pas le peuple dans son entièreté mais plutôt les citoyens pauvres. La catégorie de citoyen se définissait par rapport aux trois ensembles qu'il excluait : les métèques (ou étrangers libres), les femmes et les esclaves. Quant à *Kratos*, il ne fait pas référence au pouvoir, ou au gouvernement. Il désignait plutôt une force brutale. *Demokratia* évoquait ainsi le régime politique où s'exerce la puissance réputée illégitime des citoyens pauvres. »

Deux idées animent, en principe, la société démocratique dont l'unité en démocratie qui tient à la reconnaissance à chaque individu et à tous les individus des droits fondamentaux et la diversité (ou pluralisme) consistant en l'acceptation des différences ou à la reconnaissance non seulement des minorités, mais aussi des différences qui doivent pouvoir s'exprimer en toute matière et de toute manière (Poncelet, 1993).

1.1.7. Police

La police est un ensemble des mesures ayant pour but de garantir l'ordre public. Il s'agit également d'un groupe d'individus qui a pour but d'assurer la tranquillité, la salubrité et la sécurité publique par des mesures préventives.

Pour y arriver, il est organisé différentes formations pour le compte de la PNC afin de la rendre professionnelle, respectueuse des droits de l'homme, une police de proximité fait que les dégâts causés par la police lors des manifestations soient aujourd'hui minimales. Différentes dotations pour faire face aux manifestants constituent aussi une force pour la police d'atteindre son objectif de

²⁶ S.NDONGO SAMBA, « La problématique de la démocratie en Afrique : un examen critique », in *Regards croisés*, n° 40, Goma, Pole Institute, 2022.

rétablissement de l'ordre public. Avec le processus de réforme de la police nationale congolaise et des services de sécurité, nous pensons que la police sera capable d'accomplir sa mission et de limiter les dégâts sur la population.

Bien que respectueuse des droits de l'homme, bien que professionnelle, la police nationale connaît quelques faiblesses qui la poussent à user d'une force excessive pendant les manifestations.

Les dérapages de la Police Nationale Congolaise sont souvent dus au nombre d'agents ou d'éléments de la police négligeable ou insignifiant pour faire face aux agressions des manifestants, les matériels mis à la charge ou à la disposition des éléments de la police pour faire face aux manifestants sont soit inexistantes soit en quantité insignifiante. Selon les normes, il faut un ratio d'au moins 1 élément pour 250 personnes ou 270, voire 300. En face des milliers de manifestants agresseurs, la police n'a d'autre choix que d'utiliser une force excessive contre les manifestants.

a. *Rôle drôle de la Police nationale congolaise face aux violences électorales au Nord-Kivu*

La Police Nationale Congolaise, par le décret N°05/026 du 06 Mai 2005 portant plan opérationnel de la sécurisation du processus électoral a été chargée, avec le concours de l'Armée et d'autres services en vue de sécuriser ledit processus.

L'Article 11 du même décret confie à chaque province de la République Démocratique du Congo, la mission de sécurisation du processus électoral. Quant à l'article 2 du décret susdit, il fait de la Police Nationale l'artisan principal de la sécurisation électorale, en stipulant ceci : « Ce plan opérationnel s'appuie essentiellement sur la Police Nationale Congolaise », c'est-à-dire, la responsabilité de la Police Nationale est

particulièrement lourde en province du Nord-Kivu où ce grand nombre de milices armées trompent souvent la vigilance des services de sécurité. Les forces vives jettent le dévolu sur tous les politiciens à position équivoque. Cela est dû au fait que les partis politiques sont pour la plupart des émanations des composantes jadis en conflit pendant les différentes rébellions. Par ailleurs, ces formations politiques-là se caractérisent par une tendance à ne pas tolérer la présence de l'autre, constituant une menace au processus électoral. D'où plusieurs violences aussi bien avant, pendant et qu'après les élections.

b. Missions spécifiques de la Police nationale congolaise et différents services de sécurité

Les articles 23, 24, 26 à 31 du décret évoqué ci-haut indiquent les missions spécifiques de la Police Nationale Congolaise et d'autres services de sécurité (Décret N°05/026 du 06 Mai portant plan opérationnel de sécurisation du processus électoral). Il s'agit de :

- Maintenir et rétablir l'ordre et la tranquillité publique à l'intérieur du pays durant le processus électoral ;
- Assurer la protection des institutions et des hautes autorités de la transition ;
- Assurer la sécurité du personnel, du matériel, des installations et prendre les mesures requises pour le bon fonctionnement des campagnes, des différents scrutins et investitures sur l'ensemble du pays ;
- Assurer la protection des autorités et institutions publiques ;
- Renseigner la hiérarchie.

Conformément à l'article 182 de la Constitution de la RDC, la Police Nationale Congolaise est chargée de la sécurité publique, de la sécurité des personnes et de leurs biens, du maintien et du rétablissement de l'ordre public

ainsi que de la protection rapprochée des hautes autorités (Constitution de la RDC).

c. *Rôle de la Police Nationale Congolaise et des observateurs citoyens dans la réduction de la violence par la médiation populaire*

La police et beaucoup d'organisations citoyennes de surveillance ont travaillé à la réduction des risques de violence électorale à travers multiples stratégies et méthodes, y compris, par exemple, les campagnes d'éducation des électeurs mettant en valeur l'acceptation, la tolérance et des élections pacifiques ainsi que d'autres messages antiviolences.

Des efforts citoyens de surveillance électorale sont les faits de larges coalitions ; ces dernières sont bien placées pour promouvoir le dialogue au sein des communautés en facilitant des événements tels que des forums ou des tables rondes autour des élections, afin de favoriser la communication, le partage d'informations et l'établissement d'un consensus. Certains groupes de surveillance peuvent même former leurs OLT aux méthodes de règlement des différends afin qu'ils soient en mesure d'arbitrer les conflits au niveau local (GNDEM, sd).

Bien que cette section mette en évidence trois méthodes utilisées pour réduire le potentiel des violences électorales, il est essentiel que les groupes engagent un processus de planification stratégique pour déterminer quelles stratégies, quelles méthodes et quelles tactiques sont les mieux adaptées au contexte du pays et aux ressources disponibles. Cela implique que soient suivies la plupart des étapes décrites dans la sous-section de la section 1 « Planification : stratégie, portée et durée », y compris l'évaluation des tensions sous-jacentes et des causes de violence dans le pays, en déterminant les mécanismes de déclenchement et points de tensions

potentiels des cycles électoraux, en identifiant les zones géographiques à haut risque et en élaborant une stratégie qui prenne tout ceci compte.

1.2. Aperçu sur le processus démocratique en République démocratique du Congo

Le processus démocratique en Afrique en général, et en RDC en particulier a introduit dans le pays, depuis les années 90 avec l'instauration du multipartisme, une nouvelle dynamique, celle de l'émergence des systèmes politiques fondés sur de nouveaux principes : le pluralisme, l'alternance et l'état de droit.

Grâce au processus démocratique en RDC, la parole est libérée. Mais, il reste certes, à l'éducation selon les normes, la rationalité et les codes de bonne conduite acceptés ici et là par les peuples concernés. Par ailleurs, le processus démocratique a contribué à repositionner non seulement l'Afrique, mais aussi la RDC dans la scène internationale.

Malgré ces impacts mesurables et significatifs du processus démocratique en RDC, les perspectives de son devenir et de sa pérennisation semblent dépendre des facteurs multiples et multiformes. Or, le pays est immense et présume une gamme assez variée de situations pleines de surprises et de suspens qui, parfois, déroutent les chercheurs. Il nous faut alors élaborer une approche méthodique pour avoir un modèle d'analyse fondé sur des données fiables qui permettent de répondre aux différents cas inscrits au fur et à mesure que les faits s'accumulent.

Dans cette approche, il s'agit d'identifier la dynamique du processus démocratique, les atouts et les handicaps du processus démocratique en RDC.

Il résulte que la dynamique du processus démocratique en RDC se caractérise par une situation de crise de trois ordres dont : économique, social et idéologique.

Quant à l'ordre économique, le programme d'ajustement structurel et la dévaluation du Franc Congolais ; pour ce qui est de l'ordre social, l'augmentation de la masse de pauvres ; et concernant l'ordre idéologique on, assiste au libéralisme économique qui donne de la démocratie une fausse interprétation, celle selon laquelle chacun peut faire ce qu'il veut.

Au point de vue des atouts et handicaps du processus démocratique en RDC, on peut mentionner à titre d'exemple :

La décentralisation du processus prescrite par la constitution de la RDC du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi n° 11 /002 du janvier 2011, portant révision de l'article 3 qui stipule « les provinces et les entités décentralisées de la RDC sont dotées de la personnalité juridique... (Guide Electoral, sd).

L'existence de la Commission de défense des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie (CNDH et CBSA) pour la culture démocratique.

Le multipartisme constitue également un des atouts de la démocratisation. Après étude et analyse approfondie, nous avons constaté que bien que ce soit un atout pour la démocratie en RDC, le projet de décentralisation a été politisé, et les revendications à la base à propos du découpage de nouvelles provinces et de nouveaux territoires constituent, d'une certaine manière, un frein.

À titre d'exemple, il n'y a pas de maison, d'aéroport, d'infrastructure pour le bureau de défense ; il n'y a non plus pas d'école ni de radio dans certaines provinces.

L'institution des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie sont limitées par leur mode d'activité à Kinshasa. Il faut à cet effet, trouver les formes de communication qui touchent toutes les couches de la population.

En conséquence, considéré du point de vue de sa pratique, le processus démocratique en RDC présente des signes de dysfonctionnement dus à la présence dans la société civile et politique d'éléments perturbateurs de l'éclosion de la démocratie. Ainsi, par exemple, l'inquiétude au niveau de la survie du processus démocratique en RDC grandit quand on considère l'administration du pays où le renouveau est toujours attendu. Cette administration continue d'être essentiellement caractérisée par la corruption, le manque d'initiative et l'absence de la conscience professionnelle.

D'une manière générale, des urgences se doivent d'être faites en vue de la transformation qualitative du processus démocratique. Par ailleurs, la démocratie en RDC doit sa survie à la conjugaison des principes universels et sensibilités africaines fondées sur la liberté, la participation et le consensus. C'est dans cette optique que les flux internes et externes doivent s'allier pour donner au processus démocratique congolais ses lettres de noblesse, ses marques d'originalité.

Ainsi, on peut arriver dès lors, à l'élaboration du cadre d'enracinement du processus démocratique en :

- Amenant la population à s'intéresser à la chose publique comme citoyens conscients et informés, au lieu de demeurer une clientèle politique sollicitée seulement à l'occasion des élections. Pour ce faire, il faut que l'État réalise la démocratie à la base, et qu'il décentralise effectivement le pouvoir politique.
- Faisant un choix judicieux du mode de scrutin susceptible d'intégrer des facteurs comme le pluralisme politique, l'analphabétisme, la multi-

nationalité dans l'œuvre d'édification d'un État démocratique. Ce choix doit tenir compte de la persistance de la conception patrimoniale du pouvoir, de l'absence d'une conscience d'appartenir à une même nation, le déséquilibre des régions et la grande hétérogénéité linguistique et culturelle.

- Défendant le consensus issu de la conférence nationale souveraine et utilisant la technique de consensus comme procédé démocratique de décision.
- Promouvant une culture démocratique s'appuyant sur l'alternance au pouvoir. Ceci suppose un changement de comportement, de langage et de mentalité, tant utiles pour l'enracinement de la démocratie.
- La promotion de la justice sociale est la meilleure répartition des fruits de la croissance.

La RDC n'est pas à la marge de la démocratie ; elle doit, tout en s'appuyant sur les valeurs universelles de la démocratie, apporter la marque de son originalité. C'est pourquoi le processus démocratique en RDC doit perdurer et s'enraciner ; c'est-à-dire qu'il s'agit de renverser un processus formel, de modifier le comportement et de faire connaître aux citoyens leurs droits. C'est ce citoyen informé qui peut être un acteur pour le développement, un acteur pleinement pénétré des enjeux de la démocratie. Après avoir développé longuement les théories sur le processus actuel de la démocratie en RDC, il appert de faire un pas en arrière pour voir comment ce processus démocratique était avant l'indépendance et pendant la deuxième République.

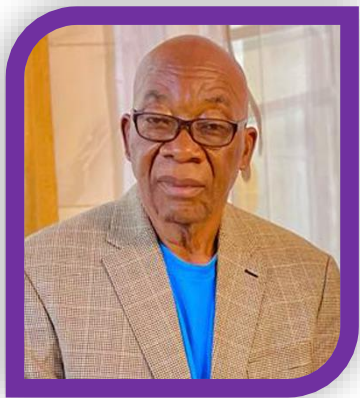
Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

Chap.VI. APPLICABILITÉ DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE EN AFRIQUE FRANCOPHONE AU XXI ÈME SIÈCLE, CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

**Par Docteur Florent Pépé Paul BATUPA
MUSESEKA KAMULETE, PhD**

I. Biographie

L'Auteur est porteur de Diplôme d'Etudes Supérieures (CIESA/Canada) et une Thèse Doctorale en Droit Internationale et



et Humanitaires de MIIBS-URH de l'Université Renaissance de Haïti 2014, Détenteur de Double Licences en Droit Privé-Judiciaire de l'Université Ouverte-CIDEP/GOMA 2008 et en Management de l'Université du

CEPROMAD « UNIC-ISGEA/BUKAVU 1995 » et

Diplômé en Criminologie à l'Ecole de Criminologie de Ministère de la Justice et Garde des Sceaux 1983. Enseignant d'Universités et Chercheur Indépendant, Recteur Honoraire à l'UHTGL/GOMA, Inspecteur de Police Judiciaire des Parquets du Nord-Kivu/Goma au Parquet Général de Goma.

II. Compréhension de la justice

Le succès de la justice traditionnelle ne montre aucun signe d'affaiblissement et devient au contraire un des éléments clé du discours de la politique de transition du XXI siècle, comme le montrant l'incorporation des politiques des outils et des programmes de justice traditionnelle dans les opérations de consolidation de la paix et les processus de démocratisation pour le Nations Unies (ONU) et par de nombreuses organisations de promotion de la démocratie locale et internationale. Il conviendrait de se demander si cette tardive reconnaissance de la place de l'homme dans le processus de développement n'est pas un camouflet à l'intelligence à la limite, une sorte de crime contre l'humanité, bien plus horrible que les génocides ethniques, les guerres de religion, les razzias esclavagistes ou les camps de concentration.²⁷

L'auteur de ce livre nous montre qu'avant de réfléchir sur les relations entre la justice transitionnelle et la politique implique que ces deux notions doivent au moins être précisées. Le concept de justice transitionnelle soulève tout d'abord la question de sa délimitation et de sa définition. L'approche retenue est celle de la globalité participante à la justice transitionnelle dans les pays où les violations des droits humains sont commises pendant toutes les périodes des guerres et des marches civiles. De ce fait, la justice transitionnelle parait indissociable de la politique dans la mesure où elle intervient dans le contexte spécifique de la transition et enfin elle met en

²⁷ Hubert Gerard (1990), intégrer population et développement, chaire Quetelet, Editions Academia-Harmattan, P185

œuvre des procédures spécifiques dont l'organisation ne s'insère pas toujours dans le cadre des institutions judiciaires.

Lors des procès des criminels de guerre nazis, les Etats vainqueurs et plus spécialement les Etats Unis, se sont posé en champions du droit et vont définir pour les décennies de la Guerre froide, les valeurs et les principes de la justice internationale. Il s'agit d'un processus normatif qui leur permet de s'émanciper des conventions de Genève et du droit international humanitaire. La seconde guerre mondiale dans sa gestion de la justice internationale fait alors office de tribunal de l'histoire. Les pays vainqueurs souhaitent condamner pour que l'on n'oublie pas les images d'horreur filmées lors de la découverte des camps, mais il convient d'élaborer une stratégie pénale qui aura vocation à être réutilisée par les futures générations. La portée universelle de ces procès donne une dimension de vérité et de réconciliation qui vont altérer le rapport au droit dans la construction d'une vérité historique.

La justice transitionnelle fondée sur ces bases va prétendre répondre aux crimes du passé et aux violences du présent avec comme objectif principal la construction d'une communauté nationale. Elle connaît une montée en puissance en s'internationalisant dès le début des années 1980. Les normes juridiques internationales forment le socle de la justice transitionnelle qui vise à établir clairement le contenu concret des obligations des Etats et des autres acteurs en matière de justice transitionnelle.

Dans ce domaine, il existe des obligations juridiques incontestables pour les Etats, qui sont définies en fonction des cinq piliers du mandat : Vérité, justice, réparations, garanties de non-répétition et commémoration. Ces obligations découlent du devoir général et de garantir les droits de l'homme, qui lient tous les Etats. M.Salvioli a dit observer « avec beaucoup

d'inquiétude la réalité de nombreux processus de justice transitionnelle, qui échouent en raison de décision politique se traduisant par la délégitimation des processus de recherche de la vérité, l'impunité et le maintien des cadres institutionnels qui ont favorisé les violations des droits humains »

Les approches soulevées par Dr Pépé Florent BATUPA nous amènent à une prise de conscience de toute la communauté nationale comme internationale d'intérioriser leur façon d'agir ensemble sachant que nous sommes tous des pèlerins sur la terre au lieu de croire que la terre vous appartient seule, il faut réfléchir avant d'agir contre votre semblable. En d'autres termes, les nombreux acteurs des chantiers de construction ou de reconstruction d'Etats démocratiques, dans des situations post-conflit ou non, rend la justice transitionnelle pertinente dans de très nombreux cas. Même si les statistiques concernant son efficacité sont à priori encourageantes, il appartient à chaque Etat à déterminer quelques dispositifs qui seront le mieux à même de lui permettre d'atteindre ses objectifs. Afin d'éviter de causer des déceptions parmi les victimes de la violence, l'Etat doit aussi s'assurer que le public soit bien informé quant aux buts et aux limites de ces dispositifs. Les violations graves des droits humains sont malheureusement une séquence fréquente des conflits armés et des régimes répressifs. En effet, ces derniers trouvent leur source dans un climat d'impunité et participent à son renforcement. Au lendemain d'une crise, la reconstitution d'une société fasse par la prise en compte de ces atrocités.

La justice transitionnelle désigne l'éventuel des outils existants, judiciaire ou non, pour mener à bien cette mission. Bien qu'elle porte sur le passé, la justice transitionnelle a aussi un objectif prospectif puisqu'elle

apaise les blessures, encourage le dialogue social et renforce l'Etat de droit.

Idéalement, elle aborde les missions sous-jacentes des conflits, telles que les inégalités et la discrimination pour prévenir le retour des violences et construire une paix durable. Un défi mobilisateur montre qu'élargir les possibilités de l'homme et assurer la formation de capacités personnelles lui permettant d'exploiter au mieux ses talents et ses ressources, voilà un défi autrement plus mobilisateur que simplement accroître les richesses matérielles.

La textualisation des droits de l'homme joue un important rôle politico-symbolique, qui est de faire connaître l'Etat ou le Gouvernement comme une instance qui s'identifie avec les attentes normatives exprimées dans les dispositifs constitutionnels correspondants.

Maitre Christian NGOY

III. Contexte et justification

L'étude sur la justice transitionnelle en République démocratique du Congo (RDC) revêt une importance capitale compte tenu de la situation des droits de l'homme et des conflits armés qui sévissent dans le pays. Les statistiques sont alarmantes et soulignent la nécessité d'agir pour assurer la stabilité et la justice.

En ce qui concerne les droits de l'homme en RDC, les chiffres révèlent une réalité inquiétante. Selon le rapport annuel de l'ONU sur les violations des droits de l'homme, en 2020 seulement, plus de 8 500 cas de violations graves ont été enregistrés, dont des exécutions extrajudiciaires, des viols, des tortures et des enlèvements. Parmi ces violations, les femmes et les enfants représentent une proportion significative, subissant des violences sexuelles et étant recrutés de force par des groupes armés. La

liberté est sans conteste un des biens les plus précieux par l'homme et on peut admettre sans beaucoup de difficultés qu'il ne peut y avoir de développement humain sans la liberté pour les individus d'opérer des choix, de réaliser leurs projets et de développer toutes leur potentialité, puisqu'il s'est avéré que même le développement économique avait peu de chances de se produire dans un contexte de privation de libertés individuelles Fidel Castro disait qu'il ne voulait ni la liberté sans pain, ni le pain sans liberté ?

Le braquage des projecteurs sur l'homme, plutôt que sur l'argent, les investissements, la production ou l'état, est une des meilleurs choses qui pourrait arriver à l'humanité et l'idée selon laquelle les structures sociales doivent être jugées à l'aune de l'épanouissement des hommes²⁸.

Parallèlement, la RDC est confrontée à des conflits armés persistants qui exacerbent la situation déjà précaire des droits de l'homme. Selon les données de l'ONU, la RDC a été le théâtre de plus de 120 groupes armés actifs en 2020, ce qui a entraîné le déplacement de plus de 1,2 million de personnes à l'intérieur du pays. Ces conflits ont des conséquences dévastatrices sur la population civile, qui est prise au piège entre les violences des groupes armés et les représailles des forces de sécurité.

Face à cette réalité, une étude approfondie sur la justice transitionnelle en RDC s'impose. La justice transitionnelle vise à garantir l'établissement de la vérité, la responsabilité des auteurs de violations des droits de l'homme, la réparation des victimes et la réconciliation nationale. En menant une telle étude, il sera possible d'analyser les mécanismes existants, d'identifier les lacunes et de proposer des recommandations concrètes pour renforcer le système de justice congolaise.

²⁸ PNUD(1990), rapport mondial sur le développement humain,P35

L'étude sur la justice transitionnelle en RDC se justifie par la nécessité de mettre un terme à l'impunité qui persiste dans le pays.

En fournissant des preuves tangibles des violations des droits de l'homme et des conflits armés en RDC, cette étude fournira une base solide pour plaider en faveur de l'action et de la mobilisation internationale. Il est essentiel de garantir que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice et que les victimes obtiennent justice et réparation.

0.1 . Contexte

Le contexte d'une recherche désigne l'ensemble des circonstances, des informations et des facteurs qui entourent et influencent un sujet spécifique de recherche. Il englobe les antécédents, les problèmes et les questions liées à la recherche, ainsi que les aspects socioculturels, historiques et politiques qui ont un impact sur le sujet étudié. Le contexte permet de situer la recherche dans un cadre plus large et de comprendre les enjeux qui y sont associés. Il aide également les chercheurs à formuler des questions pertinentes, à interpréter les résultats et à évaluer l'impact de leur travail.

« Le contexte politique et social dans lequel la justice transitionnelle est mise en œuvre peut avoir un impact significatif sur son efficacité et sa légitimité. ».²⁹

Le contexte général de l'étude est la période post-conflit de la RDC, marquée par des violations massives des droits de l'homme, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'étude vise d'analyser si les mécanismes de justice transitionnelle, tels que les tribunaux spéciaux, les commissions de vérité et les programmes de

²⁹ Ndulo, Muna, «Transitional Justice in Societies Emerging from Conflict : A Focus on Africa », Journal of International Criminal Justice, vol. 5, no. 3, 2007, p. 96

réparation, peuvent être appliqués de manière effective et appropriée dans ce contexte spécifique.

L'étude explore les défis, les possibilités et les limites de la mise en œuvre de la justice transitionnelle en Afrique francophone en général et en RDC en particulier. Elle examine les dimensions politiques, sociales et culturelles qui influencent la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle, ainsi que les résultats obtenus jusqu'à présent. L'étude peut également proposer des recommandations sur la manière d'adapter les approches existantes pour répondre aux besoins spécifiques de la RDC et des autres pays d'Afrique francophone confrontés à des défis similaires.

0.2 . Justification de l'étude

La justification d'une étude fait référence à la raison ou au motif pour lequel cette étude est entreprise. Il s'agit d'expliquer pourquoi la recherche est importante, pertinente ou nécessaire, en mettant en avant les lacunes dans les connaissances actuelles, les enjeux sociaux ou scientifiques, les applications pratiques ou les avantages potentiels de l'étude.

« La justification de la justice transitionnelle en Afrique francophone repose sur la nécessité de rompre avec l'impunité et de permettre une réconciliation durable. ».³⁰ L'étude sur l'« Applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXI ème siècle, cas de la RDC » est justifié pour plusieurs raisons. D'abord, la justice transitionnelle est un domaine de recherche et d'application en constante évolution, et il est important d'évaluer son applicabilité dans différents contextes, notamment en Afrique francophone.

³⁰ Mfouma, 2009, Justice transitionnelle et reconstruction de l'État en Afrique francophone : le cas de la République démocratique du Congo. Politique africaine, (115), 31-49, p. 35

Ensuite, la RDC a traversé des décennies de conflits armés, de violences et d'impunité, ce qui en fait un cas d'étude pertinent pour examiner l'efficacité de la justice transitionnelle dans la résolution de ces problèmes. En analysant le cas spécifique de la RDC, le mémoire peut mettre en lumière les défis et les opportunités spécifiques auxquels sont confrontés les pays africains francophones lorsqu'ils essaient d'appliquer des mécanismes de justice transitionnelle.

De plus, la question de l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone est particulièrement pertinente au XXIème siècle, car de nombreux pays de la région sont engagés dans des processus de transition démocratique ou de sortie de conflits armés. Comprendre si et comment la justice transitionnelle peut être adaptée et mise en œuvre efficacement dans ces contextes est essentiel pour favoriser la réconciliation, la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

Enfin, étudier l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone contribue également au développement d'une compréhension plus globale de cette approche et de ses limites. Les résultats et les recommandations du mémoire pourraient être utilisés par les décideurs politiques, les praticiens et les chercheurs travaillant dans le domaine de la justice transitionnelle afin de renforcer les processus de justice et de réparation dans d'autres pays francophones d'Afrique.

En résumé, cette étude sur l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle est justifiée par l'importance de comprendre comment cette approche peut contribuer à résoudre les problèmes de violence, d'impunité et de conflits dans la région et peut informer les efforts de justice transitionnelle dans d'autres pays francophones d'Afrique.

IV. Problématiques

La problématique d'une recherche se réfère à la question centrale ou au problème que le chercheur tente de résoudre ou d'explorer à travers son étude. Elle peut être considérée comme la raison d'être de la recherche et définit les objectifs et les limites de l'étude.

La problématique doit être clairement formulée et précise afin de guider la recherche et d'orienter la collecte de données et l'analyse. Elle doit également être pertinente et significative, c'est-à-dire qu'elle doit répondre à une lacune existante dans les connaissances, fournir des informations utiles ou susciter un intérêt académique ou pratique.

Dans le cadre de cette étude, nous proposons la problématique suivante :

1. Quelle est l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, en se concentrant sur le cas de la RDC ?

V. Hypothèses

L'hypothèse d'une recherche est une proposition ou une supposition préliminaire qui est testée lors d'une étude ou d'une enquête. Elle constitue la prédiction ou l'explication que le chercheur tente de vérifier ou de mettre en évidence à travers sa recherche.

La problématique ci-dessus appelle les hypothèses suivantes :

1. L'application de la justice transitionnelle en Afrique francophone, spécifiquement en RDC, peut contribuer à la réconciliation nationale et à la consolidation de la paix après des décennies de conflits armés.
2. Les défis politiques, socio-économiques et culturels spécifiques aux pays africains francophones peuvent influencer l'effectivité de la justice transitionnelle dans ces contextes.

3. Une implication active des acteurs locaux, notamment des victimes et des communautés, dans la mise en œuvre et la conception des mécanismes de justice transitionnelle peut renforcer l'efficacité de ces processus en Afrique francophone, y compris en RDC.

4. Les succès et les échecs de la justice transitionnelle dans d'autres pays africains anglophones ou lusophones peuvent fournir des leçons et des références utiles pour l'application de cette approche en Afrique francophone, en RDC en particulier.

5. Une coordination et une collaboration efficaces entre les différents acteurs nationaux, régionaux et internationaux sont essentielles pour soutenir et renforcer la justice transitionnelle en Afrique francophone, en RDC en particulier.

VI. Objectif

0.6.1 Objectif général

L'objectif général d'une étude scientifique est le but global que les chercheurs cherchent à atteindre en menant leur recherche. Il définit la question principale ou l'objectif global de l'étude, et guide la direction et la portée de la recherche.

« L'objectif général de la justice transitionnelle est de s'attaquer aux violations des droits de l'homme commises pendant les conflits armés et les régimes autoritaires, afin de créer une société juste et démocratique ».³¹

L'objectif général de l'applicabilité de la justice transitionnelle en RDC est le suivant :

✓Évaluer et analyser l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, en se concentrant sur le cas spécifique de la République

³¹ Brahimi, L., & Dyzenhaus, D. (eds.). 2013, *The Oxford Handbook of Transnational Criminal Law*, p. 25.

démocratique du Congo (RDC), afin de comprendre les défis, les opportunités et les leçons apprises dans la mise en œuvre de cette approche dans la région, et de formuler des recommandations pour renforcer sa contribution à la réconciliation, à la responsabilité et à l'établissement d'un État de droit solide.

Cet objectif général vise à fournir une compréhension approfondie de la manière dont la justice transitionnelle peut être adaptée et mise en œuvre de manière efficace et pertinente dans les contextes africains francophones du 21^{ème} siècle, en mettant en évidence le cas de la RDC comme étude de cas. L'objectif est également de formuler des recommandations pratiques pour les décideurs politiques et les acteurs impliqués dans la justice transitionnelle afin d'améliorer sa mise en œuvre et ses résultats dans la promotion de la réconciliation, de la responsabilité et de l'État de droit.

0.6.1 Objectifs spécifiques

L'objectif spécifique d'une recherche fait référence à un but précis et détaillé que le chercheur souhaite atteindre dans le cadre de son étude. Il s'agit généralement d'une étape intermédiaire ou d'un résultat concret qui contribue à la réalisation de l'objectif général de la recherche. « L'objectif spécifique de la justice transitionnelle est de répondre aux besoins des victimes en termes de vérité, de justice, de réparation et de garanties de non-répétition. »³² Ces Objectifs sont :

1. Analyser les principes et les méthodes de la justice transitionnelle et leur pertinence dans le contexte africain francophone au XXI^{ème} siècle.
2. Examiner les défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays d'Afrique francophone dans la

³² Teitel, R.G., 2003, « Transitional Justice Genealogy », Human Rights Quarterly, 25(2), p. 28.

mise en œuvre de la justice transitionnelle et identifier les facteurs qui favorise ou entrave son applicabilité.

3. Évaluer l'expérience de la RDC en matière de justice transitionnelle, en examinant les approches et les mécanismes utilisés, les résultats obtenus et les leçons apprises.
4. Explorer les perspectives et les recommandations pour améliorer l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone, en prenant en compte les particularités culturelles, politiques et socio-économiques des pays de la région.
5. Fournir des suggestions concrètes aux décideurs politiques et aux acteurs impliqués dans la justice transitionnelle en Afrique francophone, afin de renforcer cette approche dans la promotion de la réconciliation, de la responsabilité et de l'État de droit.

VI. Choix et Intérêt du sujet

Le choix et l'intérêt du sujet d'une étude fait référence à la raison pour laquelle un sujet spécifique a été choisi pour l'étude, ainsi que l'intérêt et la pertinence de ce sujet par rapport à la recherche ou à la question de recherche. Cela implique généralement de justifier pourquoi le sujet est important, comment il contribue à la littérature existante, et pourquoi il mérite d'être étudié. C'est une étape cruciale dans la planification et la conception d'une étude de recherche.

« Le choix du sujet est crucial dans le processus de justice transitionnelle, car il définit les questions à poser, les preuves à rechercher et les victimes à considérer »³³

Le choix du sujet de l'étude intitulée «Applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème

³³ NTAGANDA, Jean-Marie. Justice transitionnelle en Afrique : Approche critique et dimensions contextuelles, Paris : L'Harmattan, 2018, p. 42.

siècle, cas de la RDC» est pertinente et présente un intérêt à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, la justice transitionnelle est un domaine qui suscite un intérêt croissant dans le contexte des sociétés en transition démocratique en Afrique francophone. L'étude de son applicabilité permet de mieux comprendre comment ce processus peut être adapté et mis en œuvre dans ces pays afin de promouvoir la réconciliation, la responsabilité et l'établissement d'un État de droit solide. La RDC est un cas spécifique dans lequel la justice transitionnelle pourrait jouer un rôle crucial. Le pays a connu des décennies de conflits armés, de violations des droits de l'homme et de corruption, nécessitant une approche spécifique pour traiter ces problèmes de manière efficace et durable. L'étude de la RDC permettrait d'analyser les défis et les opportunités spécifiques auxquels le pays est confronté et d'évaluer comment la justice transitionnelle peut être adaptée à son contexte.

En outre, l'étude de l'applicabilité de la justice transitionnelle au XXIème siècle est particulièrement pertinente compte tenu des changements politiques, sociaux et technologiques qui marquent cette époque. Comprendre comment la justice transitionnelle peut s'adapter à ces dynamiques évolutives permettrait de développer des approches pertinentes et efficaces pour résoudre les conflits, promouvoir les droits de l'homme et renforcer l'État de droit dans les pays africains au XXIème siècle.

En somme, le choix de ce sujet d'étude est motivé par son importance contemporaine, son intérêt académique et son potentiel à contribuer à l'amélioration des pratiques de justice transitionnelle en Afrique francophone, en se concentrant spécifiquement sur le cas de la RDC.

VII. Délimitation spatio-temporelle

La délimitation spatio-temporelle d'une étude désigne la définition claire des limites géographiques et temporelles à l'intérieur desquelles la recherche sera menée. Cela signifie désigner les régions géographiques spécifiques ou les frontières politiques qui seront incluses dans l'étude, ainsi que la période de temps à laquelle l'étude se rapportera. Cette délimitation est importante pour assurer la pertinence et la précision des résultats de la recherche.

La délimitation spatio-temporelle de cette étude est l'Afrique francophone au XXI^e siècle, en se concentrant spécifiquement sur le cas de la RDC. Cela signifie que l'étude se pencherait sur les pays d'Afrique francophone tels que le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc., et évaluerait comment la justice transitionnelle est applicable dans ces pays au cours du 21^e siècle. L'étude se concentrerait particulièrement sur le cas de la RDC pour analyser les défis, les opportunités et les résultats de la mise en œuvre de la justice transitionnelle dans ce pays spécifique. La période temporelle est limitée au XXI^e siècle, afin d'examiner comment la justice transitionnelle a évolué et s'est adaptée aux circonstances changeantes de cette époque récente.

VIII. Méthodologie synthèse

La méthodologie de synthèse est un outil essentiel dans le cadre de l'étude de l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone, avec un focus particulier sur la République Démocratique du Congo au XXI^e siècle. Cette méthodologie repose sur une posture épistémologique qui vise à comprendre et analyser les différentes approches de la justice transitionnelle. Le questionnement autour de la démarche permet

d'identifier les différents enjeux et défis liés à la mise en œuvre de la justice transitionnelle en RDC.

Le type de raisonnement utilisé dans cette méthodologie est basé sur une approche analytique et comparative afin d'évaluer les différentes expériences de justice transitionnelle dans d'autres contextes similaires. Le mode de collecte des données s'appuie sur des entretiens, des analyses de documents officiels et des études de cas. Enfin, le mode de traitement des données consiste en une analyse qualitative et quantitative permettant de dégager des tendances et des conclusions significatives.

0.8.1 Posture épistémologique

La posture épistémologique d'une étude fait référence à la position philosophique ou théorique adoptée par les chercheurs par rapport à la nature de la connaissance, à la façon dont elle est produite et à la manière dont elle peut être validée. Il s'agit notamment des croyances et des perspectives qui sous-tendent la méthodologie de recherche, la collecte et l'interprétation des données, et la formulation des conclusions.

La posture épistémologique de cette étude est une approche pluraliste. Cela signifie que l'étude reconnaîtrait et inclurait différentes perspectives, théories et méthodologies pour aborder le sujet de l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXI^e siècle, cas de la RDC. Elle prendra en compte à la fois des approches empiriques, basées sur des données factuelles et des études de cas spécifiques, ainsi que des approches théoriques et conceptuelles pour comprendre les enjeux et les défis de la justice transitionnelle dans ce contexte. En adoptant une posture épistémologique pluraliste, l'étude cherchera à obtenir une vision globale et nuancée de la question traitée.

0.8.2 Questionnement autour de la démarche

Le "questionnement autour de la démarche" d'une étude fait référence à la réflexion sur la méthodologie et l'approche adoptée dans la réalisation de l'étude. Il s'agit de se poser des questions sur la manière dont l'étude a été conçue et menée, afin d'évaluer sa rigueur et sa validité.

Ce questionnement peut porter sur plusieurs aspects, tels que la définition claire des objectifs de l'étude, la pertinence des méthodes et des outils utilisés pour collecter et analyser les données, la représentativité de l'échantillon, l'identification et la prise en compte des biais potentiels, la fiabilité et la validité des mesures, etc. Voici quelques questions posées dans le questionnement autour de la démarche de l'étude intitulée «Applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, cas de la RDC» :

1. Quels sont les principaux objectifs de cette étude ?
2. Comment la justice transitionnelle est-elle définie et conceptualisée dans cette étude ?
3. Quelles sont les méthodes et les outils utilisés pour collecter les données sur la RDC ?
4. Comment l'échantillon a-t-il été sélectionné et est-il représentatif de la population cible ?
5. Quels sont les critères de validité et de fiabilité des mesures utilisées ?
6. Quels sont les biais possibles dans la collecte et l'analyse des données, et comment ont-ils été pris en compte ?
7. Comment les résultats de l'étude ont-ils été interprétés et quelles sont les limites des conclusions tirées ?
8. Quelles sont les implications pratiques et théoriques des résultats de cette étude pour l'applicabilité de la

justice transitionnelle en Afrique francophone et spécifiquement en RDC ?

9. Qu'est-ce qui distingue cette étude des recherches antérieures sur le même sujet ?

10. Quelles sont les recommandations pour de futures recherches dans ce domaine ?

0.8.3 Type de raisonnement

Le type de raisonnement d'une recherche fait référence à la méthode utilisée pour arriver à une conclusion ou une interprétation des résultats. Il s'agit de la manière dont on intègre les preuves, analyse les données et utilise la pensée critique pour tirer des conclusions logiques et cohérentes. Les types de raisonnement couramment utilisés dans la recherche incluent le raisonnement déductif, inductif et abductif.

Le type de raisonnement de cette étude est un raisonnement inductif. Cela signifie que l'étude se basera sur des observations spécifiques de la situation de la justice transitionnelle en Afrique francophone, en se concentrant particulièrement sur le cas de la RDC. À partir de ces observations, des généralisations et des conclusions seront tirées sur l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXI^e siècle.

0.8.4 Mode de collecte des données

La collecte des données d'une étude consiste à rassembler et à enregistrer les informations nécessaires pour mener à bien cette dernière.

Selon Marika Roubini dans son article intitulé « La collecte des données en justice transitionnelle : défis et opportunités » (p. 67), elle affirme que « la collecte des données constitue une étape essentielle dans les processus de justice transitionnelle, car elle permet de documenter les violations des droits de l'homme et de prévenir l'impunité ».

Le mode de collecte des données de l'étude intitulée « Applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, cas de la RDC » comprend plusieurs méthodes pour obtenir des informations pertinentes. Nous proposons ci-bas quelques approches de collecte de données :

Entretiens individuels : Des entretiens individuels semi-structurés seront réalisés avec des experts, des universitaires, des praticiens de la justice transitionnelle, des acteurs locaux et des victimes en RDC. Ces entretiens permettent d'obtenir des perspectives approfondies et des informations qualitatives sur les expériences et les opinions des répondants.

Groupes de discussion : Des groupes de discussion seront organisés avec des acteurs locaux, des membres de la société civile, des représentants de communautés et des victimes en RDC. Ces discussions de groupe permettent d'explorer différents points de vue, de promouvoir un échange d'idées et de générer des informations qualitatives supplémentaires.

Recherche documentaire : Une recherche documentaire sera réalisée pour recueillir des informations provenant de sources existantes, telles que les lois, les rapports de justice, les rapports d'organisations internationales, les publications scientifiques et les documents officiels liés à la justice transitionnelle en RDC. Cette recherche documentaire permet de recueillir des données quantitatives et qualitatives pour informer l'étude.

Analyse de cas : L'analyse de cas spécifiques de justice transitionnelle en RDC est réalisée en examinant des exemples pertinents de mécanismes de justice transitionnelle déjà mis en œuvre. Cela permet de recueillir des informations détaillées sur les processus, les résultats et les leçons tirées de ces cas spécifiques.

Observation participante : L'observation participante est utilisée pour obtenir des informations directes sur les

activités et les pratiques liées à la justice transitionnelle en RDC. Cela inclut l'observation des réunions, des audiences judiciaires, des processus de réconciliation, etc

0.8.5 Mode de traitement des données

Le traitement des données d'une étude constitue toutes les opérations effectuées sur les données collectées dans le cadre de cette étude.

« Le traitement des données représente un défi crucial dans les processus de justice transitionnelle. Les méthodes de collecte, d'analyse et de présentation des données doivent être rigoureuses et transparentes afin de favoriser la crédibilité des informations et de garantir la légitimité des décisions prises »³⁴

Le mode de traitement des données de l'étude intitulée « Applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, cas de la RDC » implique l'utilisation de différentes méthodes de collecte et d'analyse des données. Voici quelques approches :

1. Groupes de discussion : Des groupes de discussion pourront être organisés avec des acteurs locaux, des membres de la société civile, des représentants de communautés et des victimes en RDC. Ces discussions collectives permettront de recueillir des données qualitatives supplémentaires et de promouvoir un échange d'idées et de points de vue sur la justice transitionnelle.
2. Analyse documentaire : L'analyse des documents pertinents, tels que les lois, les rapports de justice, les rapports d'organisations internationales et les documents officiels en lien avec la justice transitionnelle en RDC, sera effectuée. Cela fournira des informations supplémentaires pour

³⁴ Cryer, R., Robinson, D., & Wilmschurst, E., 2014, An Introduction to International Criminal Law and Procedure, Cambridge University Press, p. 22.

comprendre le cadre juridique et les politiques en place.

3. Analyse comparative : Une analyse comparative pourra être réalisée en examinant les expériences de la justice transitionnelle dans d'autres pays africains francophones ou dans d'autres contextes similaires. Cela permettra de comparer les approches, les succès et les défis rencontrés dans ces pays avec ceux de la RDC, et d'identifier les bonnes pratiques qui pourraient être adaptées.

Une fois les données collectées, elles seront traitées de manière qualitative, à travers une analyse thématique. Les informations pertinentes seront identifiées, organisées et interprétées pour répondre à la problématique de l'étude et confirmer ou infirmer les hypothèses formulées. Les résultats et les conclusions seront ensuite présentés de manière structurée et argumentée dans la recherche.

En résumé, le mode de traitement des données de l'étude sur l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone au XXIème siècle, en se concentrant sur la RDC, implique une combinaison de revue de la littérature, d'entretiens, de groupes de discussion, d'analyse documentaire et d'analyse comparative, avec une approche qualitative pour interpréter les données collectées.

IX. Contributions attendues

Les contributions attendues d'une recherche font référence aux résultats escomptés et aux impacts potentiels de la recherche sur le domaine d'étude spécifique.

Ces contributions attendues sont généralement définies dans le cadre conceptuel ou la proposition de recherche et peuvent inclure des avancées théoriques, des applications pratiques, des implications politiques ou sociales, ou d'autres formes d'impact sur la connaissance

et la pratique. Il est généralement attendu que les contributeurs à une recherche devraient faire connaître ces contributions attendues dans leurs travaux, que cela soit des publications, des présentations ou d'autres formes de communication scientifique.

Les contributions attendues de cette étude incluent :

Comprendre l'efficacité de la justice transitionnelle en Afrique francophone : L'étude permettra de mieux comprendre comment les mécanismes de justice transitionnelle peuvent être appliqués et adaptés aux spécificités des pays africains francophones, en se concentrant sur le cas de la RDC. Cela permettra d'évaluer l'efficacité de ces mécanismes dans la résolution des conflits, la réconciliation nationale et la consolidation de la paix dans la région.

Identifier les défis spécifiques aux pays africains francophones : L'étude mettra en évidence les défis politiques, socio-économiques et culturels auxquels sont confrontés les pays africains francophones lors de la mise en œuvre de la justice transitionnelle. Cela permettra de mieux comprendre les facteurs qui peuvent affecter l'application et l'efficacité de ces mécanismes en Afrique francophone, en particulier en RDC.

Explorer les perspectives et les expériences des acteurs locaux : L'étude mettra l'accent sur l'implication des acteurs locaux, y compris les victimes et les communautés, dans la mise en œuvre et la conception des mécanismes de justice transitionnelle en RDC.

En comprenant leurs perspectives et en examinant leurs expériences, l'étude fournira des informations précieuses sur la manière dont la justice transitionnelle peut être adaptée pour répondre aux besoins et aux attentes des populations locales.

1. Tirer des leçons des expériences dans d'autres pays africains : L'étude examinera les succès et les échecs de la justice transitionnelle dans d'autres

pays africains anglophones ou lusophones. Cela permettra de tirer des leçons de ces expériences et de les appliquer dans le contexte de l'Afrique francophone, en particulier en RDC. Ces leçons peuvent contribuer à améliorer les approches de justice transitionnelle et à éviter les écueils rencontrés dans d'autres pays.

2. Fournir des recommandations pour renforcer la justice transitionnelle en Afrique francophone : En se basant sur les résultats de l'étude, des recommandations pratiques pourront être formulées afin d'améliorer la mise en œuvre et l'efficacité de la justice transitionnelle en Afrique francophone, en particulier en RDC. Ces recommandations pourront être utilisées par les décideurs politiques, les praticiens et les organisations internationales pour soutenir et renforcer les processus de justice transitionnelle dans d'autres pays de la région.

En résumé, l'étude sur l'applicabilité de la justice transitionnelle en Afrique francophone, en se concentrant sur le cas de la RDC, est attendue pour fournir une compréhension approfondie de l'efficacité de cette approche, identifier les défis spécifiques aux pays africains francophones, explorer les perspectives des acteurs locaux, tirer des leçons des expériences dans d'autres pays et formuler des recommandations pour renforcer la justice transitionnelle dans la région.

**Par Docteur Florent Pépé Paul BATUPA
MUSESEKA KAMULETE, PhD**

**Chap. VII. DE LA JUSTICIABILITE DU
DROIT A LA REPARATION DES CRIMES
PROCESSUS DE LUMIERE DANS
L’AFFAIRE MINOVA A L’EST DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO**

**Par Ph.D. Aimé BIAMUNGU MATERANYA
et Assistant, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance**

Biographie

Prof. Aimé BIAMUNGU MATERANYA, Fils de Floribert MBILIMBILI et KAHAMBU SAKINA est Officier de la Police Nationale Congolaise au grade de Commissaire de police et Professeur des Universités Phd en Paix et résolutions des conflits (King of Kings University collège Uganda/ Kayunga).



Actuellement il assume plusieurs fonctions au vu de ses performances et de ses expériences. Il est Chef de département de criminologie à Université de martyrs du

CONGO, chef de bureau étude et planification de l'école de la PNC Nord-Kivu à Goma, défenseur militaire agréé par la cour militaire du Nord-Kivu, master en Droit International Humanitaire et formateur des formateurs dans les écoles de la PNC.

Assistant, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance, Fils de Aimé BIAMUNGU M. et BARAKA Georgette, est licencié en Droit privé judiciaire (système classique) au grade d'assistant de l'université de martyrs du Congo. Actuellement il assume plusieurs fonctions au vu de ses performances et de ses expériences. Il est secrétaire du département de criminologie à Université de martyrs du CONGO, et Encadrant plusieurs mémoires de licence.



INTRODUCTION

Au moment où la RDC est face à d'énormes cas d'insécurité, un autre problème d'instabilité qui, dans la majorité des provinces du pays et même dans des villes et centres urbains, devient crucial, est celui de la violation des droits de l'homme.

Cette violation des droits de l'homme est l'un des facteurs des désordres et de la déstabilisation de l'ordre public bien établi, dans la mesure où un état de droit se voit ne pas respecter les droits de leurs citoyens, c'est la cause des plusieurs cas des préjudices, des actes illégaux et même la violation de notre propre constitution. C'est ainsi que nous procédons à l'analyse de l'affaire MINOVA ; dans la justiciabilité du droit à la réparation des victimes des crimes en République Démocratique du Congo, précisément en l'Est de la RDC. De toute évidence, ce

thème de recherche intéresse plus d'un chercheur et chacun s'y penche en abordant un aspect spécifique. La revue de la littérature renseigne que la question « de droits de l'homme » a été largement discuté et a déjà même fait l'objet d'analyse sous d'autres cieux. Le non-respect des enjeux en rapport avec les victimes des crimes et l'influence environnementale mis en évidence aujourd'hui mettent en risque et péril la majorité mondiale qui est la jeunesse. Face à ce fléau désastreux, nous mettons en cause la société qui serait en quelque sorte première victime et responsable.

Depuis plusieurs décennies, la vie humaine est entrain de connaître une perturbation progressive au cours de son évolution sous toutes ses formes. C'est une préoccupation qui a attiré notre attention suite à la dégradation et la menace que subissent les victimes des crimes de MINOVA. Cette situation peut conduire plusieurs familles à la violence. A cet effet, Jean Jacques Rousseau dit que « *L'homme est né naturellement bon, c'est la nature qui le corrompt* ».

Nous pensons que les familles dont leurs besoins de base ne sont pas satisfaits et dont les droits fondamentaux ne sont pas respectés ne peuvent pas devenir des bons citoyens et de responsables qui pourrons contribuer au développement de notre pays, productifs et respectueux des droits d'autrui. Les violations des droits ne provoquent pas uniquement la souffrance, elles sèment la violence politique et sociale, parfois même à l'origine des conflits armés et du sous-développement³⁵.

Le criminologue Belge de GREEF dit que : « *Le psychisme est dominé par un sentiment profond d'injustice subie, générateur d'attitude agressive vis-à-vis d'autrui* ». Il insiste sur l'histoire de l'individu qui, dès son plus jeune

³⁵ SUSAN FOUNTAIN, *Op.cit*, p1

âge subit, l'influence des facteurs très divers qui ont préparé un comportement déviant³⁶.

La formule « *victimes des crimes* » pose de sérieux problèmes, car ces familles peuvent être utilisées contre la société par des rébellions, viols, adhérer à des groupes armés, tueries et devenir source de criminalité et d'insécurité dans notre chère et bon pays.

L'Est de la RDC n'échappe point à cette situation de criminalité, justifiée par des conflits armés de part et d'autre et presque tous les jours où pour le moment les conflits armés d'un mouvement terroriste des M23 qui pillent, blessent et tuent la population.

Au cours de notre recherche, nous tenterons d'éclaircir et d'établir la responsabilité du gouvernement congolais face à la réparation de victimes des crimes entre les victimes des crimes et la justiciabilité de leurs droits à la lumière de l'affaire MINOVA en territoire de MASISI au NORD-KIVU.

Pour mieux comprendre le bien fondé de notre recherche, Nous nous sommes posé quelques questions : Quelles sont les justiciabilités du droit à la réparation des victimes des crimes pendant les hostilités ?

Quelle est la responsabilité de l'état face à la réparation des victimes des crimes ?

Comment faire pour palier à ces conflits armés qui ne cessent de créer un grand nombre des victimes avec un taux élevé de la criminalité à l'Est de la République.

Le savoir scientifique se distingue d'un savoir vulgaire. La différence entre les deux est d'ordre formel. Dans cette étape, le chercheur doit expliquer la méthode

³⁶ GREEF, cité par M. BIKITAKITA, Notes de cours criminologie générale, inédit, UOR, 2012.

et la technique utilisées en montrant leur application sur l'étude menée³⁷.

Pour atteindre les objectifs assignés dans notre recherche, et vérifier nos hypothèses envisagées, nous nous sommes servis des méthodes ci-après :

La méthode fonctionnelle : nous a été utile. Elle sous-entend le rôle joué par un élément dans une structure donnée. Cette méthode a été complétée par la méthode exégétique : comme le dit B. JEANNEAU cette méthode est une méthode juridique qui consiste à vrais dire, à analyser et exposer la raison d'être et ce que le législateur a voulu dire. Cette méthode nous a permis d'analyser ce que la loi dit par rapport aux enfants de la rue³⁸. Ainsi que La méthode juridico-sociologique : elle nous permettra d'évaluer et vérifier l'application des lois relatives à la protection de droit de l'homme.³⁹. Ainsi, ces différentes méthodes citées ci-haut seront appuyées par : la technique documentaire : nous a permis de compiler les différents ouvrages en rapport avec ce thème de recherche afin de circonscrire notre travail.⁴⁰ La technique de questionnaire administrée : sous forme d'interview direct et indirect qui nous a facilité d'entrée en contact avec nos enquêtés. En choisissant ce thème, nous poursuivons un objectif bien déterminé. L'objectif global de ce travail de mémoire est de : Démontrer la justiciabilité du droit des victimes des crimes par rapport à l'affaire MINOVA. Objectif spécifique : est d', de : Identifier certains actes parmi tant d'autres, que subissent les victimes des crimes pendant l'hostilité ;

³⁷ MASILA MASOLO et Alii, *Rédaction et présentation d'un travail scientifique : guide du chercheur en sciences humaines*, éd. Enfance, Kinshasa, 1993, p24

³⁸ B.JEANNEAU ; *Méthodologie juridique*, paris, PUF, P29

³⁹ GRAWITZ, M., *Méthodes en sciences sociales*, éd. Dalloz, Paris 2001, p352

⁴⁰ GRAWITZ, M., *Méthodes en sciences sociales*, éd. Dalloz, Paris 2001, p354

Comprendre et identifier les limites, les défis et les contraintes dans la réparation des victimes des crimes ;

Proposer quelques pistes de solutions pour améliorer et rendre efficace le droit à la réparation des victimes crimes pour qu'ils soient utiles dans le futur en vue d'endiguer la criminalité. Ce n'est pas dans le vide que nous avons décidé de traiter ce thème.

Nous avons été poussés à fixer notre choix sur ce sujet, car il représente un enjeu très important pour l'histoire politique de notre pays impactant directement sur la vie socio-économique, juridique et sécuritaire de notre province et plus précisément dans notre milieu d'étude. En poursuivant un intérêt bien ciblé ; que ce sujet constitue une plaidoirie en faveur des victimes des crimes, l'insécurité et autres faits néfastes orchestrés par les conflits armés et : Ce travail permettra d'éclaircir le gouvernement sur les facteurs explicatifs de la criminalité due aux conflits armés bien connus par de nombreuses personnes à l'Est de la RDC.

J. BREVE HISTORIQUE DE MINOVA

1. LES VIOLATIONS SUBIT

Pendant 10 jours en 2012, le petit village de Minova a été le théâtre d'une vague de violence : les villageois ont été victimes de viols de masse, de meurtres et de pillages. Les auteurs de ces atrocités étaient tous des membres des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) et de la Police nationale congolaise (PNC).

Cette affaire a provoqué un tollé au niveau national et a fait l'objet d'un procès mettant en cause 39 officiers de l'Etat, traduits devant la Cour militaire opérationnelle (CMO) du Nord-Kivu. Dans ce dossier, plus de 1 000 témoins se sont constitués parties civiles et plus de 200 victimes ont été représentées. Malgré cela, la CMO a

rendu le 5 mai 2014 une décision bien en deçà des espérances des victimes : seuls 25 officiers ont été condamnés pour pillage, et deux pour viol. 12 officiers ont été acquittés de toutes les charges. Pire encore, la quasi-totalité des victimes ont été déboutées du procès au motif qu'elles n'avaient pas été en mesure d'identifier les coupables, coupant court à toute possibilité de réparations.

La loi congolaise ne permet pas de faire appel d'un jugement de la CMO. Pourtant, deux des victimes, soutenues par l'Association du Barreau Américain, ont déposé un recours devant la Haute Cour Militaire pour viols. Celle-ci ne s'est toujours pas prononcée.

TRIAL International, en collaboration avec les organisations REDRESS et le International Centre for Transitional Justice, envisage de porter le dossier devant le Comité des droits de l'homme. Celui-ci pourrait reconnaître les violations commises, demander la condamnation des responsables et le versement de réparations aux victimes. Cette décision pourrait également, à terme, établir un précédent pour les autres victimes de crimes graves et de violences sexuelles commis par les forces armées de l'Etat.

SECTION 2. PROCES DEVANT UNE JURIDICTION

En novembre 2012, les soldats de l'armée congolaise ont battu en retraite face à l'avancée du groupe rebelle M23 qui avait pris la ville stratégique de Goma, située dans l'est de la République démocratique du Congo. Ils se sont redéployés à Minova, un village situé sur les berges du lac Kivu. Sur la route qui les a menés à Minova, dans le village et les communes voisines, les soldats se sont lancés dans une folie destructrice qui a

duré 10 jours, pillant les maisons, détruisant les commerces et les abris dans des camps de personnes déplacées, et violant au moins 76 femmes et filles.

Les actes de violence perpétrés entre le 20 novembre et le 30 novembre ont provoqué l'indignation en RD Congo et au-delà de ses frontières. Les autorités congolaises, qui avaient annoncé une politique de « tolérance zéro » à l'égard des crimes graves, notamment les violences sexuelles, ont subi de fortes pressions internationales pour que les auteurs de ces crimes soient poursuivis.

Une année plus tard, en décembre 2013, 14 officiers et 25 soldats de rang de l'armée congolaise ont été jugés à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, pour répondre de plusieurs accusations, notamment de viol et de pillage en tant que crimes de guerre, de viol en tant que crime de droit commun et de diverses infractions militaires. Au cours d'environ 40 jours d'audience étalés sur plus de cinq mois, près de 75 personnes sur les 1 016 parties civiles enregistrées ont témoigné, en plus des accusés et d'autres témoins. La cour a tenu 10 jours d'audience à Minova, rapprochant ainsi la justice des personnes affectées par les crimes.

Des organisations non gouvernementales nationales et internationales ont vu le procès Minova comme une mise à l'épreuve du système judiciaire congolais et de sa capacité à demander des comptes aux auteurs de violations graves des droits humains. Beaucoup espéraient qu'il serait la démonstration d'un engagement réel des autorités congolaises, y compris militaires, en faveur de la justice pour les graves crimes internationaux.

Le verdict, rendu par un tribunal militaire local de Goma le 5 mai 2014, a anéanti ces espoirs. Sur les 39 accusés, seuls deux soldats de rang inférieur ont été reconnus coupables d'avoir commis un viol chacun. Les

commandants de haut niveau, qui assumaient la responsabilité des troupes à Minova dans leur ensemble, n'ont jamais été mis en cause ; les officiers de grade inférieur qui avaient été inculpés ont tous été acquittés. Un certain nombre de soldats ont été reconnus coupables de pillage en tant que crime de guerre, même si les preuves à leur encontre étaient clairement insuffisantes.

Le présent rapport s'appuie sur plus de 65 entretiens et donne un aperçu inédit du fonctionnement du système judiciaire militaire congolais dans l'affaire Minova. Il analyse en détail l'enquête et le procès, en étudiant leurs points positifs et négatifs.

Une justice équitable et impartiale ne signifie pas obtenir des condamnations à tout prix. Il est important que le tribunal militaire ait acquitté les personnes à l'encontre desquelles il trouvait les preuves de culpabilité insuffisantes. Toutefois, l'enquête et le procès n'ont pas réussi à déterminer précisément ce qui s'était passé à Minova, à identifier les responsables des crimes, ni à rendre justice aux victimes.

En s'appuyant sur l'exemple du procès Minova, le rapport examine quelles réformes du système judiciaire national sont nécessaires pour renforcer la lutte contre l'impunité entourant les crimes internationaux commis en RD Congo. Ces réformes touchent notamment au renforcement du cadre législatif, au développement de l'expertise du système judiciaire en matière de gestion des crimes graves (entre autres par la création d'une unité d'enquête spécialisée), et au renforcement de l'indépendance des systèmes judiciaires militaire et civil. La proposition du gouvernement de mettre en place un mécanisme judiciaire internationalisé au sein des tribunaux nationaux reste d'une importance déterminante.

Le gouvernement congolais a l'obligation en droit international de veiller à ce que les auteurs de violences sexuelles et d'autres graves crimes internationaux tels que l'homicide, le pillage, la torture, et l'utilisation d'enfants soldats fassent l'objet d'enquêtes et de procès équitables et crédibles.

Au cours des dix dernières années, des progrès ont été réalisés en RD Congo, avec environ 30 affaires concernant des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ayant fait l'objet d'un procès devant des tribunaux militaires locaux. Cependant, la vaste majorité des atrocités commises en RD Congo par des membres de groupes armés et les forces armées nationales pendant le conflit ces deux dernières décennies restent impunies.

Le procès Minova a comporté des aspects positifs, qui reflètent les progrès accomplis et l'expérience acquise en RD Congo au cours des dix dernières années en matière de justice pour les graves crimes internationaux.

Par exemple, le gouvernement a affirmé son engagement en faveur de la justice et a mis des fonds à disposition pour le procès, au cours duquel toutes les parties ont joui d'une représentation légale. Les juges militaires ont mené les audiences habilement. Les problématiques telles que la protection des victimes et des témoins ou l'organisation de leur participation au procès ont été abordées de manière efficace. Les juges et les auditeurs (procureurs) militaires ont directement mis en application les dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), notamment en ce qui concerne le principe juridique de la responsabilité des chefs militaires et autres supérieurs et les mesures de protection, qui ne sont pas prévus par le droit congolais. La pression diplomatique a contribué à garantir que l'affaire aille jusqu'au procès : les Nations Unies, par exemple, qui avaient apporté leur soutien aux troupes congolaises lors d'opérations militaires, ont menacé de

mettre un terme à l'assistance militaire si les auteurs des crimes n'étaient pas arrêtés et poursuivis en justice.

Section 3. LES PROBLEMES MAJEURS DE CETTE AFFAIRE MINOVA

L'affaire Minova s'est déroulée dans un contexte particulier et difficile. Au moment des crimes, de multiples régiments de l'armée et des milliers de soldats se trouvaient à Minova, rendant ainsi compliquée l'identification de chaque auteur de crime. Certains commandants ont été remplacés juste avant la retraite vers Minova, et certains soldats étaient en débandade, en dehors de leurs unités régulières. Aucun élément de preuve présenté au procès n'est venu suggérer que les soldats avaient reçu l'ordre de violer et de piller, ou qu'ils y avaient été encouragés. Cependant, les commandants ne sont pas parvenus à contrôler leurs troupes, n'ont pas empêché que les crimes ne soient perpétrés, n'y ont pas mis un terme et ne les ont pas sanctionnés. En outre, le calendrier de l'enquête et du procès a été complexe sur le plan politique : le conflit avec le M23 n'était pas terminé alors que l'enquête était encore en cours, et beaucoup pensaient que le procès allait entamer le moral des troupes. En décembre 2013, lorsque l'affaire a été portée en hâte devant un tribunal, en grande partie suite à des pressions internationales, les commandants de haut niveau présents à Minova en 2012 étaient fêtés comme des héros nationaux pour avoir vaincu le M23 responsable d'abus.

Néanmoins, Human Rights Watch a identifié trois types de problèmes majeurs dans cette affaire :

❖ Plusieurs auditorats ont participé à l'enquête et aux poursuites relatives à l'affaire, ce qui a créé de la confusion. Aucun plan d'enquête ni stratégie n'ont été définis pour aborder une scène de crimes de masse d'une telle ampleur. Un niveau d'expertise trop faible et un manque de diligence ont contribué à la mauvaise qualité de l'enquête et à la faiblesse du dossier ;

❖ Les droits des accusés à bénéficier d'un procès équitable et impartial ont été compromis. En particulier, des soldats de rang ont été pénalisés par une représentation légale de qualité insuffisante et ont été reconnus coupables de pillage en tant que crime de guerre puis condamnés à des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 20 ans, en dépit de l'absence de preuves claires. Le droit militaire de la RD Congo ne prévoit pas la possibilité de faire appel d'une décision rendue par le tribunal militaire devant lequel le procès Minova s'est tenu ; et

❖ La sélection des accusés par les auditeurs a suscité des questions quant à la volonté politique des forces armées de permettre que tous les responsables des nombreux crimes commis à Minova soient poursuivis. Certains des officiers mis en cause semblent avoir servi de boucs émissaires à la place d'autres officiers qui assumaient véritablement un rôle de commandement. Il semble qu'il y ait eu un manque de volonté d'enquêter sérieusement sur la responsabilité de certains suspects, au-delà des officiers de terrain, notamment en ce qui concerne les officiers de haut rang qui se trouvaient à Minova et qui avaient peut-être une responsabilité de commandement sur les troupes.

Source :

<https://www.hrw.org/fr/report/2015/10/01/la-justice-en-proces/enseignements-tires-de-laffaire-des-viols-de-minova-en>

Ces trois lacunes illustrent certains des problèmes fondamentaux qui font obstacle à la justice dans les affaires de crimes graves en RD Congo. Ces difficultés n'ont toujours pas été résolues malgré des années d'assistance internationale et de formation des responsables judiciaires militaires visant, d'une part, à renforcer les capacités du système judiciaire national pour gérer les cas de crimes internationaux et, d'autre part, à renforcer la complémentarité entre les tribunaux nationaux et la CPI.

Human Rights Watch appelle le gouvernement et le parlement congolais à donner suite à la proposition d'établir un mécanisme judiciaire internationalisé temporaire, employant du personnel judiciaire national et international, au sein du système judiciaire national afin d'enquêter sur les crimes internationaux. Même si deux projets de loi ont rencontré une certaine résistance politique, ce mécanisme internationalisé reste essentiel pour renforcer l'expertise et pour isoler les poursuites de toute ingérence.

Tous les États ont l'obligation légale de rendre la justice aux personnes qui ont été victimes de crimes graves. En outre, le fait d'organiser des procès crédibles, équitables et impartiaux dans des affaires de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité peut être important afin de promouvoir la paix et la stabilité sur le long terme, parce que cela montre que de telles atrocités ne seront pas tolérées.

Les procès nationaux comme celui tenu pour les crimes de Minova vont à l’opposé : ils découragent les victimes et confirment l’impression que la justice est arbitraire et que les commandants de haut niveau sont protégés quoi qu’il arrive. Les autorités congolaises et leurs partenaires internationaux devraient sans délai s’employer à surmonter les obstacles qui entravent encore la justice en RD Congo.

**Par Prof. Aimé BIAMUNGU MATERANYA
et Assistant, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance**

Chap. VIII. L'EDUCATION DES ACTEURS ELECTORAUX OPPORTUNITE POUR DES ELECTIONS SECURISEE AU NORD-KIVU ET EN RDCONGO EN GENERAL

Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

Biographie Scientifique

Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA, Fils de Balanda Sambokera et Siri Mapenzi Lupupu, Docteur en Pédagogie et Didactique des Disciplines, orientation Gouvernance électorale et sécuritaire à l'UPN. Officier Supérieur de la Police Nationale Congolaise au grade de Commissaire Supérieur principal et Professeur des Universités de la Région. Actuellement il assume plusieurs fonctions au vu de ses performances et de ses expériences.



Conseiller et chef de section sécurité et ordre public au Cabinet du Gouverneur Militaire du Nord-Kivu ; Conseiller Stratégique et de Coopération à la coordination nationale de la Reserve Armée et de Défense en RDC. En sa qualité de professeur, soulignons qu'il est le Vice-Recteur et Promoteur de l'Université des Martyrs du Congo en charge de la recherche.

1. Introduction

Les Paramètres des violences électorales nécessitent de l'éducation électorale des acteurs sociaux, politiques et sécuritaires. Point n'est besoin de rappeler ici que les élections en République Démocratique du Congo sont les fruits d'un consensus politique issu de négociations entre belligérants. C'est ainsi qu'en particulier le Nord-Kivu, jadis bastion de la rébellion du RDC-Goma va rester durant toute la période de transition allant de 2002 à 2006 sous le contrôle administratif et politique de ce mouvement rebelle.

Cette province gérée par des délégués de 3 principaux belligérants dont un Gouverneur et deux Vice-Gouverneurs échappera à la logique politique qui impose de nouvelles règles de gestion basées sur la victoire de la majorité électorale. Ayant perdu toute sa crédibilité et son influence sur les communautés de base électorales, le RCD-Goma, sans accepter son statut d'indésirable communautaire tient une force militaire sous ses commandes, abusivement reconnue comme base arrière devant garantir l'accès par tous les moyens nécessaires à la gestion de la république, d'où l'imposition par cette force du choix des candidats favorables à l'idéologie du mouvement.

Pour d'autres communautés, cela paraît comme une provocation, ce qui renvoie à une contestation imposant un usage de force pour assurer la légitimité du pouvoir conféré par l'électorat à ses élus. Ainsi, à la publication des résultats électoraux au Nord-Kivu, les mécontentements des candidats perdants devraient absolument faire appel à des contestations violentes des acteurs assortis de la mobilisation de l'électorat.

Par ailleurs, à Kinshasa, siège des institutions où chaque belligérant a établi son quartier général politique conformément aux accords, les partis se sont payé la sympathie opportuniste des habitants de la capitale. Certains pour raison d'opportunité politique, d'autres pour des raisons d'appartenance socio-tribale et d'autres encore pour besoin de la cause, c'est-à-dire une conviction idéologique selon le cas.

Dans ce contexte, aucun des acteurs en présence ne veut perdre ou rester en marge de la gouvernance. À partir de cette réalité, les sympathisants de chaque parti candidat se doivent de défendre les leurs ; d'où la violence contrairement à ce qui s'apparente à un hold-up électoral des acteurs primordiaux de la compétition au Nord-Kivu où la violence électorale est programmée et répond à des faits idéologiques.

2. Paramètre géopolitique et implications externes

Depuis 1992, la Province du Nord-Kivu est soumise à un regain de tensions multidimensionnelles, essentiellement basées sur des motivations ethniques et des clivages identitaires entre les communautés de cet espace.

Il se peut que les élections rencontrent les effets de divers conflits que la région a connus, produisant ainsi un électrochoc qui réveille la haine et l'intolérance ethnique au point de raviver les anciens souvenirs pour conduire à l'explosion de la violence sous le prétexte de participation aux votes.

L'implication des acteurs politiques dans la manipulation des communautés ethniques sectorielles au Nord-Kivu participe pour beaucoup à l'exacerbation des tensions avant, pendant et après les élections au Nord-Kivu.

Il sied de signaler qu'outre la problématique de maîtrise des situations tendues au cours de

manifestations politiques pendant les élections, les acteurs politiques ont en effet tendance de s'appuyer sur des forces négatives montées à dessein pour leur servir des bras séculiers en les utilisant comme moyen de pression extrême sur les institutions et par extension comme instrument de chantage afin d'assouvir leur besoin de positionnement.

C'est par exemple le cas du CNDP aux élections de 2006, le cas du PARECO pour les mêmes élections et bien d'autres forces négatives ayant été utilisées aux fins d'imposer un candidat de leur choix aux votes de la population.

En effet, la géopolitique joue un rôle prépondérant dans le déclenchement des violences électorales. La loi ayant établi que ne peuvent être déclarés élus que ceux qui auront réalisé le score défini par celle-ci, les acteurs politiques se réfugient derrière leurs zones d'origine pour ainsi espérer obtenir les suffrages des membres de leurs communautés tribalo-ethniques dans une atmosphère de méfiance tribale, ce qui renforce la problématique de l'exclusion régionale de certains opérateurs vis-à-vis de l'électorat.

Et pour cette fin, la population tient en compte le candidat issu de sa région d'origine. Et si donc la majorité bascule en faveur des ressortissants d'une région adverse, la conséquence est qu'au cours de la proclamation, des contestations s'en suivent, et c'est à partir de ce facteur que les violences se produisent.

Quoique la loi a prévu expressément les voies de recours en matière de contentieux électoraux, au Nord-Kivu par contre, la contestation des résultats se fait par les armes, eu égard à la disponibilité de celles-ci dans toute la région, phénomène ayant pris source dans les événements de 1994 lorsque cette province a servi de refuge aux ex-FAR et aux interahamwe et ensuite à l'entrée de l'opération punitive de l'APR/FPR dans la

même Province, puis ensuite l'éclatement successif des rébellions soutenues par le Rwanda (AFDL, RCD, CNDP, M23).

Sur le terrain électoral au Nord-Kivu et particulièrement dans les territoires de Masisi et Rutshuru ainsi que dans la ville de Goma, il se fait assez souvent remarquer l'influence du régime rwandais sur l'issue des élections. Cette influence se réalise par l'envoi des citoyens rwandais vers les centres de vote pour accroître le nombre de votants en faveur des candidats d'expression rwandaise. Cette implication extérieure active contribue aux troubles électoraux souvent enregistrés dans cette Province. C'est ainsi qu'au moment des manifestations de protestation, le Rwanda déploie par infiltration des éléments armés afin de saboter toute action pacifique en tirant sur les manifestants ou à l'inverse sur les forces de l'ordre. Ce qui souvent oppose la population aux forces de l'ordre, notamment la Police nationale congolaise.

i. Paramètre sécuritaire : la Police Nationale Congolaise face à la violence électorale

En 2006, les élections ont été organisées dans un contexte où chacun des grands candidats (ex-rebelles) contrôlait encore une portion du territoire qui constituait son bastion rebelle. C'est ainsi que toute tentative de restauration de l'autorité de l'État par le déploiement des forces de l'ordre (Police) était assimilée à une provocation. La Police Nationale Congolaise encore en chantier n'était ni prête, ni préparée, ni organisée pour maintenir l'ordre et la paix en période électorale. Les nominations au sein de la police tenaient compte des intérêts politiques des acteurs à la transition. C'est ainsi que par exemple dans la Province de Kinshasa, il a été fait appel aux bataillons de l'armée en remplacement de la police pour sécuriser

les élections. Ce qui a ensuite provoqué des violences meurtrières dans la Ville-Province de Kinshasa.

Au Nord-Kivu par contre, ce sont les anciens rebelles du RCD-Goma restés en poste pour assurer les bases-arrières de leurs chefs politiques partis dans la capitale qui ont assuré la sécurisation des élections. Résultat, les candidats favorables au RCD devraient l'emporter. C'est bien ce climat d'intimidation qui a prévalu lors des élections de 2006 donnant naissance à divers groupes armés aux couleurs et revendications politiques basées sur des considérations ethniques dans la Province du Nord-Kivu.

La Police Nationale Congolaise a eu du mal à contenir des manifestations liées au processus électoral compte tenu des facteurs sus évoqués. Ce qui fait que celle-ci devrait se résigner à conserver son statut d'impartialité face aux comportements manipulés des acteurs politiques en quête de positionnement.

Les clivages ethniques basés sur des conflits identitaires servant de soubassement en faveur des violences électorales sont notamment des faits relevant du pouvoir administratif. Face à une telle réalité, il est impossible pour la Police de rétablir l'ordre et la sécurité dans un contexte politique particulier comme celui du Nord-Kivu où chacun des groupes ethniques de la région non seulement entretient un groupe armé mais aussi présente des acteurs politiques aux élections dans le but soit d'imposer sa suprématie sur les autres ethnies soit encore de s'assurer une représentativité au sein de la sphère décisionnaire. Ici le rôle de la Police est mis en cause soit par indexation soit par inféodation à l'un ou l'autre camp.

Étant un organe apolitique et un instrument dont se sert le gouvernement pour assurer le contrôle des activités de la population, elle se retrouve dépourvue des

raisons d'agir assez souvent lors des violences électorales, étant entendu qu'elle ne peut prendre parti pour l'un ou l'autre camp alors que pendant le processus électoral, tous les candidats sont égaux et que conformément aux dispositions constitutionnelles, il lui est interdit de faire allégeance ni d'obéir aux ordres d'un acteur politique n'ayant pas qualité de l'engager.

Ce défi d'ordre juridique affaiblit substantiellement l'action de la police nationale face à la population agissant sur base de motivations politiques au cours du processus électoral, comme ce fut le cas en 2011 et en 2018 en Province du Nord-Kivu et la Ville-Province de Kinshasa.

ii. Paramètre socio-économique

La Province du Nord-Kivu est l'une des zones les plus riches de la République Démocratique du Congo en termes de potentiels socio-économiques lié à la disponibilité massive des ressources naturelles. Elle est en même temps une région à forte densité commerciale avec d'énormes revenus issus des échanges commerciaux transfrontaliers. Les taxes et redevances domaniales sont des atouts majeurs qui placent cette province au rang de 3^{ème} province économique du pays.

Cela étant, le contrôle politique et administratif de cette province par un camp politique appelle à une lutte acharnée dont le vainqueur s'assure des retombées et bénéfices financiers d'envergure devant lui permettre de financer ses campagnes électorales sans se gêner de la disponibilité des ressources pour se faire.

C'est ainsi qu'en 2006, le RCD-Goma ayant perdu les élections et par ricochet la perte du contrôle de l'appareil administratif de toute la province, s'est alors rabattu sur la stratégie de déstabilisation du pouvoir, entretenant ainsi l'insécurité pour pouvoir empêcher au vainqueur des élections de bénéficier des retombées économiques et financières dont dispose cette entité.

C'est d'abord à travers des campagnes de diabolisation et d'intoxication de la population à désobéir aux nouveaux animateurs politiques que le perdant s'est adonné. Ensuite, la tendance suicidaire à vouloir monter certains peuples contre les autres, criant à la marginalisation et à l'exclusion, et enfin la création de groupes armés pour empêcher l'exploitation des certains domaines économiques à même de produire des ressources nécessaires devant assurer la survie des institutions.

La compétition acharnée pour le contrôle de la richesse de la province du Nord-Kivu s'étend même sur la cohabitation sociale des habitants, étant donné le facteur lié à l'origine des animateurs des institutions provinciales, contrairement à la Ville-Province de Kinshasa où n'importe qui peut assumer n'importe quelle fonction, à condition qu'il réponde aux exigences de la Loi, pendant qu'au Nord-Kivu, quelle que soit la majorité ou le vainqueur des élections, il est tenu à recourir, dans la gestion de la province au principe de représentativité ethnique et régionale en établissant un équilibre notamment au sein de l'exécutif provincial et à l'Assemblée, y compris, conformément au prorata du quota attribué à chaque ethnie selon l'ordre d'arrivée en termes de majorité électorale.

Par exemple : si le Gouverneur de Province élu est de l'ethnie Nande, le Président de l'Assemblée provinciale doit provenir d'une autre ethnie (Hutu) et vice-versa.

Par contre à Kinshasa, la composition de l'exécutif autant que celle de l'Assemblée provinciale n'obéit à aucune règle extra-juridique qui déroge à la loi de la majorité, peu importe la région ou la tribu d'origine.

Ce mécanisme particulier est adopté dans le but d'étouffer le mécontentement qui peuvent surgir à tout moment et replonger la Province dans la violence étant donné que l'expérience dans un passé récent renvoie à

plusieurs épisodes de troubles. Cette approche visant un rapprochement mécanique interethnique au Nord Kivu exclu l'application stricte de règles démocratiques, et reste basé sur le compromis de Sun City qui impose une gestion collégiale et multipartite de la Province.

- **La Police Nationale Congolaise**

Face aux réalités multidimensionnelles et exceptionnelles qui caractérisent la Province du Nord-Kivu, la marge de manœuvre de la Police Nationale Congolaise se trouve réduite et limitée. Et en cas de troubles basés sur des conflits électoraux ayant été occasionnés par le non-respect du compromis, la police ne peut être sollicitée au risque de se retrouver en guerre contre une ethnie ou un camp politique, ce qui par erreur fait porter un jugement négatif sur l'efficacité de la police au Nord-Kivu et fait penser à une probable complicité face aux violences, alors que la complexité des faits oblige la police à se garder de toute intervention.

- **Organisation électorale**

Comme nous l'avons dit si-loin, l'organisation électorale en RDC repose sur des fondements belligérants comme en 2006. Au terme de la transition politique, le parti au pouvoir a usé de toute sa puissance pour s'emparer de la direction de la centrale électorale afin d'avoir un contrôle sur le fonctionnement de cet organe.

Dans un environnement délétère au lendemain de la guerre, il était totalement inapproprié à une des anciennes composantes aux accords de Sun City d'administrer le processus électoral. L'organisation elle-même du bureau central de la Commission Nationale Électorale Indépendante sème le doute au milieu des acteurs politiques suspectant celui-ci de partialité et non indépendante. Les griefs sont entre autres le choix imposé par le pouvoir en place aux organisations de la Société

civile congolaise dont les Églises et confessions religieuses en premier.

À ceci s'ajoute la suspicion portée par les opérateurs politiques sur leurs délégués à la Commission nationale électorale indépendante dont la probité morale est sujette à caution (crise de confiance) et assez souvent, l'on estime que la composition de l'organisation électorale en RDC répond soit au diktat du pouvoir en place soit à la volonté des influences extérieures, ce qui ne garantit pas la transparence du processus électoral. Ainsi, le nœud du problème de contestation électorale assortie de violences se situe à ce niveau.

- Gestion des élections

Si sous d'autres cieux les élections sont une matière de souveraineté, en République Démocratique du Congo, le processus électoral est une matière de coopération entre le pays et la communauté internationale.

La gestion de ce processus impose une forte implication de la communauté internationale dont le rôle consiste à apporter un appui technique, matériel et financier. Ce qui lui permet d'avoir une mainmise sur l'ensemble du processus, un facteur lui permettant soit d'influencer le résultat soit d'imposer le candidat de son choix. C'est ainsi qu'en 2006, la communauté internationale a sorti ses résultats électoraux en faveur d'un candidat au premier comme au second tours avant la proclamation même de ces derniers ; ce qui a agité la situation jusqu'à aboutir aux confrontations armées suite à la persistance du candidat perdant à reconnaître son échec. Cette même situation s'est produite, y compris aux élections de 2011, avec comme conséquences directes, des pertes en vies humaines et la destruction systématique des infrastructures. Ceci résulte des difficultés majeures observées dans la gestion du processus électoral en général.

b. Facteurs en présence et leurs responsabilités

i. Organisations politiques

Étant les principaux acteurs légitimes du jeu politique en République Démocratique du Congo, les organisations politiques (partis politiques) jouent un grand rôle dans le processus électoral congolais :

- Ils sensibilisent leurs membres à participer aux élections ;
- Ils définissent les modalités politiques, juridiques et administratives de la conduite du processus électoral à travers leurs représentants au sein des institutions ;
- Ils permettent l'exercice du pouvoir et facilitent le contrôle, etc.

Les organisations politiques ont une responsabilité première d'éduquer leurs membres à la citoyenneté et la conscience nationale.

Malheureusement, il s'est observé en République Démocratique du Congo lors des élections de 2006, 2011 et 2018 que les partis politiques ont dérogé à leur devoir de favoriser la paix et la cohabitation pacifique de la population, suite à leurs appels à la violence basée sur des motivations politiques, de l'intolérance socio-ethnique et régionale, dressant des populations les unes contre les autres, tant au Nord-Kivu que dans la Ville-Province de Kinshasa.

ii. Société civile

Considérée comme la force citoyenne n'obéissant à aucune injonction, il y a à craindre que les différentes structures de cette composante soient malheureusement proches ou affiliées à certaines tendances politiques ; ce qui lui ôte son statut de neutralité. Son rôle étant notamment l'expression revendicative des intérêts vitaux du peuple, la société civile s'emporte dans les aspirations

défendues par les acteurs politiques majeurs selon qu'elle est soudoyée par tel ou tel autre camp.

Résultat, la société civile finit par participer directement à la vie politique nationale et en Province du Nord-Kivu, elle participe à la violence électorale en assurant et soutenant la promotion des idéaux politiques selon qu'elle s'en convainc.

iii. Forces de défense et de sécurité

1. Armée (FARDC)

Au terme de la Constitution de la RDC, le caractère apolitique de l'armée est sacré et ne peut souffrir d'aucune modification ni interprétation, surtout pas son implication ou sa participation à des activités politiques considérées comme faits subversifs punis par la loi.

En effet, en vue de conserver son idéologie républicaine, l'armée ne participe pas aux élections ; elle ne peut non plus prendre part à une quelconque propagande y afférente ni prendre parti pour l'un ou l'autre camp politique.

Malheureusement, au cours des campagnes électorales de 2006 et 2011, les forces de défense et de sécurité ont été mises à contribution par les acteurs politiques aux fins de s'assurer que leur leader obtient le maximum de votes possibles dans les zones sous contrôle de différentes ailes politiques faisant partie du processus de transition de 2002 à 2006.

C'est alors que ce comportement subjectif a contribué aux contestations violentes des résultats électoraux issus de différentes régions où les militaires ont forcé les électeurs à voter pour le candidat du choix de l'armée. Cette situation s'est observée particulièrement dans les anciens bastions des ex-mouvements rebelles dont le MLC, le RCD-Goma, le RCD/KML et les Maï-Maï. C'est d'ailleurs la cause des affrontements violents qui ont suivi la proclamation des résultats dans la Ville-Province

de Kinshasa, faisant plusieurs morts et des dégâts matériels importants.

2. Police Nationale Congolaise (PNC)

Étant soumise entièrement aux mêmes règles que les forces armées, la Police a pour, entre autres missions, d'assurer, sans participer ni prendre parti pour l'un ou l'autre camp la sécurisation du processus électoral en RDC. Celle-ci dispose d'un département spécifique chargé des élections.

Par ailleurs, la composition de cet instrument obéit au principe de partage des responsabilités, principe issu des accords politiques ayant sanctionné le dialogue inter-congolais. C'est pourquoi, n'ayant pas tenu compte des critères de sélection, d'éligibilité ou de formation, la Police Nationale Congolaise est considérée comme paramilitaire car constituée en sa majorité des éléments issus des unités infanterie de l'armée congolaise (FARDC). Ainsi, la militarisation de la police rend difficile voire impossible son professionnalisme. Raison pour laquelle elle est dotée d'armes légales et de matériels militaires autres que ceux répondant aux normes du maintien de l'ordre.

L'organisation et la tenue de différents scrutins en RDC se sont heurtées aux difficultés liées à l'impréparation d'une police électorale devant officiellement assurer la sécurisation du processus. Issue des factions rebelles intégrées, elle tombe assez souvent sympathique des velléités liées aux clivages politiques dans certains cas, d'où son recours à la violence pour répondre aux provocations des camps hostiles à son idéologie au moment de la formation de base.

3. *Institutions judiciaires*

Étant le pouvoir de régulation de la vie publique, en République Démocratique du Congo, les cours et tribunaux d'ordre administratif et judiciaire sont chargés par la Constitution de connaître toutes les demandes liées au processus électoral. En effet, les juridictions judiciaires congolaises n'échappent pas aux accusations et suspicions de corruption et de fraudes électorales, notamment dans la distribution de la justice.

Dans le cas précis de la Ville-Province de Kinshasa et de la Province du Nord-Kivu, les décisions rendues par les cours et tribunaux en matière de contentieux électoraux ont participé à l'explosion de la violence, étant donné que celles-ci, pour la plupart, étaient considérées comme partiales et donc favorisaient des camps politiques que d'autres supposaient n'avoir gagné les élections ou ont usé de la fraude et de la corruption pour obtenir les faveurs des dirigeants de la CENI, des juges ou encore des électeurs. Le rôle des institutions judiciaires n'a pas été correctement joué au cours des élections successives de 2006, 2011 et 2018, raison pour laquelle elles ont été dans l'ensemble émaillées d'actes de violences que les forces de l'ordre ont eu du mal à contenir dans les deux provinces sous examen.

4. *Organismes internationaux et missions diplomatiques*

Certains organismes internationaux, notamment ceux du système de Nations Unies se sont fortement impliqués dans l'organisation de différents processus électoraux en RDC, leur rôle étant d'apporter un appui technique à la Commission Électorale Nationale Indépendante de la RDC, notamment en ce qui concerne

l'élaboration du fichier électoral et l'établissement de la cartographie.

Ce rôle les a placés au cœur des débats électoraux entre parties prenantes au processus électoral en RDC. C'est dans ce cadre que d'une part ils influent sur les résultats électoraux et d'autre part, en tant qu'observateurs des scrutins, attisent la tension sur les résultats, étant donné qu'ils parviennent à obtenir les détails sur le déroulement effectif des opérations de vote sur toute l'étendue de la République avant que la centrale électorale n'en reçoive les résultats. Ce fut le cas en 2011 et en 2018.

Les missions diplomatiques de leur part ont constitué des officines pour des combines politiques tant de l'opposition que de la mouvance au pouvoir. Ainsi l'influence de la géopolitique diplomatique et la géostratégie internationale des puissances qu'elles représentent finit par transparaître dans leurs discours sur la RDC au moment des processus électoraux.

Pour besoin d'intérêts stratégiques des états représentés en RDC, les missions diplomatiques sont souvent tentées de soutenir ouvertement des candidats entretenant de bons rapports avec leurs pays, ce qui se solde par une certaine lutte des puissances extérieures en faveur de leurs candidats choisis, ce qui donne lieu à des tensions parmi les compétiteurs électoraux débouchant sur les violences électorales en République Démocratique du Congo.

5. *Organes de presse et mouvements citoyens*

En tant que quatrième pouvoir dans un régime démocratique, les organes de presse jouent un rôle de catalyseur dans le processus électoral. La transmission de l'information, la mobilisation et la propagande politique passent par la presse pour atteindre la masse laborieuse.

En République Démocratique du Congo, les partis politiques se sont dotés chacun d'un organe de presse pour la transmission de leurs idéologies respectives. C'est dans ce sens que la presse a par ailleurs facilité l'expansion de l'intolérance politique, ethnique et socio-tribale pendant les processus électoraux. L'impuissance de l'autorité de régulation des médias (CSAC) affaiblie par le pouvoir en place et les influences des hommes politiques fait que la définition des lignes éditoriales de plusieurs médias au Nord-Kivu et dans ville Province de Kinshasa échappe complètement au contrôle du CSAC et à l'éthique et la déontologie journalistiques.

Sur le terrain des élections, les médias, visiblement témoins des partis politiques publient des informations sur les résultats électoraux favorisant les candidats qu'ils supportent dans le but d'inciter les électeurs à la violence dans le cas où les publications rendues par ces médias ne seraient pas les mêmes que celles rendues par la CENI.

Les mouvements citoyens sont des acteurs importants dans la conduite du processus électoral en RDC. Pour ainsi dire, comme groupes de pression sur les institutions publiques, ces groupes sont des moyens efficaces pour l'équilibre du pouvoir et le respect des engagements des acteurs politiques vis-à-vis de la population.

Malheureusement, pour le cas de la RDC, au cours de 10 dernières années, ces groupes se sont érigés en obstacles hermétiques contre les institutions publiques, particulièrement dans la Province du Nord-Kivu et la Ville-Province de Kinshasa en ce sens qu'ils devenaient de plus en plus supplétifs des officines politiques et diplomatiques dans les deux provinces.

Au cours de leurs manifestations, il s'est remarqué une certaine idéologie radicale tendant à défendre des

intérêts obscurs et des plans subversifs visant la déstabilisation des institutions.

Des agents extérieurs se sont notamment infiltrés en leur sein au point de porter atteinte à la sécurité intérieure et la stabilité publique. Pendant et après les élections, ces groupes n'ont pas baissé la garde ; ils ont été utilisés comme bras séculier en soutien aux contestations électorales en faveur des candidats perdants.

Cela a rendu difficile l'action de la Police nationale congolaise à maintenir l'ordre et restaurer la paix dans les deux provinces, compte tenu de la résistance que ces groupes non structurés lui ont opposée. Ainsi ils participent à l'exacerbation de la violence pendant les processus électoraux au Nord-Kivu et dans la Ville-Province de Kinshasa.

6. Population

Autrement dit, souverain primaire, la population de la République Démocratique du Congo n'a jamais joué correctement son rôle de souverain et juge suprême de ses dirigeants. La population est le dernier acteur devant départager dans les urnes les acteurs politiques. Elle est parfois reléguée au rang de sujet des opérateurs politiques pour des raisons que nous avons évoquées précédemment.

Au cours de processus électoraux de 2006, 2011 et 2018, il est bien clair que le choix du peuple n'avait jamais été respecté. C'est bien la raison pour laquelle il s'est toujours dressé sur le chemin des acteurs politiques pour manifester violemment selon qu'elle est appelée à le faire en quête d'écoute de sa voix par les décideurs politiques qui visiblement se passent le plus souvent des cris de leur base en s'imposant malgré la volonté des électeurs.

Cette situation entraîne un climat de méfiance qui, à terme, se solde par le recours à la force, eu égard aux

frustrations qui résultent de l'entêtement des acteurs politiques contre les intérêts de leurs électeurs.

Voilà pourquoi à chaque échéance électorale en République Démocratique du Congo, le Parlement s'est toujours renouvelé par l'arrivée aux affaires de nouveaux acteurs.

Compte tenu de ce qui précède, il nous est donc nécessaire de porter notre analyse comparative des processus électoraux organisés en RDC depuis 2006 jusqu'à 2018, afin de déceler quelques particularités de chacune des trois échéances.

c. Analyse des cycles électoraux et effets des violences y afférentes

Les élections étant conçues en RDC comme une solution politique définitive à la crise de légitimité et une fin totale de la longue transition qui a duré plus de 15 ans, elles sont à la fois la seule voie et unique pour l'accès au pouvoir.

C'est alors qu'en 2006, les élections ont été organisées dans le but de départager par voie démocratique pacifique des protagonistes qui se sont livrés la guerre et qui ont dirigé la dernière transition, avec comme spécificité l'expérimentation d'une formule politique exceptionnelle d'une présidence à cinq, c'est-à-dire, un Président secondé de quatre Vice-Présidents.

En 2006, les élections étant à leur première organisation en format démocratique pluriel, ont rencontré des défis particuliers, à savoir :

- L'inexpérience de la Commission électorale indépendante (CEI) ;
- La sécurité non garantie pour les électeurs ;
- L'inexistence des juridictions administratives habilitées à connaître des situations liées au processus électoral ;
- Les rivalités politiques des acteurs assorties de confrontations armées ;

- L'absence de confiance des participants au processus ;
- L'absence d'une loi électorale contraignante ;
- L'interférence quasi permanente de la communauté internationale ;
- Les contestations armées et violentes des candidats malheureux ayant occasionné des pertes en vies humaines au Nord-Kivu et en Ville-Province de Kinshasa.

Malgré ces grands défis, les élections se sont tenues et ont fini par porter un des candidats compétiteurs au pouvoir jouissant d'une légitimité absolue.

En 2011 par contre, au terme de la réorganisation des institutions et la restructuration de la centrale électorale, le processus électoral s'était déroulé dans un climat détendu et propice, eu égard à la paix consolidée, à la restauration des pouvoirs publics, au désintéressement de la communauté internationale, incluse la disponibilité des opérateurs électoraux formés et forts de la première expérience.

Malheureusement, ici aussi de nouveaux défis se sont invités au processus, affectant ainsi la crédibilité de celui-ci et contribuant à l'explosion de la violence avec ses corollaires. C'est notamment par exemple :

- L'organisation du processus électoral modifiée, passant d'élections présidentielles de deux tours à un seul tour,
- Le choix des animateurs de la Commission Électorale Nationale Indépendante,
- La transparence du processus remise en cause par les candidats,
- L'existence d'exécutifs provinciaux hors mandat, attachés et acquis au candidat sortant,
- La fraude massive et le bourrage des urnes au profit du pouvoir sortant,
- La proclamation des résultats contestés ainsi que l'inféodation des cours et tribunaux à la volonté du

pouvoir en place,

- Le recours à la violence comme mode de revendications électorales.

Rappelons ici que plusieurs tentatives de conciliation entre parties ont été essayées dans le but de restaurer la confiance en vue du prochain processus électoral qui devrait avoir lieu à l'aube de 2016. C'est notamment :

- La mise en place d'un gouvernement inclusif, d'union et de cohésion nationale,
- Les concertations nationales en vue de la cohésion nationale,
- La tenue du dialogue avec l'opposition et les forces vives de la nation sous la médiation africaine désignée,
- La mise en place d'un cadre de négociations inclusives au rang duquel la CENCO, etc.

Cependant, ces tentatives, malgré la volonté de l'organisateur, n'ont pas su arrêter le syndrome de la violence électorale en République Démocratique du Congo.

Ainsi, en 2018, à l'issue d'un glissement gouvernemental au-delà du délai constitutionnel, les élections ont été organisées sous une vive tension entre le gouvernement congolais, l'opposition politique, la communauté internationale et la population civile congolaise.

Si en 2006 et en 2011 les élections ont été financées à plus de 75% par la communauté internationale, en 2018, le processus a été entièrement financé et pris en charge par le gouvernement congolais qui brandissait aux donateurs le principe de souveraineté, se refusant ainsi d'agir sous le contrôle de qui que ce soit.

C'est alors que les défis ci-après vont se poser :

- L'insuffisance de dispositif logistique pour l'acquisition et le déploiement des matériels électoraux,
- La remise en cause du bureau de la centrale électorale par les candidats potentiels,
- La mainmise totale du gouvernement sur la CENI, la privant ainsi de son indépendance et de sa neutralité,
- Les brouilles diplomatiques entre la RDC et la communauté internationale,
- La vague de sanctions internationales contre les dirigeants congolais,
- Les restrictions économiques plongeant le pays dans une profonde crise économique,
- Les manifestations quasi permanentes et continues de la population sous l'effet de la violence et du vandalisme,
- L'insécurité au Nord-Kivu et dans la Ville-Province de Kinshasa,
- L'absence totale de confiance entre acteurs au processus,
- La fraude électorale et le bourrage des urnes.

Malgré ce grand défi de taille, les élections ont pu se tenir dans un climat de violence et ont tout de même porté un vainqueur au pouvoir quoique toujours contesté.

Par ailleurs, si en 2006 et 2011 les élections organisées en République Démocratique du Congo connaissaient la candidature d'un Président de la République sortant, en 2018, les élections se sont tenues sans la participation du président sortant, ce qui est une grande avancée politique et démocratique. En plus, la

dépendance financière de la République Démocratique du Congo à l'égard de la communauté internationale pour ce qui concerne l'organisation du processus électoral comme on l'a constaté en 2006 et en 2011, la RDC a pris en charge ses propres élections. C'est là une deuxième avancée majeure.

Si en 2006 et en 2011, la communauté internationale déploya des observateurs électoraux partout à travers la République pour superviser le déroulement du vote, afin de garantir la transparence et la validité des résultats. Par contre, en 2018, les observateurs et témoins électoraux indépendants ne furent pas déployés, alors que la crédibilité de cette dernière élection imposait une certaine neutralité indépendamment de la volonté de l'organisateur. Ce qui était un recul démocratique. Faisons remarquer qu'une exception de taille s'est observée au cours du processus électoral de 2018 comparativement aux deux processus précédents de 2006 et 2011 est que, les territoires de Beni, de Lubero et le groupement de Yumbi n'ont pas participé au vote du Président de la République Démocratique du Congo officiellement suite à l'insécurité et aux massacres récurrents qui s'y poursuivaient.

Rappelons qu'à l'issue de ces élections et au lendemain de la proclamation des résultats définitifs, une vague de protestations violentes s'est produite tant à Kinshasa qu'en Provinces et particulièrement au Nord Kivu faisant de dégâts humains et matériels considérations.

Soulignons que les élections ont été un facteur de fierté nationale et de souveraineté des peuples dans bien des États au monde, en République Démocratique du Congo elles les sont pour autant qu'à certaines différences près en RDC. C'est-à-dire, elles ont non seulement été un facteur dévastateur au sein de l'opinion mais aussi et surtout une véritable cause de malheurs et

souffrances pour la population, particulièrement au Nord-Kivu.

Dans ces deux provinces, les élections se sont fait accompagner d'un lot d'effets tel que : meurtres, pillages, arrestations, des jugements et condamnations à de peines lourdes ; destruction de biens publics, vandalisme, tortures morales et physiques, déchirement de la cohabitation sociale de communauté, du renforcement des clivages socio-ethniques, l'accroissement du climat de l'intolérance socio-politique, de l'exacerbation des conflits identitaires, de la xénophobie, de la destruction du tissu social de la population, désintégration de l'économie, divisions ethniques et tribales.

Ces effets qui, malgré la tendance à vouloir les banaliser par les autorités publiques en province du Nord-Kivu et dans la Ville-Province de Kinshasa présage de sérieux problèmes qui surgiront au cours de prochaines échéances électorales, étant donné qu'aucune mesure palliative n'est jusque-là envisagée pour panser les plaies que les violences électorales ont causées au sein de la société.

Au Nord-Kivu par exemple, suite aux violences liées aux trois différents processus électoraux passés, les communautés se sont distinctement séparées en ce sens que l'élan de solidarité qui existait avant les élections de 2006 s'est totalement brisé que les Nande ne supportent plus vivre avec les Hutus, les Nyanga n'acceptent plus de cohabiter avec les Hunde, les Tembo totalement séparés de Kano, les Kumu non plus avec les tutsi, et ces conséquences s'observent, y compris dans les centres urbains. Et au fur et à mesure que des mécanismes efficaces de réconciliation n'auront pas été définis, l'implosion dévastatrice des conflits ethniques se produira au Nord-Kivu. C'est pourquoi le système électoral congolais mis en place ne cadre pas avec les

réalités spécifiques propres à la RDC, d'où la nécessité de sa réforme et sa réadaptation.

Partant de l'expérience, il est impérieux de conclure que les processus électoraux en RDC répondent à un besoin autre que celui de l'expression citoyenne et de la souveraineté nationale et moins encore celui de la légitimation du pouvoir par le souverain primaire, plutôt une réponse aux exigences dictées de la volonté extérieure au détriment du peuple congolais.

Il y a lieu de conclure ensuite qu'au regard du déroulement du processus électoral, du comportement des acteurs en présence, de l'interférence extérieure assortie d'une tendance néocolonialiste d'une part mais aussi des discours incendiaires des protagonistes, l'absence des outils éducatifs et de l'incivisme d'autre part, engendrant une subjectivité par rapport aux besoins réels de l'organisation des élections, les violences électorales demeureront tant que les réformes nécessaires, la réadaptation du système électoral congolais aux réalités socio-politiques du pays n'auront pas été mis en place. Ceci étant, on conclura en effet que la responsabilité de la Police nationale congolaise dans les violences électorales ne peut être engagée du fait que celle-ci (police) subit comme tout citoyen congolais les conséquences des aléas de la démocratie mal définie et mal interprétée de la part des acteurs politiques congolais. C'est pourquoi notre étude se termine par proposer la formation à l'éducation électorale des acteurs sociaux, politiques et sécuritaires comme alternative à la réduction des violences durant le cycle électoral dans notre pays.

d. Impératif de formation à l'éducation électorale des acteurs sociaux, politiques et sécuritaires

i. À propos de la formation

La problématique de l'éducation électorale implique l'assainissement du vécu humain, c'est-à-dire, l'organisation des actions d'envergure visant à impacter significativement le mental du Congolais.

Dans le contexte actuel de la RDC, il importe que des actions de formation et/ou d'éducation sous toutes ses formes soient privilégiées parmi les stratégies à mettre en œuvre pour résoudre dans la durée et de manière efficace, les différents conflits sociaux internes et externes qui sont à la base des violences observées de manière récurrente dans les différents cycles électoraux.

Il est donc important de procéder au renforcement des capacités des acteurs sociaux, politiques et sécuritaires en matière de questions essentielles et vitales concernant les thématiques essentielles touchant le bien-être des populations, le vivre-ensemble, le respect des biens communs, la restauration du pouvoir public, la protection et la conservation de l'environnement, la résolution pacifique des conflits, l'écocitoyenneté, la promotion des valeurs républicaines, la gouvernance électorale. Bref, le patriotisme.

D'après Wessa (2022), l'implémentation de tous ces concepts dans le vécu quotidien des citoyens passe par une formation organisée dans le but de susciter l'acquisition des savoirs, savoir-faire et savoir-être susceptibles d'impulser un changement positif de comportements et de mentalités.

Ce qui fait dire à Masandi cité par Wessa (2022) que, partant du contexte de l'enseignement, il convient d'opérer la distinction entre la formation initiale et la

formation continue.

ii. Formation initiale

L'enseignant peut se concevoir comme un artisan qui a appris son métier auprès d'un maître dont il imite les façons de faire, elles-mêmes issues en partie de l'expérience accumulée des prédécesseurs. Maître à son tour, l'artisan va éventuellement perfectionner son art à la lumière d'essais originaux ou grâce à la fréquentation de ses collègues.

La conception opposée est celle de « professionnel » au sens qui vient d'être précisé, c'est-à-dire de spécialiste qui pratique son art en l'appuyant autant que possible sur des connaissances théoriques expérimentalement validées.

La méthode de formation des maîtres est elle-même encore loin d'être bien maîtrisée : on ne sait pas encore, de façon scientifiquement établie, comment on apprend à enseigner. On peut distinguer quatre grandes options méthodologiques :

- la formation infuse ;
- la formation traditionnelle
- la formation scientifique ;
- la formation humaniste.

Formation infuse

On désigne ainsi l'art d'enseigner dont les enseignants, non préparés à leur mission pédagogique et psychologique, trouvent la source dans leur bon sens, leur intuition et dans la reproduction des modèles pédagogiques qu'ils ont observés et intériorisés lorsqu'ils étaient élèves ou étudiants.

Formation traditionnelle

Cette appellation est employée faute de mieux. Elle désigne la démarche caractéristique des anciennes

écoles normales d'instituteurs.

La formation comprenait des éléments de culture générale, une étude des disciplines à enseigner, plutôt conçue en fonction de cet objectif que de leur degré d'avancement scientifique, des notions de psychologie restées longtemps naïves ou livresques, et une préparation pédagogique trouvant ses sources principales dans l'histoire de l'éducation et dans l'expérience vécue des professeurs de didactique. Une place importante était réservée à l'observation du terrain scolaire et à la pratique. Le niveau et le style de cette formation ont varié de façon considérable selon les époques et les pays. Formés dans des institutions où la recherche scientifique ne se pratiquait pas, les maîtres n'étaient pas familiarisés avec ses méthodes et ses apports constants. Ainsi, s'explique, en bonne partie, le peu d'influence de la recherche expérimentale en éducation. Il reste donc difficile d'évaluer de façon équitable la formation traditionnelle à la lumière des comportements pédagogiques des enseignants et des acquis de leurs élèves.

Formation scientifique

Réagissant contre le flou conceptuel de la formation traditionnelle, les protagonistes de la formation scientifique ne nient pas que, comme la médecine, l'éducation reste, en dernière analyse, un art. En effet, l'intuition intervient souvent de façon décisive au moment de prendre des décisions graves, dans des situations qui, à la limite, sont toujours uniques : en raison du nombre de facteurs en cause et de leurs multiples interactions, le nombre de paramètres dont il faudrait tenir compte est trop élevé pour qu'il soit possible d'en faire instantanément une analyse rationnelle.

Cette limitation étant reconnue, il importe de réduire l'incertitude de l'adéquation des décisions. Deux voies s'offrent : celle de l'empirisme (l'expérience montre que dans des cas à peu près semblables, telle décision s'est avérée efficace) et l'approche scientifique.

Est pris pour scientifique, la formation qui commence par l'étude approfondie des disciplines fondatrices dans leur état le plus avancé, se poursuit par l'étude des caractéristiques et du fonctionnement de l'individu réputé normal ou sain, et se termine par l'étude des problèmes ou des troubles connus et des façons d'y remédier ou de les surmonter. Pour qu'une telle formule porte des fruits, elle doit être profondément ancrée dans les réalités du terrain, la théorie et la pratique se validant et se défiant mutuellement.

Par nature, ce type de formation est directement branché sur la recherche et parle son langage. Le futur praticien est ainsi armé pour suivre l'évolution scientifique qui le concerne le plus directement. Une question reste cependant ouverte : comment former à la pratique quotidienne de l'enseignement ? Deux voies s'offrent : l'immersion ou approche globale et l'approche analytique dont le behaviorisme fournit le modèle le plus accusé. Des auteurs comme Smith (1969) prennent une position intermédiaire. Les élèves maîtres commencent par observer des activités éducatives réelles, y participent dans la mesure de leurs possibilités, et repèrent à cette occasion des phénomènes et des problèmes. L'enseignement théorique qui suit aide à les analyser et à les comprendre. Les élèves reviennent ensuite sur le terrain pour approfondir leurs observations et en faire de nouvelles ; ce va-et-vient continue et, petit à petit, la pratique effective augmente.

Par Alain ALISA JOB SAMBOKERA

Chap. IX. ETUDE EPISTEMOLOGIQUE SUR LE PATRIOTISME : SENS ET COMPREHENSION EN RDC

Par Ass1, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance

Biographie

Assistant, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance, Fils de Aimé BIAMUNGU M. et BARAKA Georgette, est licencié en Droit privé judiciaire (système classique) au grade d'assistant de l'université de martyrs du Congo. Actuellement il assume plusieurs fonctions au vu de ses performances et de ses expériences. Il est secrétaire du département de criminologie à Université de martyrs du CONGO, et Encadreur de plusieurs mémoires de licence.



1. Résumé

Comme la plupart d'entre nous qui parlent du patriotisme sans savoir ce que ça signifie réellement ; Le patriotisme est un sentiment partagé d'appartenance à un même pays, la patrie, sentiment qui en renforce l'unité sur la base de valeurs communes. : Pourquoi parler du patriotisme sans savoir ce que ça devrait signifier réellement ?, nous avons encre qui concerner l'analyse de

ce travail commence par traiter des notions de définir certains concepts et parler du patriotisme.

Partant de ce qui vient d'être dit ci-haut, nous pouvons donc dire que cette préoccupation est subdivisée en deux chapitres grands chapitres hormis l'introduction, la bibliographie et la conclusion.

Pour arriver à bien donner la réponse à notre préoccupation, nous nous sommes servis de la technique documentaire. En voulant bien faire l'analyse de cette préoccupation, quelques questions ont été posées forment ainsi la matière de notre recherche.

La toute première question était celle de savoir Que serait la différence entre le nationalisme (nationaliste) et le patriotisme (patriote)? Après nous avons défini certains concepts comme : patrie, patriote, civisme, citoyen, citoyenneté, la morale et l'éthique.

A ce questionnement, nous avons tenté de donner la matière suivante : le patriotisme comme étant un sentiment d'amour envers son pays, un dévouement d'un individu envers le pays qu'il reconnaît comme étant sa patrie. Le patriotisme crée des patriotes. C'est qui un patriote ?

Un patriote C'est un citoyen prêt à se dévouer ou se battre pour défendre l'intérêt de sa patrie... Partant du patriotisme ça nous renvoie à préciser la différence qui règne entre le nationalisme et le patriotisme : Le nationalisme pour lui se caractérise sur un sentiment de haine envers une autre nation que l'on croit être responsable du malheur de son pays Nous pouvons alors définir le nationalisme comme suit ; C'est une doctrine, un mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation. Le nationalisme est considéré aussi comme une exaltation du sentiment national, un attachement passionné à la nation, une

doctrine fondée sur le sentiment du patriotisme. Tandis que Le patriotisme conduit à ressentir de l'amour et de la fierté envers sa patrie; un patriote est prêt à se dévoué ou à se battre pour sa patrie enfin d'en défendre les intérêts.

2. INTRODUCTION

Il nous revient de dire que la plus part de citoyens dans des différents pays parle du patriotisme sans savoir ce que ça veut signifier réellement. Dans ce présent thème nous allons présenter la vraie signification du patriotisme.

Ainsi pour mieux comprendre le bienfondé de cette question il est important de répondre aux questions suivantes :

Qu'entendez-vous par : La patrie, La morale, éthique, Le patriote, Civisme, Citoyen, Citoyenneté

Que serait la différence entre le nationalisme (nationaliste) et le patriotisme (patriote)?

L'étude de cette question a pour objectif de donner la vraie signification du patriotisme et permettre aux lecteurs de comprendre :

- Le patriotisme
- La patrie
- un patriote et le nationalisme

Pour y parvenir nous allons utiliser la **technique documentaire** : cette technique nous a permis de compiler les différents ouvrages en rapport avec cette question de recherche afin de circonscrire une bonne conception.

Tout travail scientifique digne poursuit toujours un intérêt bien précis ; nous parlerons ici de l'intérêt pratique, scientifique, personnel et social.

La charité bien ordonne doit toujours commencer par (je) soit même

Sur le plan personnel : Cette question m'a aidé à l'auto épanouissement de ma personnalité scientifique et à prouver à la face du monde mes valeurs et qualités

scientifiques après une formation de qualité pendant notre parcours scientifique.

Sur le plan pratique : Cette question constitue une délivrance en faveur des citoyens qui ignorent la vraie signification du patriotisme;

Sur le plan social : Ce travail permettra d'éclaircir la population sur les éléments constitutifs du patriotisme. Durant la compréhension de cette question, nous avons été guidés par les valeurs suivantes :

- Le goût d'apprendre
- La fierté de servir
- Honnêteté scientifique

Partant de ce qui précède, nous voici préciser les points qui seront traités dans la partie suivante :

- Définition de certains concepts
- Brève contextualisation du patriotisme

3. CADRES CONCEPTUELS

Dans cette partie nous allons définir : La patrie, Citoyen, citoyenneté, La morale, éthique, la déontologie, Le patriote et Civisme,

La patrie	C'est un pays où l'on est né ou auquel on appartient comme citoyen, et pour lequel on a un attachement affectif.
Citoyen	Le citoyen est « le membre d'un Etat, considéré au plan de ses devoirs et de ses droits civils et politiques »
Citoyenneté	C'est toute action et/ou toute influence exercée de façon consciente ou inconsciente par les personnes adultes sur les jeunes générations en vue de leur faire assimiler et acquérir les connaissances, les comportements et les attitudes jugés utiles

	tant pour leur intégration sociale que pour le développement de la
La morale	Est la Science du bien et du mal ; La théorie de l'action humaine soumise au devoir et ayant pour but le bien. Etymologie : du latin mores (pluriel de mos), mœurs, conduite, manière d'agir, genre de vie, habitude.
Ethique	Tirée du mot grec « ethos » qui signifie « manière de vivre », l'éthique est une branche de la philosophie qui s'intéresse aux comportements humains et, plus précisément, à la conduite des individus en société.
Déontologie	Est un code de conduite, règles morales
Le patriote	Qui aime ardemment sa patrie et prouve par ses actes.
Civisme	- C'est l'ensemble des comportements positifs qui fait d'une personne un bon citoyen. - C'est l'attachement à l'intérêt public nécessitant une conscience politique et une connaissance de ses droits et ses devoirs envers la société ce donc l'état du

	citoyen qui respecte ses devoirs pour jouir pleinement de ses droits.
--	---

4. CONTEXTUALISATION DU PATRIOTISME

Dans ce point, nous allons répondre à notre question du sujet : pourquoi parler du patriotisme sans savoir ce que sa signifié réellement ?

Le patriotisme, c'est l'amour de son pays, le dévouement à la terre où Ton a vu le jour; c'est cet attachement inné dans le cœur de l'homme aux objets de la nature qui ont les premiers frappé ses regards, et qui ont été les témoins de ses premiers pas dans la vie. Cette expression, comme on le sait, est dérivée du mot *patrie*, en latin *patria*. Dans son sens étymologique, elle signifie *terre paternelle*; et les Latins avaient consacré cette expression dans leur langue pour désigner le territoire que leur avaient légué leurs ancêtres et qu'ils devaient eux-mêmes à leur tour transmettre à leurs descendants comme un dépôt sacré. C'est précisément le même sens que nous attachons à notre mot français *patrie*.

Le patriotisme est un de ces sentiments que l'auteur de la nature a gravés lui-même en traits de feu dans le fond de l'âme humaine. C'est ce sentiment qui fait les héros et qui donne à l'homme ce courage indomptable qui le rend plus fort que la mort. L'amour du sol natal se retrouve partout, sous les glaces du pôle comme dans les déserts brûlants de l'Afrique. Le pauvre Esquimau, avec son costume de peau d'ours ou de caribou, aime sa cabane de glace, il

prend avec délice ses repas de chair crue. Il ne peut concevoir qu'il y ait au monde de pays plus favorisé que le sien. C'est en vain que vous le promènerez dans les grandes villes de l'Europe, que vous étalerez à ses yeux toutes les merveilles de la civilisation, que vous essayerez à lui faire goûter les douceurs et apprécier les avantages qu'elle nous procure. Il ne vous comprendra point; il ne comprendra pas qu'on puisse trouver le bonheur dans la jouissance de toutes ces choses. Pour lui, rien n'égale la beauté de ces rochers couverts de mousse où broutent des milliers d'agiles caribous et que parcourent en tous sens les nombreux troupeaux de bœufs musqués qui y paissent; nulle émotion semblable à celle qu'il éprouve à voguer dans son canot de peaux entre les montagnes flottantes des glaces du pôle, à la poursuite des grandes baleines du Nord.

Il faut en dire autant du malheureux habitant des sables brûlants de l'Afrique. Les formidables rugissements du lion, la férocité du tigre et de l'hyène le font bien trembler à la vérité, mais il n'en aime pas moins les déserts arides qui l'ont vu naître, il n'en poursuit pas avec moins de bonheur la gazelle légère, cet hôte inoffensif du désert. Lui aussi, ce rude Africain, a une patrie qui possède toutes ses affections et à laquelle nul autre pays n'est préférable à ses yeux.

Ainsi ces natures incultes, ces hommes dégénérés que la Providence semble avoir relégués dans ces régions inhospitalières pour des raisons, sans aucun doute, infiniment justes; ces hommes, si dégradés qu'ils soient par leur abaissement intellectuel et leur corruption morale, ont cependant conservé vivace dans leur cœur l'amour de la patrie. Dieu, qui a permis que tant de nobles sentiments, qui font battre le cœur des hommes régénérés, aient fait chez ces infortunés un triste naufrage, n'a pas voulu dans sa miséricorde que celui du patriotisme eût le même sort. Il le leur a conservé comme

une compensation et une planche de salut dans les dures privations auxquelles il les a soumis.

De ce qui précède, nous pouvons définir le patriotisme comme étant un sentiment d'amour envers son pays, un dévouement d'un individu envers le pays qu'il reconnaît comme étant sa patrie.

Le patriotisme crée des patriotes. C'est qui un patriote ?

Un patriote C'est un citoyen prêt à se dévouer ou se battre pour défendre l'intérêt de sa patrie

Ex : MAMADOU NDALA MUSTAPHA déclare : « je défendrais mon pays jusqu'au sacrifice suprême ».

Pour MOBUTU SESEK : « je suis prêt à signer des accords avec le diable pourvu que mon pays reste un et indivisible

Le patriotisme marque un attachement sentimental à sa patrie se manifestant par la volonté de la défense de son pays et de le promouvoir. »

A. LES AVANTAGES DU PATRIOTISME

- La patrie assure à l'individu les conditions indispensables à son développement intellectuel, social et économique.

C'est pourquoi ce dernier doit d'abord reconnaître ce qu'il a reçu d'elle et ce qu'il continue de recevoir pour être à mesure d'agir en toute justice vis-à-vis d'elle.

B. LA DIFFERENCE ENTRE LE PATRIOTISME ET NATIONALISME

NATIONALISME	Le nationalisme pour lui se caractérise sur : □ un sentiment de haine envers une autre nation que l'on croit être responsable du malheur de son pays Nous pouvons alors définir le nationalisme comme suit :
---------------------	--

	☞ C'est une doctrine, un mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation Le nationalisme est considéré aussi comme une exaltation du sentiment national, un attachement passionné à la nation, une doctrine fondée sur le sentiment du patriotisme. ☞ Le patriotisme est l'amour des siens tandis que le nationalisme est la haine des autres. ☞ Nous pouvons encore dire que le patriotisme s'attend comme un sentiment d'appartenance, d'attachement à son pays. La persistance est généralement attribuée à sa fonction de maintien de la cohésion du groupe nationale au service de l'Etat dans la mesure où il favorise le respect des obligations civique dans la société.
PATRIOTISME	Le patriotisme porte les caractéristiques suivantes: • Un sentiment partagé • Une appartenance à un même pays • Une patrie avec un sentiment qui renforce l'unité sur la base des valeurs communes. NB: Le patriotisme conduit à ressentir de l'amour et de la fierté envers sa patrie; un patriote est prêt à se dévoué ou à se battre

	pour sa patrie enfin d'en défendre les intérêts.
--	--

C. LE PATRIOTISME DANS LA RELIGION

Ce patriotisme n'est pas chez tous les religieux, Mais c'est chez l'homme civilisé, et surtout chez le véritable chrétien que ce grand et noble sentiment est admirable. Qu'il nous suffise de dire que c'est ce qui rend l'homme au cœur généreux capable des plus grands dévouements et des plus grands sacrifices; c'est ce qui le rend inébranlable en face de la mort; que dis-je? C'est ce qui la lui fait même rechercher avec ardeur quand il s'agit du salut de son pays.

Aussi la religion est-elle toujours inséparable du véritable patriotisme. L'homme vraiment digne du nom de patriote aime sa patrie terrestre, parce qu'elle est pour lui un avant-goût de la patrie céleste; il la sert fidèlement et fait de bon cœur pour elle le sacrifice de ses biens et de sa vie, s'il le faut, parce qu'il sait que cette fidélité et ces sacrifices l'honorent devant les hommes, et sont devant Dieu parmi ses plus beaux titres à la possession de l'éternelle patrie. Que serait, en effet, un patriotisme sans religion, sinon une fureur aveugle, un non-sens, une absurdité ? Si c'est une folie, au jugement de la Sagesse incarnée, de gagner l'univers même aux dépens de son âme, comment

faudrait-il qualifier la conduite du soldat qui affronterait toutes les horreurs des champs de bataille sans autre espoir que le néant ou l'enfer après son trépas?... Que la religion, au contraire, montre au plus humble soldat chrétien une couronne aussi brillante que celle qui ornerait la tête de son général, si comme lui il tombe victime du devoir en défendant sa patrie, oh! Alors on s'explique son courage, on admire son dévouement et on le comprend.

Aussi les véritables patriotes, les vrais amis de la patrie Font-ils toujours entendus dans ce sens. Les anciens Disaient: *Combattre pour ses autels et ses foyers. Pro arts et focis*. Les preux chevaliers du moyen âge, ces admirables modèles du patriote chrétien, avaient pour motto: *Dieu et mon Roi*, et encore: *Religion et patrie, Foi et honneur*. Dans leur pensée, la défense de la patrie était la cause même de Dieu.

EXEMPLE :

- Papa SIMON KIMBANGU quand il disait : « nous allons défendre notre très cher et bon pays avec l'aide du saint esprit ».
- Le pasteur Jules MULINDWA : « je suis prêt à mourir pour la libération de notre pays contre les mains de colonisateur ».

D. FONDEMENT IDÉOLOGIQUE D'UN PATRIOTE

De nos jours, la science politique anglo-saxonne positiviste et behavioriste estime qu'un déclin irrémédiable des idéologies s'opère dans des sociétés industrielles rationnelles et « désenchantées⁴¹ ».

⁴¹ C. YOUNG, *Introduction à la politique congolaise*, Bruxelles, CRISP, 1968, p. 351.

Le collectivisme, faute d'avoir créé un homme nouveau, n'est pas parvenu à lui apporter un ancrage idéologique effectif. Ces désillusions ont conduit certains à célébrer.

Le triomphe absolu et définitif du libéralisme comme panacée, alors que la grande crise financière de cette dernière décennie et d'autres événements à travers le monde apportent un cinglant démenti. Par ailleurs, les conflits sanglants en Afrique, les massacres des populations civiles, les viols massifs et l'instabilité politique endémique posent l'hypothèse de l'ingouvernabilité de nos sociétés et, partant, questionnent le génie africain sur l'impératif de la fabrique d'idées ou d'institutions politiques idoines. Prenant à contre-pied le postulat de l'essoufflement des idéologies, le doyen Pierre Pactet affirme que toute société repose sur un système de valeurs que le pouvoir politique doit prendre en compte⁴². En tant que système d'idées ou ensemble de convictions et d'expressions à caractère symbolique qui permet d'évaluer et d'interpréter le monde en fonction d'un certain modèle⁴³, l'idéologie contribue à la lisibilité et à la légitimation de l'action politique. Considéré sous ce prisme, le Patriote revisité peut nous⁴⁴ servir d'aiguillon dans la perspective de l'engagement patriotique de la diaspora.

Alors, C'est qui un patriote ? Au premier abord, il convient de préciser qu'un patriote n'est pas une idéologie dogmatique figée.

⁴² P. PACTET, *Institutions politiques. Droit constitutionnel*, 9^e éd., Paris, Masson, 1989, p. 27.

⁴³ Cf. *Dictionnaire de la pensée politique : hommes et idées*, Paris, Hatier, 1989, p. 382 ; voir aussi B. VERGELY, *Dictionnaire de la philosophie*, Paris, Milan, 2004.

⁴⁴ Pendant la Conférence nationale (1992), plus de trente partis politiques se réclamaient du lumumbisme.

En se référant à l'action, aux idées de Patrice Lumumba ainsi qu'à la littérature qui lui est consacrée, le lumumbisme revêt à la fois les caractéristiques d'une philosophie politique et les caractéristiques de la praxis. C'est une conception politique fondée sur un ensemble de **valeurs, symbole, La laïcité et de principes** à partir desquels nous nous interrogeons sur les conditions de notre existence au sein de la société, en vue d'un plein épanouissement.

PRINCIPES	Sont des idéaux supérieurs auxquels on croit importants d'obéir; c.à.d. chaque pays a le devoir d'enseigner à ses citoyens l'idéologie fondé sur le patriotisme, la défense nationale et la sécurité intérieure du pays. Ce sont des valeurs morales. De même, «<i>ne pas faire aux autres ce qu'on ne veut pas qu'ils nous fassent</i>» est une règle que plusieurs trouvent fondamentale.
------------------	---

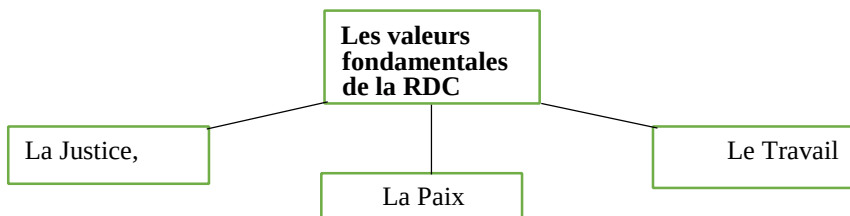
LES SYMBOLES	Le drapeau et les armoiries constituent les symboles officiels d'un pays. Cependant, ce qui nous vient en tête lorsque nous évoquons un pays, ce sont souvent des images liées à la culture populaire. NB : La RDC est un pays caractérisé par sa culture populaire «la musique, les langues, les dialectes» - Il est important aussi de signaler que notre pays est le cœur de l'Afrique ouvert sur 9 pays voisins et à atlantique qui le met en communication facile avec le monde et surtout avec sa richesse en matières premières. - Sa position géopolitique et géostratégique est un signal fort qui oblige le monde à ouvrir une diplomatie étroite avec précision bien que c'est l'origine même du conflit
	diplomatie et implication de certain pays voisins dans la déstabilisation de la RDC.

LAÏC	La laïcité garantit la liberté de conscience; De celle-ci découle la liberté de manifester ses croyances ou convictions dans les limites du respect de l'ordre public. La laïcité implique la neutralité de l'Etat et impose l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion ou conviction.
-------------	--

E. VALEURS

La République Démocratique du Congo est fondée sur des principes et des valeurs que l'on retrouve dans la Constitution et qui définissent aujourd'hui les contours de la citoyenneté.

Ces valeurs sont le fondement de nos **lois** et sont garanties par celles-ci.



Sont les valeurs fondamentales, que l'on retrouve dans la devise de la République.

À celles-ci s'ajoutent : la Démocratie.

La citoyenneté est également étroitement liée à la nationalité. Elle manifeste l'attachement à une Nation et donne certains droits, comme le droit de **voter** et **d'être élu**.

La pertinence politique du lumumbisme réside dans sa capacité intrinsèque d'adaptation constante à l'évolution de la société, tout en préservant l'intangibilité de son «

noyau doctrinal identitaire », dont les principes et les valeurs constitutifs sont notamment :

	Le nationalisme et le patriotisme	qui privilégient respectivement l'intérêt supérieur de la nation dans tous les domaines et la manifestation effective de l'amour de la patrie. À ce titre, Lumumba dira à Thomas Kanza qui
		craignait pour sa vie : « <i>Vous réaliserez assez difficilement comment je suis arrivé à la conclusion qu'un de nous doit mourir pour sauver la cause de la patrie⁵.</i> »
01	La souveraineté nationale	indissociable de la revendication de l'indépendance et du refus de toute forme de domination des puissances étrangères. Au cours de son discours du 28 décembre 1958 à Léopoldville, Lumumba déclara entre autres : « <i>La notion de la souveraineté belge au Congo doit également disparaître du vocabulaire colonial. Le Congo n'est pas propriété belge ; c'est un pays comme tout autre qui doit jouir de sa souveraineté, comme la Belgique jouit de la sienne⁶.</i> » Plus tard, à la Table ronde du 27 janvier 1960 à Bruxelles, il dira : « <i>Cette indépendance, nous voulons qu'elle soit une indépendance réelle et non une indépendance de façade⁷.</i> »

02	L'unité nationale	à savoir le refus de la balkanisation du territoire national et la promotion de la cohésion sociale et de l'intégration nationale. « Nous voulons aussi, selon Lumumba, dans l'intérêt suprême de notre pays, que le Congo indépendant soit uni : cette unité est non seulement nécessaire, mais indispensable à l'harmonieux développement économique, social et politique du Congo. Cette unité doit s'accompagner d'une décentralisation qui tiendra compte de la diversité que présente la grande nation congolaise ⁴⁵ . »
03	Le panafricanisme	, comme nécessité d'une véritable solidarité et d'une unité africaine par les mécanismes d'intégration régionale. Dans cette optique, Lumumba déclara le 22 mars 1959, lors du séminaire international d'Ibadan (Nigeria) : « La solidarité africaine doit se concrétiser aujourd'hui dans les faits et dans les actes. Nous devons former un bloc pour prouver au monde notre fraternité ⁹ . »

^{5 45} G. HEINZ et H. DONNAY, *Lumumba Patrice, les cinquante derniers jours de sa vie*, Bruxelles, CRISP, 1966, p. 20.

⁶ J. VAN LIERDE, *op. cit.*, p. 21.

Ibid., p. 128. ⁸ *Idem.*

04	La justice sociale	synonyme de lutte contre les inégalités sous toutes leurs formes. En présentant le programme d'action de son mouvement à la conférence d'Accra (Ghana) en 1958, Lumumba indiquera que son parti fonde son action notamment sur « <i>l'égalité des citoyens, sans discrimination aucune</i> ¹⁰ ».
05	Le neutralisme positif	prôné en 1955 lors de la conférence de Bandung (Indonésie), constitue le fondement de la doctrine de non-alignement. Ainsi, Lumumba déclara quelques jours avant sa mort, dans son ultime message : « <i>Nous avons également opté pour la politique de neutralisme positif et, dans ce neutralisme positif, nous entendons entretenir des relations d'amitié avec toutes les nations qui respectent notre souveraineté et notre dignité sans s'ingérer dans nos affaires de quelque manière que ce soit</i> ¹¹⁴⁶ . »

^{9 46} *Ibid.*, p. 29.

¹⁰ *Ibid.*, p. 11.

¹¹ *Ibid.*, p. 396.

Pour les principes et les valeurs constitutifs du lumumbisme, nous avons exploité les ouvrages et les documents suivants : P. E. LUMUMBA, *Le Congo, terre d'avenir, est-il menacé ?*, Bruxelles, Office de publicité, 1961 ; J.

06	La participation citoyenne ¹² ,	<i>il menacé ?</i> , que tout Congolais qui le désire puisse participer à la gestion des affaires de sa collectivité.
----	---	---

Comme nous venons de le présenter très partiellement, au-delà d'une rhétorique politicienne, la dimension empirique du patriote LUMUMBA nous renvoie aux actions politiques, à la résistance et au sacrifice suprême consenti. Sans pour autant nous attarder sur la clarification conceptuelle de l'ensemble des valeurs et principes fondamentaux du lumumbisme, nous allons nous focaliser plus précisément sur les principes du patriotisme.

F. LES PRINCIPES DU PATRIOTISME

En parlant des principes je cite : un message de LUMUMBA adressé à sa femme quelques jours avant son assassinat, Patrice Lumumba déclara : « *Ni brutalité, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays plutôt que de vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés*¹³. » Ces paroles émouvantes résonnent encore aujourd'hui comme une interpellation de la conscience collective du peuple congolais. Le nationalisme et le patriotisme de Patrice Lumumba sont consubstantiellement liés aux principes de l'indépendance et de l'unité nationale, car c'est au nom du nationalisme que le peuple colonisé s'est mobilisé pour revendiquer l'indépendance. C'est aussi au nom du nationalisme que Lumumba mena son combat contre la balkanisation du Congo et la gangrène du tribalisme.

À ce titre, le professeur Pierre-François Gonidec écrit : « *Le nationalisme est la volonté du pays colonisé, en lutte contre l'État colonial, pour obtenir la restauration ou la reconnaissance effective de sa qualité d'État souverain et, l'ayant obtenue, de la maintenir et de la rendre effective*²⁵. » En s'inscrivant dans une perspective universaliste, Pierre de Senarclens et Yohan Ariffin observent que, depuis la Révolution française, la construction des ⁴⁷États modernes a été intimement liée à l'idée de nation et au développement du nationalisme⁴⁸. Cependant, au-delà des impératifs de décolonisation, que signifient le nationalisme et le patriotisme ? Selon le *Dictionnaire de la pensée politique*, le nationalisme, en tant que doctrine universelle, se définit comme la loyauté que manifestent les citoyens à leur nation. En tant qu'idéologie, le nationalisme est la consécration de la primauté de l'intérêt national. Cela implique la combinaison fonctionnelle de trois facteurs : sentiment national, comme référence à la nature affective ; conscience nationale, comme référence à la nature psychologique ; identité nationale, comme référence à la nature anthropo-sociologique⁴⁹.

⁴⁷ prononcé à la Conférence d'Accra, le 11 décembre 1958 ; Discours de Lumumba prononcé à Léopoldville, le 28 décembre 1958 ; Exposé de Lumumba sur l'unité africaine et l'indépendance nationale au Séminaire international d'Ibadan (Nigeria), le 22 mars 1959 ; Déclaration de Lumumba à la séance de la Table ronde à Bruxelles (27 janvier 1960) ; Protocole du cartel Lumumba signé le 10 juin 1960 à Léopoldville ; Discours de Lumumba lors de la cérémonie de la proclamation de l'indépendance, le 30 juin 1960 à Léopoldville ; Lettre à Pauline Lumumba, novembre 1960 ; Ultime message de Lumumba prisonnier adressé aux Congolais peu de jours avant son assassinat (in J. VAN LIERDE, *op. cit.*).

¹³ P. E. LUMUMBA, Lettre à Pauline Lumumba, cité par J. VAN LIERDE, *op. cit.*, p. 389. ²⁵ P.-F. GONIDEC, *Les Systèmes politiques africains*, 3^e éd., Paris, LGDJ, 1997, p. 98.

⁴⁸ P. DE SENARCLENS et Y. ARIFFIN, *La Politique internationale. Théories et enjeux contemporains*, 6^e éd., Paris, Armand Colin, 2010, p. 136.

⁴⁹ *Dictionnaire de la pensée politique*, *op. cit.*, pp. 563-566.

Dans le domaine des relations internationales, « *l'intérêt national constitue ainsi une variable indépendante, explicative et fondatrice de la politique étrangère*⁵⁰ ». En effet, Hans Morgenthau, chef de file du « courant réaliste », dont les racines remontent à Thucydide, Machiavel et Hobbes, propose le concept d'« **intérêt national** » comme base de la conception de l'univers international⁵¹.

Par ailleurs, le nationalisme a été souvent confondu avec le patriotisme. Or, ce dernier est davantage un sentiment qu'une idée politique, même s'il peut pousser des individus à des actions de diverses manières. Les travaux de Jean Touchard établissent une distinction entre nationalisme et patriotisme : le nationalisme se définit comme un ensemble de doctrines centrées sur la défense des intérêts nationaux au-dessus de tout et à tout prix, alors que le patriotisme se définit comme les diverses manifestations naturelles et légitimes du sentiment national ou de la conscience nationale (identité, appartenance, attachement, estime de soi), en tant que représentant de « nous⁵² ». Le nationalisme, c'est un patriotisme conséquent, couronné par un édifice doctrinal³¹.

⁵⁰ A. HASBI, *Théories des relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 68.

⁵¹ H. MORGHENTAU, *Politics Among Nations, The Struggle for power and peace*, Ney York, 1973, p. 5.

⁵² J. TOUCHARD *et al.*, *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, p. 135. ³¹ P.-A. TAGUIEFF, « Le nationalisme des nationalistes », in G. DELANNOI et P.-A. TAGUIEFF (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991, pp. 47-124.

CONCLUSION

Au terme de cette recherche répondant sur la question : pourquoi parler du patriotisme sans savoir ce que ça devrait signifier réellement ?, nous avons encre qui concerner l'analyse de ce travail commence par traiter des notions de définir certains concepts et parler du patriotisme.

Pour arriver à bien donner la réponse à notre préoccupation, nous nous sommes servis de la technique documentaire. En voulant bien faire l'analyse de cette préoccupation, quelques questions ont été posées forment ainsi la matière de notre recherche.

La toute première question était celle de savoir Que serait la différence entre le nationalisme (nationaliste) et le patriotisme (patriote)? Après nous avons défini certains concepts comme : patrie, patriote, civisme, citoyen, citoyenneté, la morale et l'éthique ; A ce questionnement, nous avons tenté de donner la matière suivante : le patriotisme comme étant un sentiment d'amour envers son pays, un dévouement d'un individu envers le pays qu'il reconnaît comme étant sa patrie. Le patriotisme crée des patriotes. C'est qui un patriote ?

Un patriote C'est un citoyen prêt à se dévouer ou se battre pour défendre l'intérêt de sa patrie... Partant du patriotisme ça nous renvoie à préciser la différence qui règne entre le nationalisme et le patriotisme : Le nationalisme pour lui se caractérise sur un sentiment de haine envers une autre nation que l'on croit être responsable du malheur de son pays Nous pouvons alors définir le nationalisme comme suit ; C'est une doctrine, un mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation. Le nationalisme est considéré aussi comme une exaltation du sentiment national, un attachement passionné à la nation, une doctrine fondée sur le sentiment du patriotisme.

Tandis que Le patriotisme conduit à ressentir de l'amour et de la fierté envers sa patrie; un patriote est prêt à se dévoué ou à se battre pour sa patrie enfin d'en défendre les intérêts. Sans avoir la prétention de vider toutes les matières qui ont traitées sur la question du patriotisme, nous laissons aux autres chercheurs de vouloir approfondir des recherches en vue de savoir plus sur ladite thématique.

BIBLIOGRAPHIE

La constitution de la République démocratique du Congo du 2006

BACQUÉ M.-H., REY H., SINTOMER Y.(dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005.

BRAUD P., *Sociologie politique*, 6^e éd., Paris, LGDJ, 2002.

CHAGNOLLAUD D., *Science politique. Éléments de sociologie politique*, 7^e éd., Paris, Dalloz, 2010.

DE SENARCLENS P., ARIFFIN Y., *La Politique internationale. Théories et enjeux contemporains*, 6^e éd., Paris, Armand Colin, 2010.

DUHAMEL O., MÉNY Y., *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, PUF, 1992.

GANSHOF VAN DER MEERSCH W. J., *Congo mai-juin 1960. Rapport du ministre chargé des Affaires générales en Afrique*, 1960.

GÉRARD-LIBOIS J. (dir.), *Congo 1959*, Bruxelles, CRISP, 1960.

GONIDEC P.-F., *Les Systèmes politiques africains*, 3^e éd., Paris, LGDJ, 1997.

GRET M., SINTOMER Y., *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte, 2002.

HEINZ G., DONNAY H., *Lumumba Patrice, les cinquante derniers jours de sa vie*, Bruxelles, CRISP, 1966.

Notes du Cours éducation à citoyenneté, Aimé BIAMUNGU M., Inédit , G1, USJ, Goma.

Par Ass1, MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance

Chap. X. ANALYSE ET INTERPRETATION DE LA VOLONTE DU PEUPLE DANS LE PROCESSUS ELECTORAL EN RDC.

Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

Dans cet article, il est question de présenter les situations violentes liées aux cycles électoraux qu'ont connues les Provinces du Nord-Kivu et de Kinshasa. Ces violences prouvent à suffisance que le rôle de la Police nationale dans la sécurisation des élections vaut la peine.



En conséquence, le processus électoral ne semble pas satisfaire au principe le plus fondamental des élections démocratiques à savoir : refléter la volonté réelle du peuple. De notre

avis, l'intégrité des élections a été davantage compromise par les restrictions imposées aux candidats de briguer les suffrages, et la capacité des candidats à battre campagne librement, par l'annulation des scrutins présidentiels dans trois régions et par un délai excessivement court pour contester les résultats des élections. Dans l'ensemble, les processus électoraux n'ont pas semblé avoir satisfait aux engagements nationaux et internationaux de la RDC de protéger les droits civiques et politiques des citoyens.

Les violences politiques ont toujours miné les élections en RDC, en général, et à l'Est, en particulier, dans la province du Nord-Kivu. Plusieurs personnes sont tuées, d'autres sont blessées pendant la campagne électorale et d'autres encore prennent fuite craignant pour leur vie.

Au vu des violences et du climat d'intimidation qui prévaut souvent pendant les périodes électorales, on se demande dans quelles mesures les élections pourront être libres et transparentes au Nord-Kivu et dans la capitale congolaise. Ainsi, plusieurs paramètres ou facteurs interviennent dans les violences électorales dans ces lieux.

3.1. Situation des violences électorales dans la Province du Nord-Kivu

Tableau n°1 Situation des violences électorales en 2006, 2011 et 2018

Lieu	Date	Événements	Réactions acteurs (mouvements citoyens, partis politiques, société civile) et PNC	Observation

GOMA	06 Novemb re 2011	Monsieur Fabrice MASUMB UKO, un musicien proche de Vital KAMERH E candidat aux élections président ielles 2011 a été enlevé par des militaires	Plusieurs manifesta tions organisée s par les militants de l'UNC et membres de la commun auté MITOND EKE. Toutes les routes barricadé es	Et retrouvé plus tard avec l'effort des Services de sécurité
------	-------------------------	---	---	---

GOMA	Le 08 et le 12 Décembre 2011	Mobilisation des militants de l'UDPS pour réclamer la vérité des urnes et appellent à soutenir la prestation de serment par Etienne TSHISEKEDI comme président de la république	Plusieurs militants arrêtés par la PNC	Libéré après quelques temps
------	------------------------------	---	--	-----------------------------

GOMA	Du 9 et 13 Décemb re 2011	Manifesta tion contre la réélection de KABILA	Chants et marche pacifique s des opposant s. La police a fait usage de gaz lacrymog ène, coups de balles pour disperser les manifesta nts, tuerie de Patient BIRINDW A, jeune âgé de 28 ans, arrestatio n des leaders de l'oppositi	Refus de la mairie d'autorise r les manifesta tions, bien que constituti onnelles
------	------------------------------------	--	--	---

			on UDPS et UNC	
GOMA	14 Décemb re 2011	- Manifes tation contre la réélectio n de Joseph KABILA - Dénonci ation des fraudes	Usage de gaz lacrymog ène, coups pour disperser les manifesta nts	Refus de la mairie d'autorise r les manifesta tions, bien que constituti onnelles

GOMA	02 Février 2012	Arrestation de l'honorable MITOND EKE pour avoir quitté le PPRD en faveur de l'UNC de Vital KAMERHE. Cette arrestation a occasionné les morts du côté civil et du côté militaire	La société civile parle d'un règlement des comptes organisé par la majorité présidentielle qui l'accuse d'avoir organisé une rébellion dans la ville de Goma	Remis entre les mains de la justice
------	-----------------------	--	--	-------------------------------------

NORD-KIVU	19 Octobre 2016	Dépôt du carton jaune au gouvernement de la province du Nord-Kivu demandant au président Joseph KABILA d'organiser les élections dans le délai constitutionnel.	- Barricade de différentes artères principales de la ville ; - Interpellation des dizaines de manifestants ; - Plusieurs blessés dans le camp des policiers et des manifestants	Libération des manifestants
-----------	-----------------------	---	---	-----------------------------

NORD-KIVU	19 Décembre 2016	Remise des cartons rouges pour demander au président Joseph KABILA de quitter le pouvoir. 11 personnes du groupe KASEKWA arrêtées par la PNC et déférées à la prison centrale par le parquet de grande instance	Les partis politiques de l'opposition et le mouvement citoyen LUCHA parlent d'une arrestation arbitraire et demandent la libération sans condition .	Libéré par la justice
-----------	---------------------	--	--	-----------------------

		de GOMA.		
GOMA	19 Décemb re 2016	Réclamat ion des élections dans le délai constituti onnel	Barricade des routes de Goma. Interpella tion des manifesta nts par la Police	Libéré par la justice
GOMA	15 Novemb re 2017	Mobilisati on contre le calendrie r électoral	Chants hostiles scandés et routes barricadé es par les manifesta nts Arrestatio n des manifesta nts Usage excessif des forces par la Police	Les forces de sécurité ont prévenu qu'elles ne sont pas inflexibles

BENI	15 Novemb re 2017	Contre le calendrie r électoral	Chants hostiles scandés, pneus brûlés, route barrée et plusieurs arrestatio ns	Libération après
KASINDI	15 Novemb re 2017	Chant, pneu brûlé, route barrée	Plusieurs arrestatio ns	Libération après
BUTEM BO	15 Novemb re 2107	Attaque de la prison	Maï-Maï contre le report des élections. Échange des tirs entre les forces de sécurité et les assaillant s	Conflit armé

GOMA	26 Mars 2018	Abandon de la machine à voter	Marche pacifique, barricade des routes. 6 cas de blessés et arrestation des manifestants	Libérés après 60 jours
BENI	12 Décembre 2018	Perturbation du meeting et destruction des affiches de TSHISEKEDI et de KAMERHE	Arrestation des manifestants par la Police	Arrêtés puis libérés

BUTEM BO	12 Décemb re 2018	Annulatio n d'un meeting de TSHISEK EDI et de KAMERH E à Butembo suite à des menaces sécuritair es	Dispersio n des manifesta nts	Aucune arrestatio n
GOMA, BENI BUTEM BO	23 Décemb re 2018	Manifesta tion contre la machine à voter qualifiée de « machin e à voler »	Chant, marche pacifique. Manifesta tions violement dispersée s, arrestatio n de 8 militants de la LUCHA	Arrêtés puis libérés

BUNIA, BENI, BUTEM BO et GOMA	Décembre 2018	Destruction des affiches de TSHISEKE EDI et celles de SHADARY	Arrestation de certains manifestants et transfert au parquet de grande instance pour suite du dossier. Les partis politiques réclament la libération des leurs sans condition	Arrêtés puis libérés
---	---------------	--	---	-------------------------

BENI, BUTEM BO et GOMA	Le 27 et 28 décembr e 2018	Protestati on contre la CENI suite au report des élections à Yumbi, à Beni et à Butembo suite à la maladie à virus Ebola dans ces zones	Arrestatio n de certains manifesta nts	Arrêtés puis libérés
MAJEN GO à GOMA	Le 28 décembr e 2018	Les policiers se heurtenant à des manifest ants parfois très violents	Dispersio n des manifesta nts	Arrêtés puis libérés

BEU BENI	à Le 28 décembr e 2018	Les forces de sécurité ont tiré sur 3 jeunes lors d'une manifest ation en en tuant un et en en arrêtant au moins quatre autres qui ont été ensuite libérés	Des protestan ts ont pillé et incendié le domicile d'un command ant de la police	Arrêtés puis libérés
-------------	---------------------------------	--	--	----------------------------

BUTEM BO	Le 28 décembr e 2018	Lors de manifest ations de protestati on	La police a arrêté 12 activistes de LUCHA, 6 membres d'autres organisat ions activistes et 7 membres de partis politiques d'oppositi on	25 personnes arrêtées puis libérées
-------------	----------------------------	--	---	---

NORD-KIVU	31 Décembre 2018	Les forces de sécurité, des groupes armés et des milices ont intimidé des électeurs pour les forcer à voter pour des candidats spécifiques, en particulier celui de la coalition au pouvoir pour la présidentielle, Emmanuel SHADAR	Intervention de l'armée	RAS
-----------	------------------	---	-------------------------	-----

		Y et pour les candidats de cette coalition aux législative s		
--	--	---	--	--

MUTON GO à WALIKA LE	31 Décemb re 2018	Des militaires de l'armée congolais e déployés dans des bureaux de vote ont tenté de contraind re des électeurs à voter pour SHADAR Y.	- Un enseign ant a déclaré : les militaire s des FARDC déployé s dans divers bureaux de vote du centre ont obligé tous les électeur s à voter pour SHADA RY. Quand je suis allé voter, ils m'ont dit : « Si tu ne votes	Remise de l'ordre Aucune arrestatio n
-------------------------------	-------------------------	--	---	---

			pas pour SHADA RY, nous t'arrêter ons.» - SHADA RY n'est pas mon choix, les résultat s du scrutin dans notre région ne reflètent pas notre volonté mais celle de l'armée	
--	--	--	---	--

WALOW A LOANDA , WALOW A- YUNGU et KISIMB A, UTUND A ainsi que IHANA à WALIKALE	31 Décembre 2018	Des membres des groupes armés ont intimidé des électeurs afin qu'ils votent pour SHADAR Y et pour des candidats de la coalition au pouvoir. Il s'agit notamment du groupe KIFUAFU A, RAIA MUTOMBOKI et NDC-Rénové	La société civile, les militants de Lamuka, les candidats de l'opposition, dénoncent la menace faite par les groupes armés à Walikale	Aucune arrestation Rétablissement de l'ordre public
--	-----------------------------	--	--	--

BUTARE ET MULIMBI à RUTSHURU	31 Décembre 2018	Des militaires congolais ont forcé les électeurs à voter pour SHADARY et pour les candidats de la coalition au pouvoir aux législatives	La population de Rutshuru dénonce avoir voté contrairement à sa volonté.	Aucune arrestation
--	---------------------	---	--	--------------------

BWITO à RUTSH URU	31 Décemb re 2018	Des combatta nts d'une faction du groupe armé NYATUR A dirigée par Dominique « DOMI » KAMANZI NDARUH UTSE, ont ordonné de voter pour un candidat d'oppositi on à la président ielle, Martin FAYULU et leur ont donné une liste	La société civile dénonce la violation des droits de l'homme.	Aucune arrestatio n Rétablis sement de l'ordre public
-------------------------	-------------------------	---	--	---

		de candidats aux élections législatives et provinciales		
NYIRAGONGO, LUBERO, RUTSHURU et MASISI	31 Décembre 2018	Accès restreint des observateurs indépendants aux bureaux de vote	La LUCHA parle de la tentative d'une tricherie en faveur des candidats députés du FCC	Aucune arrestation Rétablissement de l'ordre public

NORD-KIVU	15 juin 2019	Une soixantaine de militants de la coalition LAMUKA ont organisé une marche pour protester contre les arrêts de la Cour constitutionnelle invalidant les mandats d'une vingtaine de députés et sénateurs de l'opposition	À cette occasion au quartier KATOYI, les manifestants ont brûlé des pneus sur la chaussée avant d'être dispersés par la police	Rétablissement de l'ordre public
-----------	--------------	--	--	----------------------------------

MAJEN GO à GOMA	30 juin 2019	Lors d'une marche de contestat ion des résultats et réclaman t la vérité des urnes par LAMUKA. À cette occasion, une personne a été tuée par balle, un bureau du commiss ariat de la police incendié et une arme du comman dant commiss	Suspensi on du Commiss aire Provincial de la PNC Nord- Kivu (Général NYEMBO Placide) par sa hiérarchi e à cause de la mort d'un militant de LAMUKA. - Burea u du commi ssariat de Police Majeng o incend ié dans la même	Rétablisse ment de l'ordre public
-----------------------	-----------------	---	--	--

		ariat KARISIM BI récupérée par les manifest ants	circons tance	
--	--	--	------------------	--

BENI, BUTEM BO et GOMA	10 Décemb re 2019	Les membres de la plateform e LAMUKA ainsi que différents mouveme nts citoyens ont, à plusieurs reprises organisé des manifesti ons de contestat ion des résultats. Ils ont perturbé les activités académiq ues, scolaires, économiq ues et sociales	Ces manifesta tions ont fait été dispersé par la police nationale et plusieurs personne s ont été interpelé par la police	Arrêté puis libéré
---------------------------------	-------------------------	--	---	--------------------------

		dans les principal es villes de la province du Nord- Kivu		
--	--	---	--	--

Source : Documents consultés

N.B. La liste n'est pas exhaustive. Cet échantillon démontre le non-respect par le pouvoir et les services de sécurité, des règles constitutionnelles qui reconnaissent à la population les droits de manifester et celui de la liberté de choix électoral.

3.3. Analyse des contenus relatifs aux violences électorales

Dans cette partie, nous faisons une description des textes du point de vue de leur forme tout en privilégiant le contenu des textes plutôt que leur forme, afin d'en extraire le sens profond.

Tableau n°3. Extrait des segments associés au corpus “ violences électorales “

Segments	Fréquences	%
Arrestations	27	12.0535714
Libéré après	20	8.92857143
Militants et manifestants	15	6.69642857
Manifestations	10	4.46428571
Forces de sécurité	8	3.57142857
Disperser les manifestants	8	3.57142857
Intimider les électeurs	8	3.57142857

Opposition	6	2.67857143
Tueries	6	2.67857143
Interpellations	6	2.67857143
Rétablissement de l'ordre	6	2.67857143
Routes barricadées	5	2.23214286
Lucha	5	2.23214286
Protestation	5	2.23214286
Groupes armés	5	2.23214286
Lamuka	5	2.23214286
Report des élections	4	1.78571429
Machine à voter	4	1.78571429
Perturbation des meetings	4	1.78571429
Contestation des résultats	4	1.78571429
UDPC	4	1.78571429
Délai constitutionnel	3	1.33928571
Pneus brûlés	3	1.33928571
Manifestations violentes	3	1.33928571
UNC	3	1.33928571
Des militaires	2	0.89285714
Mobilisation	2	0.89285714
Réclamation de la vérité	2	0.89285714
Réélection	2	0.89285714

Usage de gaz lacrymogènes	2	0.89285714
Refus de l'autorisation	2	0.89285714
Règlement des comptes	2	0.89285714
Quitter le pouvoir	2	0.89285714
Calendrier électoral	2	0.89285714
Assaillants	2	0.89285714
Conflits armés	2	0.89285714
Blessés	2	0.89285714
Menace sécuritaire	2	0.89285714
Libération sans condition	2	0.89285714
Tirer sur	2	0.89285714
Pillage et incendie	2	0.89285714
Activistes	2	0.89285714
Violation des droits	2	0.89285714
Accès restreint	2	0.89285714
Tricherie	2	0.89285714
Mouvements citoyens	2	0.89285714
Enlèvement	1	0.44642857
Organiser la rébellion	1	0.44642857
Attaque de la prison	1	0.44642857
Vérité des urnes	1	0.44642857

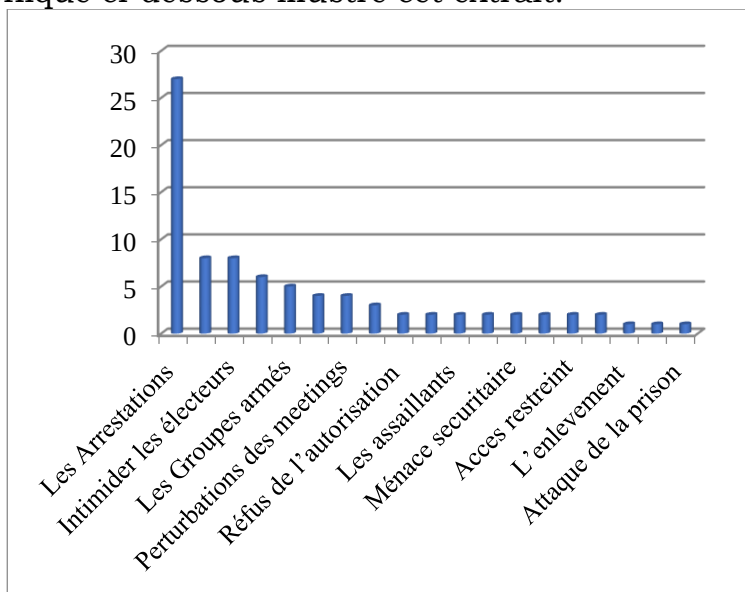
FCC	1	0.44642857
-----	---	------------

Tableau n°4. Extrait des saignements associés à l'Atteinte à la liberté et la sécurité des personnes

Segments	Fréquences	%
Arrestations	27	12.0535714
Disperser les manifestants	8	3.57142857
Intimider les électeurs	8	3.57142857
Interpellations	6	2.67857143
Groupes armés	5	2.23214286
Report des élections	4	1.78571429
Perturbations des meetings	4	1.78571429
Délai constitutionnel	3	1.33928571
Refus de l'autorisation	2	0.89285714
Règlement des comptes	2	0.89285714
Assaillants	2	0.89285714
Conflits armés	2	0.89285714
Menace sécuritaire	2	0.89285714
Violation des droits	2	0.89285714
Accès restreint	2	0.89285714
Tricherie	2	0.89285714
Enlèvement	1	0.44642857
Organiser la rébellion	1	0.44642857
Attaque de la prison	1	0.44642857

En exploitant les données des tableaux ci-haut portant sur l'extrait des segments associés à l'atteinte à la liberté et la sécurité des personnes pendant les élections,

les segments se présentent avec les fréquences suivantes : les arrestations ont une fréquence de 27 sur 84 ; disperser les manifestants (avec une fréquence de 27 sur 84) ; intimider les électeurs (8 sur 84) ; les interpellations (6 sur 84) ; les groupes armés (5 sur 84) ; le report des élections et perturbation des meetings (4 sur 84) ; le délai constitutionnel (3 sur 84) ; le refus de l'autorisation, le règlement des comptes, les assaillants, les conflits armés, la menace sécuritaire, la violation des droits, l'accès restreint et la tricherie (2 sur 84 pour chaque segment) et enfin, l'enlèvement, l'organisation d'une rébellion et l'attaque de la prison (1 sur 84 pour chacun). Le graphique ci-dessous illustre cet extrait.



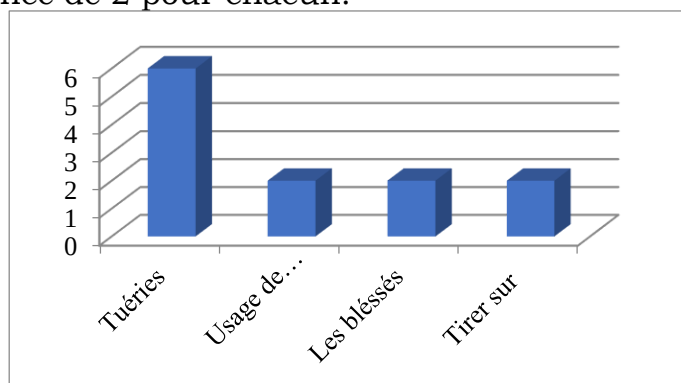
Graphique 1 : Extrait des segments associés à l'atteinte à la liberté et la sécurité des personnes.

Tableau n°5. Extrait des segments relatifs à l'atteinte à l'intégrité physique et à la vie

Segments	Fréquences	%
Tueries	6	2.67857143

Usage de lacrymogènes	2	0.89285714
Blessés	2	0.89285714
Tirer sur	2	0.89285714

En lisant les données que présente le tableau ci-dessus, sur une fréquence totale de 12, les tueries prennent une fréquence de 6, tandis que l'usage de lacrymogène, les blessures et les tirs représentent une fréquence de 2 pour chacun.



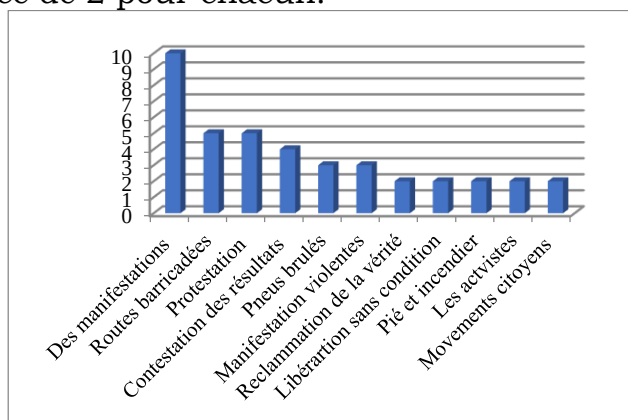
Graphique 2 : Extrait des segments relatifs à l'Atteinte à l'intégrité physique et à la vie.

Tableau n°6. Extrait des segments relatifs aux "réactions des populations"

Segments	Fréquences	%
Manifestations	10	4.46428571
Routes barricadées	5	2.23214286
Protestation	5	2.23214286
Contestation des résultats	4	1.78571429
Pneus brûlés	3	1.33928571
Manifestations violentes	3	1.33928571

Réclamation de la vérité	2	0.89285714
Libération sans condition	2	0.89285714
Piller et incendier	2	0.89285714
Activistes	2	0.89285714
Mouvements citoyens	2	0.89285714

Par rapport aux réactions des populations, ce tableau révèle que sur une fréquence totale de 40, une fréquence de 10 s'observe pour des manifestations, 5 pour des routes barricadées et protestations, 4 pour les contestations des résultats, pneus brûlés et manifestations violentes, une fréquence de 3 ; et enfin, la réclamation de la vérité, libérations sans condition, piller et incendier, les activistes et mouvements citoyens, une fréquence de 2 pour chacun.

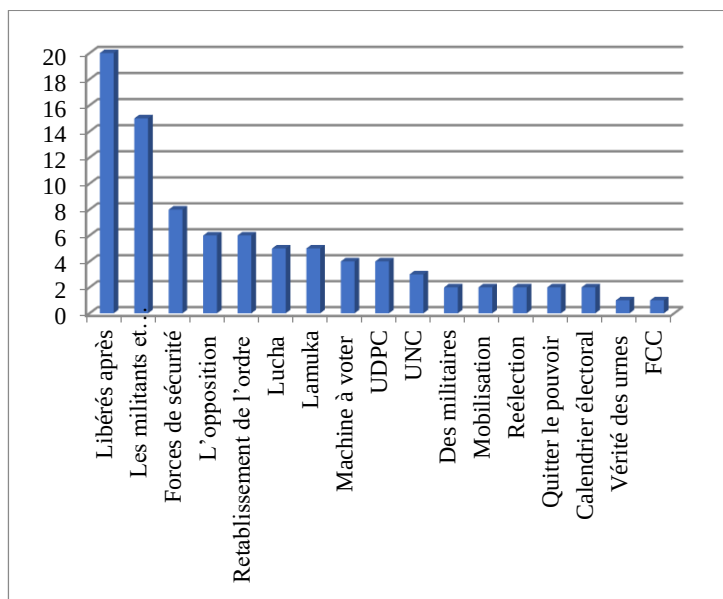


Graphique 3 : Extrait des segments relatifs aux
"Réactions des populations"

Tableau n°7. Autres faits

Segments	Fréquences	%
Libérés après	20	8.92857143
Militants et manifestants	15	6.69642857
Forces de sécurité	8	3.57142857

Opposition	6	2.67857143
Rétablissement de l'ordre	6	2.67857143
Lucha	5	2.23214286
Lamuka	5	2.23214286
Machine à voter	4	1.78571429
UDPS	4	1.78571429
UNC	3	1.33928571
Militaires	2	0.89285714
Mobilisation	2	0.89285714
Réélection	2	0.89285714
Quitter le pouvoir	2	0.89285714
Calendrier électoral	2	0.89285714
Vérité des urnes	1	0.44642857
FCC	1	0.44642857

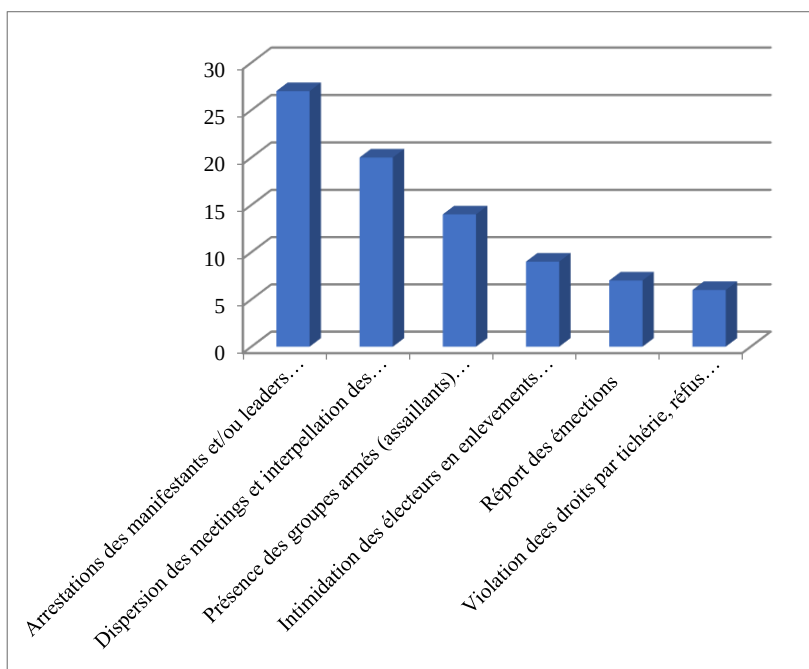


Graphique 4 : Autres faits

**Tableau n°8. Extrait du contexte d'utilisation
"atteinte à la liberté et sécurité des personnes"**

Contexte	Fréquences
Arrestation des manifestants et/ou leaders politiques	27
Dispersion des meetings et interpellation des manifestants	20
Présence des groupes armés (assaillants) menaçant la sécurité de la population et attaque de la prison	15
Intimidation des électeurs et enlèvement de certains leaders	9
Report des élections	7
Violation des droits par tricherie, refus d'autorisation d'organisation des manifestations et accès très restreint des observateurs dans les bureaux de vote	6

En termes d'atteinte à la liberté et sécurité des personnes, les arrestations des manifestants et/ou des leaders politiques viennent en première position avec une fréquence de 27 suivi de la dispersion des manifestants avec une fréquence de 20 ; la présence des groupes armés (une fréquence de 15) ; puis l'intimidation des électeurs et l'enlèvement de certains leaders (avec une fréquence de 9), et pour ce qui est du report des élections (une fréquence de 7) et enfin quelques autres violations des droits (avec une fréquence de 6) comme l'indique ce tableau ci-haut.



Graphique 5. Extrait du contexte d'utilisation "atteinte à la liberté et sécurité des personnes"

Tableau n° 9. Usage du texte khi-deux sur l'extrait du contexte d'utilisation "atteinte à la liberté et sécurité des personnes

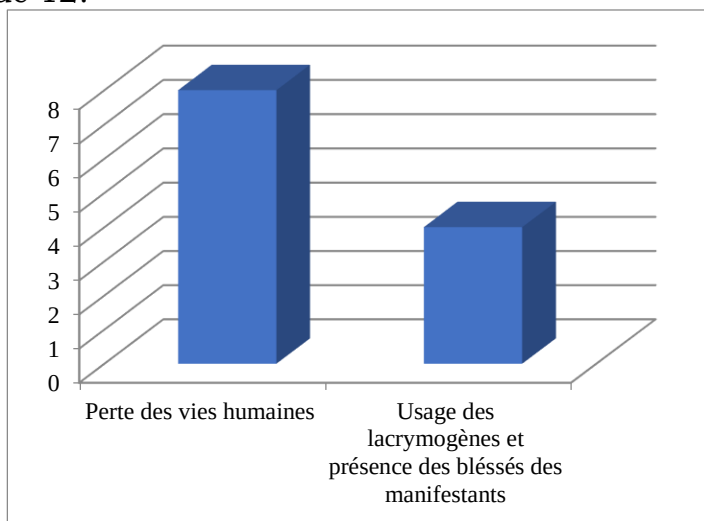
Contexte	FO	FT	Khi-deux
Arrestation des manifestants et/ou leaders politiques	27	14	12.0714
Dispersion des meetings et interpellation des manifestants	20	14	2.5714
Présence des groupes armés (assaillants) menaçant la sécurité de la population et attaque de la prison	15	14	0.0714
Intimidation des électeurs en enlèvement de certains leaders	9	14	1.7857
Report des élections	7	14	3.5
Violation des droits par tricherie, refus d'autorisation d'organisation des manifestations et accès très restreint des observateurs dans les bureaux de vote	6	14	4.571
	84		24.57

Après calcul du khi-deux, nous remarquons que le khi-deux calculé soit 24,57 est supérieur au khi-deux tabulaire soit 11,07, au seuil de 0,05 et au degré de liberté de 5. Pour cela, nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas une différence statistiquement significative entre les fréquences observées.

Tableau n°10. Extrait du contexte d'utilisation de "atteinte à l'intégrité physique et droit à la vie".

Contexte	Fréquences
Perte en vies humaines	8
Usage des lacrymogènes et présence des blessés	4

En lisant les faits que présente le tableau ci-dessus, la perte en vies humaines à une fréquence de 8 pendant que l'usage des lacrymogènes et la présence des blessés parmi les manifestants ont une fréquence de 4 sur un total de 12.

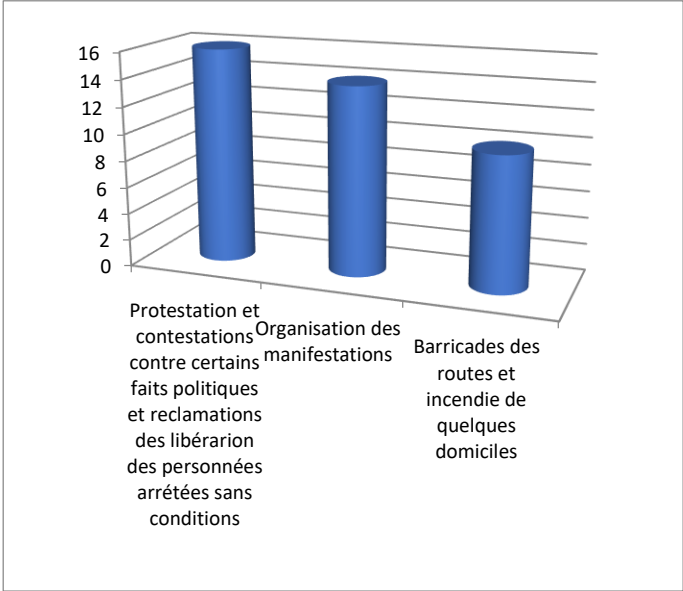


Graphique 6. Extrait du contexte d'atteinte à l'intégrité physique et droit à la vie

Tableau n°11. Extrait du contexte d'utilisation de” réactions de la population”

Contexte	Fréquences
Protestation et contestation contre certains faits politiques et réclamations pour la libération des personnes arrêtées	16
Organisation des manifestations	14
Barricade des routes, incendie et pillage de quelques domiciles	10

Pour ce qui est des réactions des populations, les protestations et contestations contre certains faits politiques et réclamations en faveur de la libération des personnes arrêtées prennent une fréquence de 16 ; l’organisation des manifestations (une fréquence de 14) et barricades des routes et incendie et pillage de quelques domiciles (celle de 10).



Graphique N° 7. Extrait du contexte d'utilisation de"
réactions de la population

**Tableau N°12. Usage du khi-deux extrait du contexte
d'utilisation de "réactions de la population"**

Contexte	FO	FT	Khi-deux
Protestation et contestations contre certains faits politiques et réclamations de libération des personnes arrêtées sans conditions	16	13.3	0.5481203
Organisation des manifestations	14	13.3	0.03684211
Barricades des routes et incendie, pillage de quelques domiciles	10	13.3	0.81879699
			1.4037594

Après calcul du khi-deux, nous constatons que la valeur de khi-deux tabulaire, au seuil de 0,05 et au degré de liberté de 2, soit 5,99 est supérieur au khi-deux calculé, soit 1,40. Nous acceptons ainsi l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les fréquences observées.

Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA

**Chap. XI. ANALYSE DES ACTIONS DES
ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES AU PROFIT DES
PEUPLES AUTOCHTONES DU NORD
KIVU/RDC**

**Cas des microcrédits en termes d'Activités
génératrices des revenus pour une autonomisation à
travers le renforcement des capacités modulaires**

**Par Maguy MALAGANO OMARI, Doctorante en
Didactique des
disciplines Spécialité :
Economie appliquées
/Management des
projets, l'Université
Pédagogique Nationale
(UPN).**



RESUME

L'efficacité de la prise en charge des peuples autochtones à travers les différents appuis externes dépend de leurs états initiaux qui orientent les intervenants dans le choix des partenaires-bénéficiaires ; mais aussi des domaines d'intervention par catégorisation et recommandation des bailleurs des fonds. Cependant,

les pygmées rencontrés ne sont pas d'emblée d'accords de la mise en œuvre des projets. Tout dépend de la capacité de persuasion des intervenants dans la recherche d'obtenir leur bonne collaboration et leur adhésion au projet.

Au terme de cette étude, il est constaté que la réalisation des projets d'octroi de microcrédits aux peuples autochtones (PA) n'a aucunement résolu les problèmes qui minent leur quotidien. Les raisons sont multiples. Pensons aux conceptions et pratiques du développement rural en Afrique noire qui reposent le plus souvent sur l'ignorance des réalités sociales des régions d'interventions, et surtout sur une méconnaissance des logiques sociales, économiques ou techniques des populations que l'on veut « développer ».

Pendant l'exécution des projets d'octroi de fonds aux peuples autochtones du Nord-Kivu, le choix de bénéficiaires est assez souvent dicté par une mainmise des autorités locales tout en excluant certains PA vulnérables, très souvent ; c'est la cible secondaire qui tire profit des actions du projet au détriment de la cible principale et/ou les bénéficiaires directs, les formations ou renforcement de capacité sur la gestion de ces fonds se font d'une manière globale sans tenir compte du niveau de chacun, de formation en langues inadaptées aux niveaux de la cible (très souvent en français et swahili), les fonds sont donnés aux bénéficiaires sous forme de don, ce qui empêche ces derniers de compter sur leurs forces et effort propre, le suivi et évaluations ne se font que par formalisme, et les rapports sont de faire Play au partenaires...

Mots clés : Peuple autochtone, micro-crédit, auto-prise en charge, ONG.

SUMMARY

The effectiveness of external support for indigenous peoples depends on their initial situation, which guides the choice of partners and beneficiaries, as well as on the areas of intervention categorised and recommended by donors. However, the pygmies we met did not immediately agree to the implementation of the projects. Everything depends on the ability of those involved to persuade them to cooperate and support the project.

At the end of the study, it was found that the implementation of projects granting microcredits to indigenous peoples (IPs) had not in any way resolved the problems that undermine their daily lives. There are many reasons for this. Think of the concepts and practices of rural development in black Africa, which are most often based on ignorance of the social realities of the regions where the projects are carried out, and above all on a lack of understanding of the social, economic or technical logic of the populations that are to be "developed".

During the implementation of projects granting funds to the indigenous peoples of North Kivu, the choice of beneficiaries is quite often dictated by the control of the local authorities, while excluding certain vulnerable IPs; it is the secondary target that benefits from the project's actions to the detriment of the main target and/or the direct beneficiaries, training or capacity building on the management of these funds is done in a global way without taking into account the level of each, training in languages unsuited to the levels of the target (very often in French and Swahili), the funds are given to the beneficiaries in the form of a donation, which prevents them from relying on their own strengths and efforts, monitoring and evaluations are only done through formalism, and the reports are to make Play to the partners...

Key word : Indigenous people, micro-credit, self-help, NGO.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et problèmes de l'étude

Dans les Etats africains, le respect et la sécurisation des droits humains des peuples autochtones n'est pas effectif dans la majorité des Etats, si pas tous. La domination des groupes ethniques ou tribaux majoritaires conduit à la discrimination contre eux et à l'exclusion des groupes minoritaires et vulnérables tels que les peuples autochtones.

Cette discrimination et exclusion sociale conduit à la marginalisation qui est la principale source de violation des droits humains avec des conséquences énormes sur les plans social, économique, culturel et politique.

Selon la Banque Mondiale (2009), les populations autochtones représentent environ 1% de la population congolaise estimée à 71 millions d'habitants (DSCR-2). Environs 200 000 pygmées vivent à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) dans des conditions sociales inacceptables. Ces premiers habitants de l'est de la RDC semblent être les derniers citoyens du pays. Ceux-ci vivent dans la promiscuité et l'insalubrité dans les huttes en paille rudimentaires ; ils n'ont pas d'accès aux soins de santé approprié et sont généralement analphabètes (Muumba, 2004).

Il est bien connu que les populations autochtones constituent une large part du nombre de pauvres dans bien des pays et ils sont les gardiennes des ressources naturelles de ces pays. Elles méritent, en conséquence, une attention particulière et leurs voix doivent être entendues, étant entendu que les droits à l'éducation, à l'information, à la prise de décision, à la liberté d'opinions et de l'expression, à la libre association, au logement décent, à l'alimentation, à la terre, et à l'identité culturelle sont indispensables à la jouissance des droits humains dans toute société.

Les conditions dans lesquelles vivent ces peuples sont très précaires, justifiées par leur état de pauvreté et de vulnérabilité. Bien que la RDC ait voté en faveur de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en 2007, aucune mesure réelle et effective n'a été prise pour améliorer, promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones pygmées. La précarité de leurs conditions de vie et le souci de voir leurs situations socio-économiques s'améliorer davantage demeure au centre des préoccupations des organisations non gouvernementales (ONG) tant nationales qu'internationales qui interviennent en RDC, particulièrement au Nord-Kivu.

Les atouts supposés des ONG sont nombreux : une bonne connaissance du milieu, une action en réponse à une demande communautaire et villageoise, une aide complémentaire locale à l'effort des populations, une attention focalisée sur les classes sociales défavorisées, la valorisation des potentialités locales, la formation des bénéficiaires et un faible cout de financement.

Mais la réalité du terrain dévoile certains défauts. Les ONG sont instigatrices des projets, leur connaissance du milieu est insuffisante par rapport aux natifs, les bénéficiaires réels ne sont pas ceux que l'on croit être, la formation des responsables africains est négligée, leur cout de fonctionnement est élevé relativement aux normes nationales, le choix d'éligibilité est indispensable.

En revanche, les ONG locales présentent d'intéressantes qualités. L'aide extérieur est réellement complémentaire, le pouvoir de décision appartient aux paysans et le cout de financement est dérisoire (Gueneau, 1986).

Depuis plus d'une décennie, une série de projets sont implémentés par les ONG pour le compte des peuples autochtones au Nord-Kivu et sur l'ensemble du territoire congolais. Cependant, force est de constater que ces

derniers n'arrivent pas à permettre aux peuples autochtones de tirer davantage de gains escomptés.

Eu égard à ce qui précède, les questions suivantes méritent de retenir notre attention :

- L'appui financier en termes d'activités génératrices de revenus (AGR) par les ONG au profit des peuples autochtones constitue-t-il une garantie pour leur auto-prise en charge durable dans la province du Nord-Kivu?
- Comment les actions d'octroi de crédits menées par les ONG sont-elles exécutées au Nord-Kivu ?
- Qu'est-ce qui conviendrait de faire en termes d'actions afin que les bénéficiaires directes et indirectes de ces microcrédits tirent profit ?

Cette réflexion a mobilisé un ensemble de méthode et technique en vue de l'atteinte des objectifs assignés. A ce titre, les techniques documentaires, d'interview et d'observation ont été mis à profit ainsi que l'usage de la méthode d'enquête qui s'est imposée.

L'essentiel de ce travail est axé sur trois sections. A cet effet, nous procédons par une analyse de l'impact de l'appui financier en termes d'AGR par les ONG au compte des peuples autochtones du Nord-Kivu, décrire la mise en œuvre de ces projets afin d'en dégager les succès et les irrégularités, pour enfin, proposer des actions concrètes pour que l'exécution de ces projets profitent aux bénéficiaires directes et indirectes.

Cette étude couvre la période allant de 2016 à 2021 et met un accent particulier sur les projets d'octroi des microcrédits aux populations autochtones du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo.

Par manque d'activités socio-économiques pour leur intégration communautaire, les pygmées qui n'ont plus grandes ressources forestières (ni foncières) ont vu durant les quatre dernières décennies, leurs habitudes

alimentaires changer radicalement. S'ils n'accèdent pas non plus aux soins de santé formels, ils recourent encore à leur médecine traditionnelle pour parer aux maladies. En dehors de quelques champs minés par les conflits fonciers, seules les activités artisanales les font vivre. L'artisanat local est de plus en plus improductif car les populations veulent de plus en plus des produits des blancs au détriment de ceux de la tradition ; ce qui fait que la clientèle baisse chaque jour. Certains d'entre sont obligés à faire la carbonisation de la braise mais, à cause de la déforestation très avancée, les arbres se font de plus en plus rares, inexistantes et interdits d'abatage dans le parc de Virunga.

1.2. Objectifs de l'étude

La présente étude poursuit trois objectifs complémentaires :

- Vérifier si l'appui financier en termes d'activités génératrices de revenus (AGR) par les ONG au profit des peuples autochtones constitue-t-il une garantie pour leur auto-prise en charge durable dans la province du Nord-Kivu ;
- Evaluer l'exécution des actions d'octroi de crédits par les ONG aux populations vulnérables et aux survivantes des violences basées sur le genre ;
- Proposer des mesures de mitigation pour que les bénéficiaires directes et indirectes de ces microcrédits en tirent profit.

1.3. Hypothèses de travail

Des questions posées et des objectifs poursuivis, découlent les hypothèses suivantes :

- L'appui financier en termes d'activités génératrices de revenus (AGR) par les ONG au profit des peuples autochtones constituerait

une garantie pour leur auto-prise en charge durable dans la province du Nord-Kivu ;

- Les actions d'octroi de crédits par les ONG aux populations vulnérables et aux survivantes des violences basées sur le genre se feraient de manière correcte et conforme à la réglementation en la matière;
- Les mesures de mitigation idoines pour que les bénéficiaires directes et indirectes de ces microcrédits en tirent profit passeraient par leur formation à l'esprit d'entreprendre et leur implication à la planification et à la mise en œuvre des différents projets.

2. METHODOLOGIE

La présente recherche est non seulement qualitative mais aussi participative. Dans le souci de répondre au questionnement de départ, d'atteindre les objectifs poursuivis et vérifier les hypothèses formulées, il a été procédé par une approche triangulaire à l'aide de l'enquête comme méthode, de l'analyse documentaire complétée par l'entretien non structuré et l'observation scientifique pour collecter les données.

Les entretiens ont été menés avec les pygmées du Nord Kivu particulièrement ceux de Mubambiro, Erengeti, Rutshuru, Nyamitaba et Masisi. Nous avons tenu compte de toutes les couches sociales selon l'âge (jeunes et adultes) ; le genre, les catégories d'acteurs en présence (autres communautés), les autorités locales, etc.). La collecte des données documentaires a été faite auprès des institutions provinciales, essentiellement aux divisions provinciales de l'environnement, des affaires foncières, du plan, etc.).

3. MISE EN ŒUVRE DES PROJETS D'OCTROI DE CREDITS AU PEUPLES AUTOCHTONES DU NORD KIVU

Les pygmées sont estimés à plus de 40 000 âmes et localisés dans 135 villages dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu. Ils vivent dans des zones où les bandes armées sont très actives. Ils ont été particulièrement affectés par les différents combats avec plusieurs conséquences parmi lesquelles leur déplacement en milieux périurbain où l'assistance humanitaire ne leur parvient pas au même titre que les autres couches de populations déplacées (cas de site Shasha à 30 km de Goma, Mubambiro, dans le territoire de Rutshuru et Eringeti dans le territoire de Beni, Bunyakiri, Kalehe dans le Sud Kivu).

Quelques organisations non gouvernementales s'investissent dans l'encadrement des peuples autochtones pygmées⁵³ à travers des projets qu'ils exécutent dans leurs milieux de vie. A titre exemplatif, le Programme intégré pour le développement du peuple autochtone (PIDP) réalise des projets en faveur des peuples autochtones sur le terrain avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, parmi lequel Forest Peoples Programme (Kipalu, sd). Ces acquis répondent à plusieurs préoccupations des peuples autochtones tels que le droit à l'habitat décent, à l'alimentation, à l'éducation, à la terre et aux ressources naturelles, accès à la justice équitable, etc. Une attention soutenue a, au cours de cette réflexion, de même aussi sur le projet de la

⁵³ Pygmée est un terme abstrait qui désigne les peuples de chasseurs-cueilleurs et d'anciens chasseurs-cueilleurs de petite taille vivant dans les forêts équatoriales et dans les régions voisines en Afrique du Centre. Ce terme est largement utilisé par les non-pygmées, mais très rarement par les pygmées eux-mêmes. Lire à ce sujet, JEROME LEWIS., « Les pygmées Batwa dans la région des Grands Lacs », In Minority Rights Group, 2001, p.5

banque mondiale exécuté par les fonds social de la RDC (cas de STEP et PRVBG), été portée sur les projets d'octroi de micro crédits pour les volets livelihoods (moyens de subsistance⁵⁴ » projet de résilience/ d'octroi des AGR aux populations autochtones du Nord-Kivu. Ces projets visaient à offrir aux emprunteurs des possibilités d'accéder aux crédits abordables, et un rendement d'épargne qui excède généralement celui obtenu auprès d'une institution de micro finance et/ou bancaire ou de micro crédit officielle.

Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) sont des groupes solidaires rassemblant des femmes et des hommes essentiellement démunis, ayant des revenus irréguliers et supposés être au même rang social. Lorsqu'elles sont gérées à bon escient, les AVEC créent un espace sécurisé au sein duquel, les personnes dépourvues de moyens de subsistance peuvent, même avec peu de moyens, épargner, accéder au crédit, bénéficier d'un soutien lorsqu'elles sont confrontées à des situations d'urgence personnelles, et bâtir un réseau de soutien social. Tout cela ne peut être rendu possible que si et seulement si, un certain nombre de critères de choix des bénéficiaires et la sélection des thèmes y afférents sont réunis.

Une connaissance des notions de base sur la gestion financière, lire et écrire, compter,...s'avère cruciale pour une gestion cohérente des fonds mis à la disposition des bénéficiaires. Qu'en est-il alors de la mise en œuvre, par les ONG, des projets d'octroi de micro crédits aux peuples autochtones du Nord-Kivu, vu leur taux d'analphabétisme élevé? Ces derniers ont-ils, en

⁵⁴ Association villageoise d'épargne et de crédit.

amont, bénéficié d'une formation spécifique sur la gestion de ces fonds ? Leur choix des bénéficiaires et approches ont-ils portés sur la base d'un criterium donné ?

Contre toute attente, force est de constater que la réalisation de ces projets d'octroi de microcrédits aux peuples autochtones (PA) n'a aucunement résolu les problèmes qui minent leur quotidien. Les raisons sont multiples. Retenons que les conceptions et les pratiques du développement rural en Afrique noire reposent le plus souvent sur l'ignorance des réalités sociales des régions d'interventions, et surtout sur une méconnaissance des logiques sociales, économiques ou techniques des populations que l'on veut « développer ». Bref, on doit retenir des études de cas présentées ici « qu'il n'est de développement que de l'homme par l'homme » (Assogba, 1993).

Pendant l'exécution de ces projets d'octroi de fonds aux peuples autochtones du Nord-Kivu, par exemple, le choix de bénéficiaires est assez souvent dicté par une mainmise des autorités locales tout en excluant certains PA vulnérables, très souvent ; c'est la cible secondaire qui tire profit des actions du projet au détriment de la cible principale et/ou les bénéficiaires directs, les formations ou renforcement de capacité sur la gestion de ces fonds se font d'une manière globale sans tenir compte du niveau de chacun, de formation en langues inadaptées aux niveaux de la cible (très souvent en français et swahili), les fonds sont donnés aux bénéficiaires sous forme de don, ce qui empêche ces derniers de compter sur leurs forces et effort propre, le suivi et évaluations ne se font que par formalisme, et les rapports sont de faire Play au partenaires...

Ces contrastes prouvent à suffisance que les ONG se servent de la situation de vulnérabilité des PA pour mener de plaidoyers auprès des bailleurs en vue d'un éventuel financement des projets auxquels les PA n'en

tirent pas davantage de gain escompté. Tous ces aspects ci-haut évoqués témoignent l'échec de ces projets et n'offre aucune garantie d'auto prise en charge des bénéficiaires.

Gueneau (1986) estime que les projets qui présentent les caractéristiques suivantes sont sensiblement mieux réussis que les autres : il s'agit de la conscience d'un besoin et de son expression par la population bénéficiaire du projet, de l'information de celle-ci *ex ante*, de sa participation multiforme au projet, et enfin de la simplicité de l'innovation technique éventuelle.

Nous estimons que les meilleurs projets sont ceux qui répondent à un besoin véritable. S'il n'est pas ressenti, la phase de sélection (identification) et de sensibilisation à la conscientisation de la population sera de première importance. S'il est ressenti, il faudra veiller à l'adéquation du besoin et des approches et techniques pouvant être inapproprié à la suite d'erreurs incombant à la population ou bien qu'aux ONG. Le travail d'information et d'explication du projet se révèle être nécessaire dans tous les cas, quelle que soit la genèse du projet n'a pas été demandé par les villageois (bénéficiaires), quand bien même proposé par leur représentant sans leur consentement mais proposé par l'ONG (Gueneau, 1986).

4.0.0. QUELQUES ACTIONS POUR RENDRE EFFICACE LES PROJETS AU PROFIT DES PEUPLES AUTOCHTONES

La finalité d'un projet qui réussit serait de répondre aux besoins ressentis afin de permettre aux bénéficiaires directes et indirectes de tirer des avantages qui leurs permettront de s'auto prendre en charge. Eu égard à ce qui précède, un certain nombre d'actions méritent d'être entreprises afin de rendre efficace les projets qui sont

implémentés au Nord Kivu pour le compte des peuples autochtones, notamment : la prise en compte des réalités locales dans toutes leurs dimensions, fixer les critères du ciblage en fonction de leurs états initiaux, l'accès à l'information via une forte sensibilisation des bénéficiaires, l'implication et participation des bénéficiaires aux activités du projet, l'adaptation de financement aux besoins réellement ressenti et cela à temps réel et cela par catégorie, l'actualisation des besoins ou problème dans la communauté avec les bénéficiaires, l'adaptation de formation modulaire en fiches technique selon les niveaux et les langues locales en tenant compte de l'approche de Reflect de Paulo Freire, un suivi et une évaluation effective, une supervision formative par recyclage, un échange d'expérience pour une auto-évaluation.

❖ *Prise en compte des réalités locales* : Les difficultés souvent rencontrés en matière de développement proviennent de l'inadéquation des institutions à la réalité des structures déjà en exercice et qui nécessitent des changements fondamentaux. Or, tout besoin de changement aboutit à deux courants de revendication :

- Une série de revendications économiques en vue de la mise en place d'unités de production plus efficaces au service des populations ;
- Une série de revendications politiques (stratégiques) et sociales en vue, d'une part, de la participation réelle des populations à la mise en place des unités de production dans tous les segments de la chaîne de valeur (Mondjanagni, 1984). La méconnaissance des réalités locales et du milieu donne naissance à des projets inadaptés, également certains bailleurs imposent leur mode de fonctionnement aux exécutants des projets

sans tenir compte de la réalité du milieu. " la main qui donne est toujours au-dessus" d'autres fonds du plagiat des antérieurs projets, sans tenir compte à l'actualisation avec d'autres partenaire,

Cela peut avoir comme corolaire, le rejet du projet par les bénéficiaires.

- ❖ *Implication et participation des autochtones dans toutes les phases du projet* : actuellement, on constate que la pratique du don total, longtemps suivie par les ONG, est en régression au profit d'une participation accrue des populations. La participation revêt deux formes : financière et en travail. La participation en travail que l'on appelle « investissement humain » est assurée dans la majorité des projets. Généralement, l'ONG se charge de fournir le matériel et le savoir-faire et les villageois apportent leur force de travail bénévolement (Gueneau, 1986).
- ❖ *Formation et information des bénéficiaires du projet* : les bénéficiaires du projet, méritent avoir une idée claire du projet, surtout que ce dernier vise à palier tant soit peu les problèmes qui minent leurs quotidien. Cette information s'avère cruciale, et mérite d'être accompagnée par une formation spécifique tout en tenant compte des réalités locales du milieu. Les actions à poser par les acteurs devraient insister sur la formation, l'information et la participation des bénéficiaires directes et indirectes afin que ces derniers s'approprient les acquis du projet en vue de la pérennité des actions. Ce ne sont donc pas les données naturelles qui constituent le facteur déterminant de la pauvreté, il faut en fait le rechercher dans les données humaines ; par conséquent, les **investissements** visant à élever la qualité de la population peuvent

grandement améliorer les perspectives économiques et le niveau de vie des plus démunis (Theodore W. Schultz, 1981).

- ❖ *Sélection des bénéficiaires sur fond d'un criterium préétabli :*
- ❖ *Suivi, évaluation ;*
- ❖ *Adaptation de formation modulaire en langue et en des sckects et théâtres pour une meilleure assimilation*
- ❖ *Supervision formative par recyclage des bénéficiaires en étroite collaboration avec les autorités locale et d'autres partenaires de mise en œuvre :*

CONCLUSION

La prise en charge des peuples autochtones à travers les différents appuis dépend de la référence de leur état initial dont chaque partenaire trouve ces bénéficiaires et cela des domaines d'intervention d'appui par catégorisation et recommandation des bailleurs des fonds.

Cependant, les pygmées rencontrés ne sont pas d'accord de la mise en œuvre des projets, pendant la conception on les fait savoir qu'ils seront bénéficiaires direct mais pendant la mise en œuvre ce sont les bénéficiaires indirects qui en bénéficient. Ils sont conscients de cela lorsqu'ils reconnaissent leur marginalisation.

Les dispositions à prendre au côté des bénéficiaires PA et celui du gouvernement sont de prendre de mesures strictes pour la mise en places des écoles et centre de récupération pour la scolarisation des PA dans toutes les étendues et une forte sensibilisation et conscientisation pour le changement social de comportement en fin d'assimiler la matière et les aider

aussi à formuler et respecter les rêves dans la mesure du possible.

L'appui financier en termes d'activités génératrices de revenus (AGR) par les ONG au profit des peuples autochtones constitue, dans une faible mesure, la garantie pour leur auto-prise en charge durable dans la province du Nord-Kivu ; Ensuite, les actions d'octroi de crédits par les ONG aux populations vulnérables et aux survivantes des violences basées sur le genre se fait de manière non correcte et non conforme à la réglementation en la matière et enfin, les mesures de mitigation idoines pour que les bénéficiaires directes et indirectes de ces microcrédits en tirent profit passeraient par leur formation à l'esprit d'entreprendre et leur implication à la planification et à la mise en œuvre des différents projets.

Au vu de ces résultats les deux premières hypothèses sont infirmées alors que la troisième est confirmée. Ainsi, nous suggérons que le gouvernement ait un œil vigilant et une main mise à tous les domaines d'intervention et les stratégies d'atteintes des résultats y afférents aux différents projets des partenaires œuvrant dans chaque territoire.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- ASSOGBA. Y. (1993). Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des bénéficiaires : l'échec des projets en Afrique noire. Cahiers de géographie du Québec, 37(100), 49-66.
<https://doi.org/10.7202/022321ar>,
- GRAWITZ. M. (1998). Méthodes de recherche en sciences sociales, Paris, éditions Dalloz.
- GUENEAU M-C. (1986). Afrique : les petits projets de développement sont-ils efficaces ? Paris, Harmattan.
- <https://www.womenconnect.org/fr/web/democratic-republic-of-congo/vsla>, consulté le 19 janvier 2023

- JEROME LEWIS., (2001). « Les pygmées Batwa dans la région des Grands Lacs », In Minority Rights Group.
- KIPALU. P. (sd). Peuples autochtones : Notre culture, notre identité, nos droits sont à protéger. Vers un principe de base pour l'autonomisation des peuples autochtones pygmées en RDC, In Programme Intégré pour le Développement du peuple pygmée du Kivu « PIDP SHIRIKA LA BAMBUTI »,
- MONDJANAGNI. A et al. (1984). La participation populaire au développement en Afrique noire, Paris, Karthala.
- MUKUMBA ISUMBISHO P et RENE MANIRAKIZA., « Résilience communautaire des riverains autochtones Batwa dans le contexte du conflit au parc national de Kahuzi biega, Est de la RD Congo », in <https://www.researchgate.net/publications>, consulté le 01 avril 2023.
- MUKUMBA. P. (2004). Autochtones pygmées à l'est de la RD Congo : sauver les pygmées, Rapport du centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables, « CAMV ».
 - THEODORE W. SCHULTZ (1981). Il n'est de richesse que d'hommes : Investissement humain et qualité de la population, Paris, Bonnel Editions.

Par Maguy MALAGANO OMARI

Chap. XII. GARANTIES EN DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE AUX VICTIMES DES PANDEMIES ET EPIDEMIES

**Par Paulin NYENGO OLONGE et
ABEDY MWAMBA Doudou Albert**

BIOGRAPHIE DES AUTEURS

Paulin NYENGO OLONGE est né à KALIMA le, 07 Juin 1980, Marié et père de quatre enfants. Docteur aux Etudes Juridiques Internationales à l'Atlantic International Université, (AIU) aux USA ; Master en Droit International Humanitaire de l'Université Francophone du Congo (UFRACO) en partenariat avec OTC & FSC Burkina Faso Ouagadougou en 2015 ; Licencié et gradué en droit privé et Judiciaire de l'Université de Kisangani en 2010. Il est également Titulaire d'un Certificat de Cours Intensifs sur les Droits de

l'Homme et le Droit International pénal de l'Université de Goma en partenariat avec le Club des Amis de Droit du Congo en 2015.



Depuis 2017 Titulaire et Bénéficiaire de plusieurs cours de formation en ligne de programmes de Young African Leaders Initiative (YALI) NETWORK produits par le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique et plusieurs autres formations.

Il a également exercé plusieurs fonctions académiques à l'Université Francophone du Congo en partenariat avec OTC & FSC de Burkina Faso comme Secrétaire Général Académique ; Secrétaire Général Chargé de Recherches. Aussi Enseignant dans certaines Universités et Instituts Supérieurs de Goma. Avocat/ Défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de Kisangani et du Nord-Kivu depuis 2009 à nos jours. Entant que chercheur avéré, il est auteur de plusieurs publications.

Fondateur et Président du Conseil d'Administration une Organisation non Gouvernementale dénommée Réveil Patriotique pour l'Afrique », «rep-Afrika», gardien des idéaux patriotiques, des droits et des valeurs Africaines pour défendre et sauvegarder l'intérêt général du peuple Africain.

ABEDY MWAMBA Doudou Albert, né le 11 Mars 1978,



est inscrit aux programmes en ligne, de Master en Coopération Internationale et Aide Humanitaire au Centre d'Études sur l'Aide Humanitaire de KALU Institute d'Espagne (HASC-Proyecto-Kalu) depuis Mars 2020 et de Formation professionnelle en Diplomatie Humanitaire de Diplo Foundation de Malte en collaboration avec la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) de Genève ; a effectué ses études universitaires en Relations

internationales, respectivement, à l'Université de Goma (Cycle de Graduat) et à l'Université de Lubumbashi (Cycle de Licence), et est également, Fondateur et Coordonnateur Général d'AQUILA asbl, une Organisation Non-Gouvernementale locale de défense des Droits de l'Homme ; Membre du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Secouriste-Volontaire de Formation et ancien Communicateur (Chef de Cellule Communication et Relations Publiques et Chef de Bureau Diffusion) à la Croix-Rouge de la République Démocratique du Congo dans la Province du Nord-Kivu, habite actuellement à Kinshasa en République Démocratique du Congo, où il est originaire. Il a aussi occupé plusieurs postes de Supervision, Coordination et Management avec des responsabilités, notamment en Administration Général, Planification, Budget et finances, Gestion des

Ressources Humaines, Logistiques, Santé publique, Affaires juridiques, Relations publiques, Sécurité, Enseignement et Formation professionnelle.

Résumé

Le Droit International Humanitaire, branche du droit international qui protège certaines catégories de personnes lorsqu'elles sont victimes de conflits armés. Toutefois, pendant les conflits armés dans une zone, les pandémies et les épidémies viennent compliquer ou empirer les situations humanitaires et souvent de vulnérabilité de ces individus ou catégories d'individus censés être protégés par le Droit International Humanitaire dans des zones des conflits armés. Néanmoins le Droit International Humanitaire ne donne pas explicitement les stratégies de leur protection face aux pandémies et épidémies. Or les garanties sont bien retrouvées dans les Conventions de Genève de 1949. Les quatre Conventions de Genève de 1949 stipulent que toute personne sous protection du Droit International Humanitaire devrait être respecté et protégé en toute circonstance ; sa santé ne devrait pas être mise en péril ; ne devrait pas être mise en danger de mort, même par omission ; les Parties contractantes, les puissances protectrices et les organisations humanitaires impartiales protégeront et apporteront secours aux populations civiles.

Mots Clés : Droit International Humanitaire, Garantie, conflit armé, épidémie, pandémie, vulnérabilité, Victime, protection.

Summary

International Humanitarian Law, branch of international law which protects certain categories of people when they are victims of armed conflicts. However, during armed conflicts in an area, pandemics and epidemics complicate or worsen the humanitarian situations and often the vulnerability of these individuals or categories of

individuals supposed to be protected by International Humanitarian Law in areas of armed conflict. However, International Humanitarian Law does not explicitly provide strategies for their protection in the face of pandemics and epidemics. However, the guarantees are indeed found in the Geneva Conventions of 1949. The four Geneva Conventions of 1949 stipulate that any person under the protection of International Humanitarian Law should be respected and protected in all circumstances; his health should not be jeopardized; should not be put in danger of death, even by omission; Contracting Parties, Protecting Powers and impartial humanitarian organizations will protect and provide relief to civilian populations.

Keywords: International Humanitarian Law, Guarantee, armed conflict, epidemic, pandemic, vulnerability, Victim, protection.

INTRODUCTION.

Le Droit International Humanitaire et en particulier la convention de Genève et leur protocoles additionnels, conventions de Nations Unies et ses protocoles et celle de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), non seulement cette branche de droit international protège certaines catégories de personnes lorsqu'elles sont victimes de conflits armés, mais encore ses règles appliquent scrupuleusement et permettent d'empêcher l'expulsion, la discrimination et le déplacement de part et d'autre des victimes. Certainement, pendant le conflit armé dans une zone, il présente un phénomène des pandémies et épidémies qui souvent vient compliquer ou empirer les situations de vulnérabilité, des individus ou une catégorie d'individus sensées être protégés par le DIH dans des zones des conflits armés.

En tant qu'un ensemble des règles qui, en temps de guerre, protègent les personnes qui ne participent pas, ou ne participent plus, aux hostilités⁵⁵, Quels sont les soutiens prévus par le Droit International Humanitaire pour cette catégorie de victimes ? le Droit International Humanitaire (DIH) apporte-il des garanties pendant les pandémies et les épidémies qui surviennent durant des conflits armés ? Au moment des pandémies et des épidémies survenant dans des zones des conflits armés et qui compliquent davantage les situations des personnes vulnérables le DIH peut-il toujours intervenir ?

Pour répondre à ces questions, nous adoptons le plan suivant : 1. Le Mécanisme de protection ; 2. Les Garanties du Droit International Humanitaire ; 3. Obligation de protéger et de prendre soins des victimes ; 4. Obligation de référence aux textes ; 5. Interdiction d'attaque, de destruction des biens indispensables à la survie de la population ; 6. Les personnes protégées par le DIH ; 7. Le rôle de la Puissance protectrice et 8. La Croix-Rouge et la Concrétisation des Garanties du Droit International Humanitaire.

1. Le Mécanisme de protection

Ce dernier doit nécessairement avoir des mécanismes garantissant une certaine protection à cette catégorie des personnes faces aux pandémies devenues récurrentes depuis un certain temps. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), une nouvelle maladie infectieuse fait son apparition chaque année dans le monde et l'humanité subit une crise majeure due à l'émergence ou à la réémergence d'un virus tous les cinq ans. Ainsi, la découverte, vers les années 1980, des virus pathogènes et potentiellement pandémiques, comme le Virus d'immunodéficience humain/Syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/Sida), le Syndrome

⁵⁵ Comité International de la Croix-Rouge, *Découvrez le CICR*, CICR, Genève, Septembre 2005, p. 15.

respiratoire aigüe sévère (SRAS), la maladie à virus Ebola (MVE) et la grippe aviaire (H5N1) a mis un terme à la courte période d'optimisme de l'arsenal thérapeutique des années 1950 jusqu'aux débuts des années 1980⁵⁶. C'est la pandémie de Corona Virus (COVID-19) et ses répercussions qui est venue renforcer cette situation en faisant peser un grave danger de mort, un de plus, dans les pays déchirés par les guerres⁵⁷.

En effet, les DIH protège tout individu ou catégorie d'individus ne participant pas ou ne participant plus activement au conflit, soit :

- Les militaires blessés ou malades dans la guerre terrestre ainsi que les membres des services sanitaires des forces armées ;
- Les militaires blessés, malades ou naufragés dans la guerre maritime, ainsi que les membres des services sanitaires des forces navales ;
- Les prisonniers de guerre ;
- La population civile, par exemple :
 - Les civils étrangers sur le territoire des parties au conflit, y compris les réfugiés ;
 - Les civils dans les territoires occupés ;
 - Les détenus et les internés civils ;
 - Le personnel sanitaire, religieux, des organismes de la protection civile.⁵⁸

Certes, les pandémies et les épidémies viennent compliquer ou empirer les situations humanitaires, souvent de vulnérabilité de ces individus ou catégories d'individus sensées être protégés par le DIH dans des zones des conflits armés, mais le DIH ne donne pas explicitement les stratégies de leur protection face aux

⁵⁶ Bretelle-Establet, F. et Keck, F., « Les épidémies entre « Occident » et « Orient », *Extrême-Orient Extrême-Occident*, [En ligne], 37, 2014, mise en ligne le 01 Septembre 2014, consulté le 13 Novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/327>

⁵⁷ Comité International de la Croix-Rouge, « *Le Covid-19 et le droit international humanitaire* », CICR, Genève, 2020, p. 1

⁵⁸ Comité International de la Croix-Rouge, *Droit International Humanitaire*, CICR, Genève, Avril 2003, p. 17.

pandémies. Ainsi, après avoir fait usage de la méthode juridique ou l'exégèse ainsi que la technique documentaire pour l'interprétation et la compréhension des textes constituant une partie des sources du DIH, nous avons pu constater les garanties que le DIH accorde implicitement aux personnes protégées en cas de pandémies, évidemment, lors des conflits armés.

2. Les Garanties du Droit International Humanitaire

Le Droit International Humanitaire (DIH) a prévu toutes sortes des garanties, bien qu'implicites, pour faire face aux pandémies qui surgissent durant les conflits armés afin de protéger toute personne qui jouit de sa protection. Ainsi, tous les États Parties aux conventions des Genève et/ou Puissances protectrices, ont l'obligation des protéger les concernés et de faciliter la tâche aux organisations humanitaires impartiales quant à ce.

Pour ce faire, les quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 stipulent, respectivement et notamment, que toute personne sous protection du Droit International Humanitaire devrait être respecté et protégé en « toute circonstance » ; sa « santé ne devrait pas être mise en péril » ; ne devrait pas être mise en « danger de mort », même par omission ; les Parties contractantes, les puissances protectrices et les organisations humanitaires impartiales « protégeront et apporteront secours aux populations civiles », comme suite :

- Pour la première Convention de Genève du 12 Aout 1949 : « Les membres des forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant, qui seront blessés ou malades, devront être respectées et protégées en toutes circonstances.⁵⁹», « Le personnel sanitaires exclusivement affecté à la recherche, à l'enlèvement, au transport ou au traitement des

⁵⁹ Article 12, Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 Août 1949.

blessés et malades ou à la prévention des maladies, le personnel exclusivement affecté à l'administration à la formation et établissements sanitaires, ainsi que les aumôneries attachées aux forces armées, seront respectées et protégées en toutes circonstances.⁶⁰ » et « Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires à la recherche ou à l'enlèvement, au transport ou traitement des blessés et malades, seront également respectés et protégés s'ils remplissent ces fonctions au moment où ils viennent au contact de l'ennemie ou tombe en son pouvoir.⁶¹ » ;

- Concernant la deuxième Convention de Genève du 12 Août 1949 : « Les membres de forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant qui se trouvent en Mer et qui seront blessés, malades ou naufragés, devront être respectés et protégés en toutes circonstances, étant entendu que le terme naufrage sera appliqué à tout naufrage, quelle que soient les circonstances dans lesquelles il s'est produit, y compris l'amerrissage forcé ou la chute en Mer.⁶² » ;
- Quant à la troisième Convention de Genève du 12 Août 1949 : « Les prisonniers de guerre doivent être traité en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir est interdit et sera considéré comme une grave infraction à cette Convention. En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas

⁶⁰ Article 24, Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans ..., *Op.cit.*

⁶¹ Article 25, *Idem.*

⁶² Article 12, Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, malades et naufragés des forces armées sur Mer du 12 Août 1949.

justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt.⁶³», et ;

- *In fine* à l'égard de la quatrième Convention de Genève du 12 Août 1949 : « Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité International de la Croix-Rouge ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des personnes civiles et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.⁶⁴» et « Chaque Haute partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériels sanitaires ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d'une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorise également le libre passage de tout envoi des vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes en ceinte ou en couche.⁶⁵».

3. Obligation de protéger et de prendre soins des victimes

Ceci revient à dire que, les Parties contractantes et Puissances protectrices ont, tant qu'il y aurait un conflit armé, l'obligation de protéger et de prendre soins des personnes concernées, c'est-à-dire protégées par le DIH, dans les circonstances autres que celles qui les ont amenés à la vulnérabilité ou à être éligible à la protection du DIH. Ces autres circonstances peuvent être liées à une Catastrophe naturelle à l'exemple de la pandémie de Corona virus (COVID-19) ou à un événement autre que le

⁶³ Article 13, Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 Août 1949.

⁶⁴ Article 10, Convention de Genève relative à la protection de la population civile en temps de guerre du 12 Août 1949.

⁶⁵ Article 23, *Idem*.

conflit armé, comme les doubles explosions dues au nitrate d'ammonium qui ont eu lieu au port de Beyrouth au Liban en Août 2020.

De ce fait, les Puissances protectrices, même non Partie contractante comme les groupes armés, selon la lettre et l'esprit de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 et du Protocole Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949, doivent faire le nécessaire pour que les personnes protégées par le DIH soient protégées également contre les pandémies qui peuvent être nuisible à leur santé, ce, au regard de ces traités fondamentaux qui procèdent tous du respect de la personne humaine et de sa dignité, en consacrant le principe de l'aide désintéressée et donnée sans discrimination à la victime, à l'homme qui, blessé, prisonnier ou naufragé, désormais sans défense, n'est plus un ennemi mais seulement un être qui souffre⁶⁶. Les dispositions quant au secours humanitaires sont également trouvées, à l'article 9 commun aux trois premières Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 10 de la quatrième Convention de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 70 et 71 du premier Protocole Additionnel aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 18, paragraphe 2 du Protocole Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règles 55 à 56 de l'étude du CICR sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁶⁷.

4. Obligation de référence aux textes

Face aux pandémies couplées aux conflits armés, les Parties aux conflits, les Puissances protectrices ainsi que les organisations humanitaires impartiales sont appelées à se référer à ces textes afin de protéger ces catégories des personnes.

⁶⁶ Comité International de la Croix-Rouge, *Les Conventions de Genève du 12 Août 1949 : Référence*, CICR, Genève, 2010, p. 19.

⁶⁷ Comité International de la Croix-Rouge, « *Le Covid-19 et le droit international humanitaire...*, *Op.cit.*, p. 1.

Selon le DIH, le personnel médical, les unités et moyens de transport sanitaires, exclusivement affectés à des fonctions sanitaires doivent être respectés et protégés en toutes circonstances. Dans le territoire occupé, la puissance occupante est également garante de l'hygiène et de la santé publique et doit également veiller au bon fonctionnement des établissements et services médicaux et hospitaliers.⁶⁸ Les dispositions en cette matière sont prévues, à l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 19, 23 à 26 et 35 de la première Convention de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 36 de la deuxième Convention de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 14, paragraphes 1, 15, 18, 20 à 21 et 56 de la quatrième Convention de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 12, 15 à 16 et 21 du Protocol Additionnel I aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 11 et 12 du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règles 25, 26, 28, 29 et 35 de l'étude du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁶⁹.

5. Interdiction d'attaque, de destruction des biens indispensables à la survie de la population

Dans la plupart des pandémies, l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont indispensables à la fois pour prévenir et guérir. Ainsi, le DIH interdit expressément d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage les biens indispensables à la survie de la population civile, notamment les installations et les réserves d'eau. De plus, dans la conduite des opérations militaires, toutes les précautions doivent être prises pour épargner les biens de caractère civil, notamment les installations et réserves d'eau⁷⁰. Ces dispositions sont à

⁶⁸ *Idem*.

⁶⁹ Comité International de la Croix-Rouge, « *Le Covid-19 et le droit international humanitaire...*, *Op.cit.*, p. 1.

⁷⁰ *Idem*.

leur tour prévues, aux articles 54, paragraphe 2 et 57, paragraphe 1 du Protocol Additionnel I aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 13, paragraphe 1 et 14 du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règles 15 et 54 de l'étude du CICR sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁷¹.

6. Les personnes protégées par le DIH

Parmi les personnes protégées par le DIH, il y a ceux qui sont plus vulnérables que les autres à l'exemple des personnes incarcérées ou détenues, des personnes qui se sont déplacés à l'intérieur ou en dehors de leurs pays pour chercher la protection, des enfants, des femmes enceintes, celles qui viennent d'accoucher ou/et celles qui sont responsables de leurs familles, des personnes de troisième âge, des enfants, des personnes vivant avec handicap, des malades, de certaines minorités. Ces personnes méritent une attention particulière lors des pandémies qui surviennent pendant les conflits armés.

6.1. Les personnes incarcérées

Les personnes incarcérées ou détenues sont concernées par cette attention particulière vu les conditions, souvent précaires et inhumaines, dans lesquelles ces personnes vivent dans certains lieux carcéraux ou de détentions. Cette situation favorise ainsi la propagation des pandémies. De ce fait, le DIH prévoit des dispositions spécifiques pour leur protection, aux articles 22, paragraphe 1, 23, paragraphe 1 et 29 à 31 de la troisième Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 83, paragraphe 1, 85, paragraphe 1, 91 à 92 de la quatrième Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 5, paragraphe 1, alinéa b et 2, alinéa c du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règlements 118 et 121 de l'étude du CICR

⁷¹ Ibidem.

sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁷².

6.2. Les personnes déplacées

Les personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays, les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés ont souvent l'accès limité aux services de base, notamment de prévention, et aux soins de santé pour lutter contre les pandémies lors des conflits armés. Le DIH protège tous les civils contre les effets des conflits armés et contre la privation arbitraire de liberté, et dispose qu'ils ont accès aux soins de santé sans distinction de caractère défavorable⁷³. Les dispositions spécifiques quant à leur protection sont reprises, aux articles 35, 44 et 45, paragraphe 4, 49, 70, paragraphe 2, et 147 de la quatrième Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 73 du Protocol Additionnel I aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 17 du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règles 105, 129 et 131 de l'étude du CICR sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁷⁴.

6.3. Protection des enfants contre les affres des conflits armés et des pandémies

La protection des enfants contre les affres des conflits armés et des pandémies prend également en compte l'accès de ces enfants à la scolarité. Pour ce faire, le DIH comporte les règles qui obligent les parties aux conflits à faciliter l'accès à l'éducation, et la pratique des États indique que l'accès à l'éducation fait partie du respect et de la protection particuliers dus aux enfants dans le droit coutumier⁷⁵. Les pandémies durant les conflits armés peuvent empêcher aux enfants d'avoir accès à l'éducation

⁷² *Ibidem.*, p.2.

⁷³ *Idem.*

⁷⁴ Comité International de la Croix-Rouge, « *Le Covid-19 et le droit international humanitaire...*, *Op.cit.*, p. 2.

⁷⁵ *Ibidem.*

comme ce fut le cas avec celle de COVID-19. Les Parties contractantes, les Puissances protectrices et les Organisations humanitaires impartiales doivent prendre toutes les dispositions pour que les enfants aient accès à l'éducation, même à partir de chez eux pour leur protection. Les dispositions en la matière sont prévues, aux articles 13, 24, 50, paragraphe 1, 94, 108 et 142 de la quatrième Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; article 4, paragraphe 3, alinéa a du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à la règle 135 de l'étude du CICR sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁷⁶.

7. Le rôle de la Puissance protectrice

Pour ce faire, les États en général et les Puissances protectrices en particuliers, doivent prendre toutes les dispositions et mettre en œuvre tous les moyens qui permettront la protection et l'assistance des personnes protégées, durant un conflit armé comme le renchérit un article du Comité International de la Croix-Rouge en ces termes : « Les sanctions et autres mesures de restriction...peuvent faire obstacle à une action humanitaire impartiale dans ces pays, au détriment de plus vulnérables.⁷⁷ ». Ceci revient à dire que les États ont le devoir d'alléger ou, au besoin de lever, en cas de conflits armés, toutes mesures prises pour sanctionner les États considérés comme voyous du point de vue de la réglementations internationales pour le bien des personnes protégées par le DIH. Les dispositions qui concernent les mesures à prendre par les États pour faciliter les activités humanitaire des organisations humanitaires impartiales comme le CICR, sont prévues, à l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 9 commun aux trois premières Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 10 de la quatrième

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ *Ibidem*.

Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux articles 70 et 71 du Protocol Additionnel I aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; à l'article 18, paragraphe 2 du Protocol Additionnel II aux quatre Conventions de Genève du 12 Août 1949 ; aux règles 31, 32, 55 à 56 et 109 à 110 de l'étude du CICR sur le Droit International Humanitaire Coutumier (DIHC)⁷⁸. Le personnel médical et religieux, les unités, matériels et moyens de transport sanitaires, les malades, les naufragés, les personnes détenues, les populations civiles, ont tous droit à la protection de la part des États Parties et/ou Puissances protectrices lors des conflits armés internationaux ou non. Etant sous l'autorité d'une Puissance protectrice, cette dernière a l'obligation de protéger toutes ces personnes concernées, même contre d'autres catastrophes autre que les affres des conflits armés, à l'exemple des pandémies.

8. La Croix-Rouge et la Concrétisation des Garanties du Droit International Humanitaire

Suite aux garanties accordées par le Droit International Humanitaire, la Croix-Rouge de la République Démocratique du Congo (CRRDC), à travers son Comité provincial au Nord-Kivu, a pu intervenir dans les zones contrôlées et non contrôlées par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) pour couper la chaîne de contamination lors de la flambée de l'épidémie de Choléra, notamment dans les Zones de Santé de Mbinza, Rwanguba et Rutshuru dans le Territoire de Rutshuru, occupé par les terroristes M23, durant le mois d'Aout 2023⁷⁹.

Pour prévenir les éventuelles épidémies et sauver les vies humaines, cette organisation impartiale, neutre, indépendante et auxiliaire des pouvoirs publics dans

⁷⁸ *Ibidem*.

⁷⁹ Rapport mensuel de la Division Santé et Actions Sociales, CRRDC, Nord-Kivu, Août 2023

l'Action Humanitaire a également procédé à des activités de gestion des dépouilles mortelles (GDM) ou enterrement, dans le cadre d'assainissement, et d'évacuation médicale (MediVac) en même temps, par exemple dans les localités ci-dessous⁸⁰ :

1) Territoire de Rutchuru, Province du Nord-Kivu

- Groupement de Jomba, Chanzu et Runyonyi, Juin 2022 : activités GDM réalisées après les affrontements sur demande des FARDC au CICR avec l'accord du M23, ce dernier étant au contrôle de la zone ;
- Groupement de Bwito, Village Kishishe, Novembre 2022 : activités GDM après les affrontements sur la zone occupé par le M23 ;
- Groupement de Tongo, Lubwe, Juillet 2023, activités GDM et MediVac suite à l'explosion d'un engin piégé dans un champ ;

2) Territoire de Masisi, Province du Nord-Kivu

- Secteur Oso-Nyungu, Groupement Nyamaboko premier, Mahanga, Août 2023 : activités MedeVac après 20 km de marche à pied suite aux affrontements entre deux groupes armés (APCLS et PAREC/FF), à la demande d'un Commandant APCLS ;
- Kilolirwe, Nutro, Octobre 2023 : activités GDM sur demande et autorisation de la coalition des groupes d'autodéfense, dite « Wazalendo », après leurs affrontements contre le M23 ;

⁸⁰ Rapport annuel 2022, Rapport semestriel Janvier-Juin 2023 et Rapports mensuels Juillet, Août, Septembre et Octobre 2023 de la Division Gestion des Risque des Catastrophes, CRRDC, Nord-Kivu, Août 2023

3) Territoire de Beni, Province du Nord-Kivu

- Kalunguta, Maboya, Kabasha, Mukondi, Lisasa, Mars 2023 : activités GDM sur demande du Chef de Groupement de Kalunguta, après une incursion ADF/NALU ;
- Mutwanga, Lume, Août 2023 : activités GDM sur demande du Bourgoumestre de la Commune rurale de Lume, après une incursion ADF/NALU.

CONCLUSION

Le DIH protège les personnes qui ne participent pas aux combats, comme les civils et les personnels médicaux ou religieux. Il protège également ceux qui ont cessé d'y prendre part comme les combattants blessés ou malades, naufragés, ainsi que les prisonniers de guerre. Les blessés et les malades doivent être recueillis et soignés par la partie qui les a en son pouvoir. Le personnel et le matériel médical, les hôpitaux et les ambulances doivent être protégés. Le DIH prévoit par ailleurs certains signes distinctifs qui peuvent être employés pour identifier les personnes, les biens et les lieux protégés. Il s'agit, principalement des emblèmes de la Croix-Rouge ou du croissant rouge ainsi que des signes distinctifs propres aux biens culturels et à la protection civile. Toutes les dispositions et les garanties sont prévues par les DIH pour la protection, en cas de pandémies et épidémies durant un conflit armé des personnes sous la protection dudit droit. Il faudra qu'il ait l'application strict du droit International humanitaire quand ce phénomène apparaît. Car souvent les acteurs de la protection se trouvent dans une confusion.

Références bibliographiques

Bretelle-Establet, F. et Keck, F., « Les épidémies entre « Occident » et « Orient », *Extrême-Orient Extrême-Occident*, [En ligne], 37, 2014, mise en ligne le 01

Septembre 2014, consulté le 13 Novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/327>

Comité International de la Croix-Rouge, *Découvrez le CICR*, CICR, Genève, Septembre 2005.

Comité International de la Croix-Rouge, *Droit International Humanitaire*, CICR, Genève, Avril 2003.

Comité International de la Croix-Rouge, « *Le Covid-19 et le droit international humanitaire* », CIRC, Genève, 2020.

Comité International de la Croix-Rouge, *Les Conventions de Genève du 12 Août 1949 : Référence*, CICR, Genève, 2010.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 Août 1949.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, malades et naufragés des forces armées sur Mer du 12 Août 1949.

Convention de Genève relative à la protection de la population civile en temps de guerre du 12 Août 1949.

Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 Août 1949.

Rapport mensuel de la Division Santé et Actions Sociales, CRRDC, Nord-Kivu, Août 2023

Rapport annuel 2022, Rapport semestriel Janvier-Juin 2023 et Rapports mensuels Juillet, Août, Septembre et Octobre 2023 de la Division Gestion des Risque des Catastrophes, CRRDC, Nord-Kivu, Août 2023

**Par Paulin NYENGO OLONGE et
ABEDY MWAMBA Doudou Albert**

SOMMAIRE

Chap. I. DES INTELLIGENCES CONGOLAISES S'INTERROGENT SUR LES 64 ANS D'INDEPEDANCE EN DRC (Editorial)

**(Par Justin MUDEKEREZA, Christian
SEKIMONYO, Mathe Jean de Dieu, John-
Modest, Maguy OMARI, Zenobita Maganga,
Louis Akilimali, Alain ALISA JOB) ...Pp 1-12**

Chap. II. RDC: QUELLES ELECTIONS PEUVENT-ELLES NOUS AMENRER A RECONQUERIR NOTRE INDEPENDANCE

**(Par Prof Alain ALISA JOB
SAMBOKERA) ... Pp12-37**

Chap. III. PROMOUVOIR L'INSTITUT TECHNIQUE MEDICAL DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA, CAS DE L'ITM/MINOVA DE 2019-2020.

(Par : **Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent**) ... Pp 38-64

Chap. IV. ACCES DE LA FEMME AUX CREDITS FINANCIERS A GOMA : ANALYSE DE LA VARIABILITE DE TAUX D'INTERET ET DE BENEFICES LIES AUX ACTIVITES GENERATRICE DE REVENU (AGR) (Par **Maguy MALAGANO OMARI)...**
Pp 65-86

Chap. V. DE LA COMPREHENSION GEO STRATEGIQUE DES ELECTIONS ET CADRE ÉLECTORAL EN RD CONGO

(Par Prof. Alain ALISA JOB SAMBOKERA)
...87-107

Chap.VI. APPLICABILITÉ DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE EN AFRIQUE FRANCOPHONE AU XXI ÈME SIÈCLE, CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

**(Par Florent Pépé Paul BATUPA MUSESEKA
KAMULETE) ...108-130**

**Chap. VII. DE LA JUSTICIABILITE DU
DROIT A LA REPARATION DES CRIMES
PROCESSUS DE LUMIERE DANS
L'AFFAIRE MINOVA A L'EST DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO**

**(Par Aimé BYAMUNGU MATERANYA et
Ass1 MALINIKAZI BYAMUNGU Confiance)
...Pp 131-144**

**Chap. VIII. L'EDUCATION DES
ACTEURS ELECTORAUX OPPORTUNITE
POUR DES ELECTIONS SECURISEE AU
NORD-KIVU ET EN RDONGO EN
GENERAL**

**(Par Prof. Alain ALISA JOB
SAMBOKERA) ...Pp 145-172**

**Chap. IX. ETUDE EPISTEMOLOGIQUE SUR
LE PATRIOTISME : SENS ET
COMPREHENSION EN RDC**

**(Par Ass1, MALINIKAZI BYAMUNGU
Confiance)...Pp 173-195**

**Chap. X. ANALYSE ET
INTERPRETATION DE LA VOLONTE DU
PEUPLE DANS LE PROCESSUS
ELECTORAL EN RDC.**

**(Par Prof. Alain ALISA JOB
SAMBOKERA) ...Pp 196-238**

**Chap. XI. ANALYSE DES ACTIONS DES
ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES AU PROFIT DES
PEUPLES AUTOCHTONES DU NORD
KIVU/RDC**

**(Par Maguy MALAGANO OMARI)
...Pp239-255**

Chap. XII. GARANTIES EN DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE AUX VICTIMES DES PANDEMIES ET EPIDEMIES

(Par Paulin NYENGO OLONGE & Abedy
MWAMBA Doudou Albert) ...Pp 256-274

Ainsi prend fin la dixième copie trimestrielle des données scientifiques, philosophiques et pluridisciplinaires, ORASSCOPIE X de la Maison d'Édition ORASSU International publiée par Revue EveilCongo.

Merci pour tous ceux et celles qui ont contribué à la production des articles et courages à d'autres qui confectionnent les leurs.

Bon appétit scientifique dans la mise au travail sérieuse avec jubilation prophétique l'expression de notre dévouement au changement alternatif, politique, démocratique, à l'éveil du Congo, de l'Afrique et du monde entier. « Publier dans la Revue « Eveil Congo », c'est confirmer sa qualité d'appartenir dans l'arène scientifique, prophétique et phénoménologique mondiale à travers la grande famille ORASSU, des érudits, producteurs des connaissances holistiques et savantes qui répondent aux défis du temps présent et conservent leur mémoire collectif dans le futur. »



Rendez-vous au prochain numéro: ORASSCOPIE XI.

Vous pouvez visiter notre site internet sur EveilCongo.net